

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)



La crise du monde capitaliste
Nos tâches et perspectives
 Textes et discussions
 du 47^e congrès de Lutte ouvrière



- **La situation internationale**
- **La crise de l'économie capitaliste**
- **Construire un parti communiste révolutionnaire**
- **Discussion sur les textes d'orientation**
- **Interventions des groupes étrangers**

Au sommaire de ce numéro

Le 47 ^e congrès de Lutte ouvrière	1
La situation internationale	2
La crise de l'économie capitaliste	10
Construire un parti communiste révolutionnaire	17
Discussion sur les textes d'orientation (extraits)	26
Interventions des groupes invités (extraits)	38

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

En couverture, de gauche à droite et de haut en bas :

- Le train chinois de la nouvelle route de la soie entre Xian et Duisbourg.
- Macron et Gattaz, le président du Medef.
- Réunion publique de Lutte ouvrière pendant la campagne de Nathalie Arthaud en 2017.
- Manifestation des travailleurs de GM&S dans la Creuse, été 2017.
- Lénine et Trotsky après la Révolution d'octobre 1917
- Manifestation des indépendantistes catalans, octobre 2017.

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Le 47^e congrès de Lutte ouvrière

Ce numéro rassemble les textes et les interventions du 47^e congrès de Lutte ouvrière, qui s'est tenu les 2 et 3 décembre 2017 en région parisienne.

Quatre textes étaient soumis à la discussion :

- **La crise de l'économie capitaliste**
- **La situation internationale**
- **Les débuts à la présidence de l'homme du capital financier**
- **Construire un parti communiste révolutionnaire**

Ces textes ont été largement discutés dans les assemblées préparatoires de militants et soumis aux votes ; ils ont été adoptés à l'unanimité, ce qui témoigne de la cohésion politique de notre courant. Le premier texte (Les débuts à la présidence de l'homme du capital financier) analyse la situation politique en France à l'issue des élections présidentielle et législatives de 2017 ; il a déjà été publié dans *Lutte de classe* n° 186 (septembre-octobre 2017) et nous ne le reproduisons pas ici. Nous publions les trois autres textes, consacrés respectivement à la crise économique mondiale, à la situation internationale et à la construction d'un parti communiste révolutionnaire.

Nous publions aussi des extraits de la discussion menée sur ces textes d'orientation. Nous publions enfin de larges extraits des interventions de militants de groupes qui partagent les orientations de Lutte ouvrière et de l'Union communiste internationaliste (UCI), que ce soit outre-mer (Martinique et Guadeloupe, La Réunion) ou à l'étranger (Allemagne, Belgique, Côte d'Ivoire, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Haïti, Italie et Turquie). Nos camarades reviennent sur différents problèmes qui se sont posés aux travailleurs au cours de l'année : répression par le régime d'Erdogan en Turquie ; crise catalane en Espagne ; montée de l'extrême droite en Allemagne ; démagogie xénophobe de Trump aux États-Unis... Ils évoquent aussi des luttes ouvrières menées dans des régions aussi diverses que la Guadeloupe, la Côte d'Ivoire ou la Belgique.

Enfin, le congrès a élu la direction de Lutte ouvrière : comité central et comité exécutif. Lundi 4 décembre, Nathalie Arthaud a tenu une conférence de presse pour rendre compte des principales décisions de notre congrès. Nos lecteurs peuvent en visionner des extraits sur notre site Internet (rubrique Multimédia).

5 décembre 2017



Poutine, Trump et Xi Jinping.

La situation internationale

Au moment même où, après la reprise de Mossoul puis de Raqqa, les dirigeants des grandes puissances saluaient à grands cris leur victoire sur Daech, le duel verbal entre Trump et Kim Jong-un offrait une illustration des tensions qui dominent les relations internationales. C'est du bluff de part et d'autre, mais il est significatif du climat de guerre qui persiste.

Il n'y a cependant aucune symétrie sur le fond entre le bluff du président de la principale puissance impérialiste qui intervient aux quatre coins du monde et celui du dirigeant d'un petit pays sous-développé, sous la menace permanente des États-Unis, et qui a déjà subi son intervention militaire lors de la guerre de Corée.

Les relations entre les grandes puissances sont dominées par le trio États-Unis-Russie-Chine, avec une nette prépondérance militaire et diplomatique de l'impérialisme américain. Leurs relations mutuelles constituent un mélange de rivalité et de collaboration : rivalités entre les États-Unis et la Russie notamment aux confins occidentaux de cette dernière, avec pour prétextes l'Ukraine, les craintes réelles ou supposées des pays Baltes ou de la Pologne, en même temps que collaboration au Proche-Orient ; rivalités entre les États-Unis et la Chine, notamment en mer de Chine et plus généralement dans le Sud-Est asiatique, en même temps que collaboration au plan international.

Ce ne sont pour le moment que grandes manœuvres, bruits de bottes et bras de fer, mais ils sont plus significatifs

des relations internationales que les discours lénifiants à l'ONU ou les tapes dans le dos entre les diplomates des grandes puissances.

Alors que la bourgeoisie ne parvient pas à sortir de la crise mondiale de son économie, plusieurs conflits, locaux, régionaux, sont lourds de la menace de déboucher sur un affrontement plus généralisé.

L'Union européenne, si peu unifiée, essaie de se mêler au jeu du trio américano-russo-chinois, sans vraiment y arriver. Si, sur le plan économique, elle est censée être une grande puissance, elle n'en est pas une précisément parce qu'elle est multiple, avec une unité de façade qui ne dissimule pas les nombreuses rivalités qui la déchirent : rivalités entre les trois puissances impérialistes qui dominent le continent, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, illustrées par les négociations pour gérer le Brexit au mieux des intérêts contradictoires des unes et des autres (avec, entre autres, compétition à laquelle se livrent Paris, Francfort ou Amsterdam, pour tenter de mettre la main sur le fromage financier de la City de Londres) ; rivalités d'une autre nature entre les

puissances impérialistes d'Europe et la partie semi-développée du continent qu'elles dominent.

Les rapports de domination entre les impérialismes d'Europe occidentale et la partie orientale semi-développée du continent, à peine dissimulés par l'égalité formelle entre membres de l'Union européenne, ont été abondamment illustrés au cours des années précédentes par l'étranglement de la Grèce.

Ils entraînent de plus en plus des réactions défensives des ex-Démocraties populaires, notamment du groupe de Visegrad (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie), qui, malgré le chauvinisme exacerbé de leurs régimes respectifs, essaient de s'entendre. Cela pour survivre, à l'intérieur de l'Europe, face aux trois puissances impérialistes dont les trusts dominent leur économie et pour sortir de leur insignifiance dans le concert des nations, à l'extérieur de l'Union européenne.

L'évolution réactionnaire à l'échelle de l'ensemble de l'Europe se reflète de façon plus nette, plus autoritaire ou plus caricaturale dans ces quatre pays. Leurs dirigeants poli-

tiques essaient de canaliser à leur profit les mécontentements et les frustrations accumulés dans les classes populaires frappées par la crise, par l'accroissement des inégalités, en brandissant des slogans identitaires, en se posant en défenseurs de « l'Europe chrétienne » face aux migrants.

Les tenants du régime d'Orban, en Hongrie, présentent la mise en place de barbelés destinés à empêcher le passage de migrants venant par la route des Balkans comme un acte de résistance contre Bruxelles, censé incarner l'arrogance de la partie riche de l'Europe. Ce faisant, ils offrent aux dirigeants des démocraties impérialistes la possibilité de se poser en défenseurs des libertés élémentaires bafouées par un Orban en Hongrie ou un Kaczynski en Pologne et, par la même occasion, de dissimuler l'exploitation à laquelle leurs trusts soumettent les travailleurs de ces pays, qu'ils paient trois ou quatre fois moins que leurs frères de classe d'Occident pour le même travail.

Minée par ses antagonismes internes, l'Union européenne laisse la main, sur le plan diplomatique ou militaire, aux dirigeants des puissances impérialistes de seconde zone qui la dominent. Mais chacune de ces grandes puissances joue sa propre partition sur le plan international, aussi bien vis-à-vis de la Russie ou de la Chine que, dans la zone de tension du Moyen-Orient, vis-à-vis de la Turquie ou de l'Iran. Ce sont en réalité les États-Unis qui parviennent à leur imposer un semblant d'unité momentanée, que ce soit dans le domaine du boycott de tel ou tel État qui déplaît à Washington ou dans le domaine des interventions militaires.

Dans cette cacophonie, l'impérialisme français se distingue par une agressivité particulière notamment vis-à-

vis de ses anciennes colonies africaines. Les présidents se succèdent mais les troupes françaises continuent à être présentes dans plusieurs pays d'Afrique, et l'impérialisme français, cantonné aux seconds rôles sur la scène internationale, se pose en gendarme du continent.

Depuis un siècle au bas mot, les États d'Europe étouffent à l'intérieur de leurs frontières nationales et l'histoire a mis l'unification de l'Europe à l'ordre du jour. Les bourgeoisies nationales n'ont cependant su se mettre d'accord que sur cet avorton caricatural qu'est l'Union européenne. Signe de la marche arrière de l'histoire sous le capitalisme décadent, même les États nationaux, grande création des bourgeoisies nationales au temps lointain où ils représentaient le progrès par rapport au morcellement féodal, sont travaillés par des forces de décomposition : poussées séparatistes de l'Écosse, de la Lombardie et de la Vénétie ou entre la partie flamande et la partie wallonne de la Belgique, revendication d'indépendance en Catalogne. Dans une économie complètement mondialisée, le déclin du capitalisme fait resurgir le morcellement féodal.

Les communistes révolutionnaires doivent combattre la montée de ces nationalismes qui s'opposent et qui s'alimentent mutuellement. Ils doivent s'opposer aussi à « *la corruption des ouvriers par un nationalisme raffiné, qui prêche l'émiettement du prolétariat sous les prétextes les plus spécieux et les plus séduisants* » décrit par Lénine dans un article datant de mai 1914 : « *L'internationalisme prolétarien est absolument inconciliable avec cette position, car il enseigne, non seulement le rapprochement des nations, mais la fusion des masses ouvrières de toutes nationalités d'un État donné au sein d'organi-*

sations prolétariennes uniques. »

Lénine a écrit ce texte en visant diverses organisations populistes, le Bund en Russie même, et les tenants de ce qu'on appelait l'austro-marxisme. Mais on dirait qu'il a été écrit aujourd'hui contre les divagations nationalistes d'une certaine extrême gauche, notamment en Catalogne.

ÉTATS-UNIS

Le 8 novembre 2016, bien qu'il ait obtenu trois millions de voix de moins que sa concurrente, Trump était élu dans la « plus grande démocratie du monde ». Lancé depuis peu en politique, ce multimilliardaire avait déjà surpris son monde en s'imposant largement dans les primaires républicaines, contre les caciques du parti. C'est en déjouant les pronostics que Trump s'imposa contre Hillary Clinton, politicienne aux états de service pourtant impeccables dans l'appareil d'État américain et chouchoute des milieux d'affaires. Il le fit avec un cocktail détonnant de démagogie protectionniste, en promettant de rapatrier les emplois, de dénonciation du « système », de propos xénophobes contre les immigrants en général et les musulmans en particulier, ou encore de remarques d'un sexisme crasse. Une fois passée la surprise, Wall Street et la bourgeoisie américaine l'ont vite reconnu comme un des leurs. Après avoir fait campagne en posant comme le porte-parole des travailleurs américains, Trump présente maintenant un budget dans lequel le taux officiel de l'impôt sur les bénéficiaires passerait de 35 % à 20 %. Après tout, les promesses électorales sur le rapatriement des emplois délocalisés n'engagent que ceux qui y croient ; et ce ne sont pas les propos xénophobes ou sexistes qui gênent les financiers.

Depuis, Trump a conforté sa réputation de démagogue réactionnaire, à côté duquel Le Pen fait figure de politicienne modérée. Est-il un homme stupide qui twitte plus vite qu'il ne réfléchit? Assurément. Mais ce n'est pas le premier idiot à la Maison Blanche. Surtout, la bourgeoisie la plus puissante au monde ne laisse pas la gestion de ses affaires dépendre du hasard des personnalités, fût-ce celle de son président. L'appareil d'État américain compte des milliers de cadres de tous niveaux, dévoués corps et âme aux intérêts des capitalistes, et les institutions elles-mêmes comprennent de nombreux freins et contrepoids, à commencer par le Congrès, où les deux Chambres sont majoritairement contrôlées par les Républicains. Le Congrès n'a encore mis en œuvre aucune des promesses sur lesquelles Trump s'est fait élire (abrogation de l'Obamacare, construction d'un mur tout au long de la frontière avec le Mexique, etc.). On ne peut même exclure que l'establishment cherche à destituer Trump, si celui-ci s'avérait trop incontrôlable, ou s'il confondait trop ses affaires personnelles avec celles de l'État, comme c'est le cas avec la Russie, où Trump a quelque peu mélangé les intérêts de son groupe et ceux des États-Unis. La nomination d'un procureur spécial va dans ce sens et rappelle aussi que, aussi arrogant et vaniteux soit-il, Trump n'est pas seul au pouvoir. En tout cas, alors qu'il s'est fait élire en promettant le changement et qu'il est au pouvoir depuis huit mois, cela n'a rien changé de fondamental.

Même en matière de politique étrangère, la rupture qu'il veut incarner tient pour l'instant plus des gesticulations que d'une réalité. Il a multiplié les coups de menton contre la Corée du Nord, le Venezuela ou l'Iran. Mais il n'a pas rompu l'accord sur le nucléaire iranien. La démagogie politi-

cienne à usage interne est une chose, les affaires de l'impérialisme en sont une autre.

Les migrants se sont trouvés au centre des attaques de Trump, qui s'en est notamment pris aux 11 millions de sans-papiers. La démagogie contre ces migrants et la militarisation de la frontière mexicaine ne sont pas nouvelles. De 2000 à 2016, 6 023 migrants au moins sont morts en Arizona, au Texas et au Nouveau-Mexique, alors qu'ils tentaient de traverser une frontière de plus en plus hermétique, et déjà en partie bordée par un mur. Autrement dit, si Trump cherche à durcir la condition faite aux migrants, il n'est pas le premier. Au cours des huit années Obama (2009-2017), 3,1 millions d'entre eux ont été expulsés, un chiffre record, même si les administrations Clinton (1993-2001) et Bush (2001-2009) refoulaient à la frontière des effectifs élevés d'immigrants.

Trump menace de mettre fin à un programme qui permet à 800 000 jeunes immigrants (*dreamers*) de rester aux États-Unis, s'ils sont venus avec leurs parents alors qu'ils étaient mineurs. Dans les limites des pouvoirs incombant au président, il peut durcir les conditions d'accueil et d'existence des travailleurs étrangers; et le départ de plusieurs milliers d'immigrants vers le Canada traduit cette crainte. Après tout, s'ils se sont construits grâce à l'immigration, les États-Unis ont également souvent eu une politique restrictive en ce domaine. Une chose est sûre, cependant: la politique antimigrants s'arrêtera là où commencent les intérêts bien compris des capitalistes. Les sans-papiers représentent une main-d'œuvre facilement exploitable, essentielle dans les fermes industrielles, dans l'industrie, l'agroalimentaire, le BTP, et... dans les hôtels et golfs appartenant à Trump lui-même.

RUSSIE ET UKRAINE

La Russie est l'un des quatre ou cinq pays qui comptent le plus de milliardaires en dollars, tandis que des millions de gens y survivent avec moins que le minimum vital.

Cet écart béant entre une minorité de très riches et la majorité de la population, où des instituteurs gagnent l'équivalent de 120 euros par mois, et des ouvriers très qualifiés, 550 euros, constitue désormais un trait saillant de la société russe.

Le pillage de l'économie et des classes populaires par les privilégiés du pouvoir (bureaucrates, mafieux et nouveaux bourgeois) n'a jamais cessé, un quart de siècle après que la bureaucratie, par sa rapacité et son irresponsabilité, a fait éclater, puis disparaître l'Union soviétique qu'elle dirigeait, cette lointaine héritière de l'État ouvrier né, il y a cent ans, de la révolution d'Octobre.

Principal État, par sa population, son étendue, sa richesse relative et sa place dans les relations internationales, à avoir émergé de cet effondrement, la Russie reste marquée par cette irresponsabilité à l'égard de leur propre système des classes et couches sociales qui en sont les bénéficiaires.

Ainsi, le président russe a proclamé une nouvelle amnistie pour ceux qui rapatrieraient l'argent qu'ils ont caché à l'étranger. Elle n'a pas plus d'effet que la précédente. Organisée par les nantis, la fuite des capitaux prive la Russie des moyens de se redresser. En outre, elle alimente un système financier mondial que dominant des puissances impérialistes, États-Unis en tête, auxquelles le pouvoir russe prétend, contre toute évidence, pouvoir tenir la dragée haute.

Il n'est paradoxal qu'en apparence que le Kremlin, qui cherche les moyens d'un certain

développement économique, ait assoupli les modalités d'enregistrement à l'étranger des sociétés russes. En fait, Poutine ne peut que servir les castes et classes qu'il représente au sommet du pouvoir, même quand leur comportement prédateur affaiblit leur propre État.

Les nantis de ce système parasitaire voient le pouvoir de Poutine comme leur meilleur rempart face au reste de la société, un Poutine qui, même s'il ne l'a pas encore annoncé, se prépare à briguer un quatrième mandat à la tête de la Fédération de Russie, en mars prochain. N'ayant de rival crédible ni dans la haute bureaucratie d'État, ni parmi des oligarques plus ou moins mis au pas, il apparaît comme seul capable de diriger le régime.

L'instabilité du régime que dirige Poutine oblige ce dernier à museler toute voix discordante, dont la seule opposition tant soit peu organisée, celle qu'incarne l'avocat Navalny, pourfendeur de la corruption des élites gouvernementales.

Ce ne sont pas les idées de ce dernier – un nationaliste xénophobe et monarchiste, laudateur du capitalisme – que craint le Kremlin. C'est le fait que sa dénonciation de certaines tares du régime trouve un écho au-delà de la petite bourgeoisie d'affaires et de la jeunesse intellectuelle, qu'il mobilise en des manifestations interdites à l'échelle du pays.

Pour autant qu'on puisse en juger de loin, sa mise en cause du parasitisme des gens du pouvoir résonne dans des milieux plus larges, dans des entreprises, alors que les autorités reconnaissent qu'il existe un mécontentement diffus, mais réel dans la classe ouvrière.

Sur le plan international, la Russie, tout en cherchant à défendre ses intérêts diplomatiques et militaires, en est réduite à proposer ses bons offices aux États-Unis pour les aider à

gérer des dossiers épineux: au Proche-Orient et en Corée du Nord.

Cela n'empêche pas l'impérialisme, et d'abord les États-Unis, de maintenir sa pression sur la Russie jusque dans le pré carré de celle-ci. Ils ont pris de nouvelles sanctions spectaculaires contre le Kremlin au prétexte de l'annexion de la Crimée et soutiennent à bout de bras le régime nationaliste et xénophobe de Porochenko en Ukraine, un régime qui, ne valant pas mieux que celui de Poutine, trouve grâce aux yeux de l'Occident du seul fait qu'il est une épine dans le pied de la Russie.

MOYEN-ORIENT

Le Moyen-Orient, avec sa position stratégique et ses richesses en pétrole, constitue depuis très longtemps l'épicentre des rivalités impérialistes, le baromètre aussi des relations entre grandes puissances.

L'organisation État islamique a perdu cette année une grande partie des territoires qu'elle avait conquis en Irak et en Sy-

rie, notamment les villes de Mossoul et de Raqqa. De même, les troupes de Bachar al-Assad ont repris Alep aux groupes de l'opposition, en grande partie formés de milices djihadistes. Cela ne signifie pas pour autant la fin des conflits, ni en Syrie et en Irak, ni dans le reste de la région. Au contraire, les rivalités éclatent entre les différentes puissances concernées.

La relative stabilisation en Syrie est d'abord due à l'intervention de la Russie, que les États-Unis ont acceptée car ils étaient devenus incapables de contrôler la situation. Aidé en outre par l'Iran et par le Hezbollah libanais, le régime de Damas en est sorti renforcé. Après avoir parié sur son renversement, les puissances impérialistes l'acceptent maintenant comme un moindre mal, car ainsi elles ont au moins un interlocuteur disposant d'une certaine autorité. Mais le fait que ce soit un allié privilégié de la Russie et de l'Iran leur pose problème. Elles continuent donc, contre le régime de Damas ou contre d'autres, de faire pression ou d'intervenir. Cependant, les différents alliés



sur lesquels les puissances impérialistes peuvent s'appuyer ont souvent des intérêts contradictoires et ne sont pas toujours contrôlables.

Ainsi l'Arabie saoudite, allié traditionnel des États-Unis, veut s'affirmer comme une puissance régionale face à l'Iran, dont elle craint le renforcement. Au Yémen, par crainte de voir s'installer un pouvoir politique qui aurait renforcé sa propre opposition intérieure, aurait échappé à son contrôle, et aurait même pu servir d'appui aux ambitions régionales de son rival iranien, le régime saoudien s'est lancé dans une intervention militaire. Ce régime, dont on sait combien il a aidé au développement des groupes djihadistes, a aussi rompu avec le Qatar en l'accusant, ce qui ne manque pas de sel, de complicité avec le terrorisme. La vraie raison est que le Qatar, déjà engagé dans une coopération avec l'Iran pour l'exploitation d'un énorme gisement gazier, a également des ambitions économiques dans la future reconstruction de la Syrie, et les moyens financiers de les réaliser avec l'appui intéressé de la Turquie. L'Arabie saoudite veut signifier au Qatar, ainsi qu'à ses alliés de la région, dont les autres Émirats, qu'elle n'acceptera pas qu'ils se rapprochent de l'Iran, ni qu'ils s'émancipent de sa domination régionale.

La Turquie, de son côté, paye les conséquences de l'échec de ses interventions en Syrie, à l'appui des groupes djihadistes. Erdogan doit s'accommoder du renforcement du régime d'Assad ainsi que de l'influence russe et iranienne. En même temps, il voudrait sauvegarder ses relations avec l'Arabie saoudite, mais surtout éviter de rompre avec le Qatar, avec lequel il a développé d'étroites relations économiques et financières, en particulier les projets d'exploitation des ressources

pétrolières et gazières en discussion avec ces différents pays. Enfin, un des résultats de la guerre en Syrie est l'installation à la frontière turque d'un nouveau territoire kurde autonome, le Rojava, dont les dirigeants sont alliés au PKK, l'organisation autonomiste des Kurdes de Turquie.

Pour combattre l'organisation État islamique tout en évitant le plus possible d'envoyer des troupes au sol, les États-Unis se sont largement appuyés sur les combattants kurdes, en Irak mais aussi en Syrie. Ceux-ci s'attendent à être payés de retour en se voyant reconnaître l'autonomie. C'est déjà depuis longtemps le cas du Kurdistan d'Irak, dont les dirigeants viennent de faire monter les enchères en organisant un référendum d'indépendance. Mais pour les États-Unis, et aussi pour la Russie, reconnaître officiellement l'autonomie voire l'indépendance des territoires kurdes les mettrait en difficulté vis-à-vis de leurs alliés, qu'il s'agisse de l'Iran, de la Syrie, de l'Irak ou de la Turquie. Ce qui peut s'installer est tout au plus, et pour quelque temps, un certain statu quo.

Plus que jamais, le Moyen-Orient est pour les grandes puissances un champ d'intervention dans lequel leurs intérêts et ceux de leurs alliés s'enchevêtrent dans un nœud de contradictions. Mais pour la Syrie, l'Irak et le Yémen le résultat des derniers conflits est de laisser des pays détruits, divisés, dans lesquels les populations n'ont le choix qu'entre l'arbitraire des différentes milices et celui de régimes dictatoriaux ou semi-dictatoriaux. Il faut ajouter à ce tableau l'aggravation de la situation en Israël et dans les Territoires occupés, la radicalisation du gouvernement Netanyahu dans la répression qui ne laisse aucun espoir aux Palestiniens. Au Moyen-Orient, lorsque des

guerres se terminent, elles ne font que dessiner les contours des prochains conflits.

CHINE

Le 19^e congrès du Parti communiste chinois a réélu pour cinq ans Xi Jinping, triomphalement comme il sied dans la Chine qui se prétend toujours communiste. À en juger par les commentaires de la presse occidentale, c'est un triomphe pour le secrétaire général reconduit, comparé tantôt à Mao Zedong, tantôt à Deng Xiaoping, tantôt aux deux à la fois, quand il n'est pas qualifié d'empereur rouge ! Xi Jinping semble avoir réussi à rétablir son autorité sur les différents clans et factions dont les rivalités autour du pouvoir, central ou régional, minaient le régime de l'intérieur. L'avenir dira dans quelle mesure cette autorité est réelle ou factice.

Plusieurs affaires, dont la corruption était la raison ou le prétexte, ayant abouti à des scandales retentissants dans un passé récent, ont attiré un faible rayon de lumière sur ces luttes de faction au sommet de l'État. L'affaire de Bo Xilai, membre du bureau politique, ancien ministre et dirigeant du parti à Chongqing, une des plus grandes villes du pays, a abouti en 2013 à son emprisonnement à vie. Il a entraîné dans sa chute un certain nombre d'autres membres des sommets dirigeants, avec un scénario digne d'un roman noir où ne manquaient ni une épouse accusée d'assassinat, ni un chef de la police.

L'affaire Bo Xilai n'était que la partie visible de l'iceberg. L'enrichissement de la relativement vaste couche privilégiée, composée aussi bien de hauts bureaucrates de l'appareil d'État que de nouveaux riches, produit en permanence un effet disloquant sur l'appareil d'État d'un pays gigantesque,



Un habitant d'immeuble délabré, en bordure du centre-ville moderne de Guangzhou (Canton).

avec sa population de 1,379 milliard d'habitants.

Un certain nombre de grands dignitaires du parti comme de l'appareil d'État dirigent des grandes villes comme Shanghai, Pékin, Canton ou Shenzhen ou des régions de la taille d'un État. Ils ont une puissance politique considérable, renforcée par les liens multiples tissés en permanence entre la caste dirigeante et les milieux d'affaires.

Étant donné le poids conservé par l'État dans la vie économique, les fortunes des millionnaires, voire des milliardaires chinois, ne peuvent s'édifier qu'en bénéficiant de soutiens et de complicités dans les plus hauts niveaux de l'État et du parti.

Malgré les origines différentes de l'État chinois et de l'État soviétique, la dislocation de l'État soviétique du temps de Gorbatchev constitue un rappel à l'ordre permanent pour les hauts dirigeants de l'État chinois. L'appareil d'État peut se décomposer très rapidement du fait des rivalités de ceux précisément dont il est censé défendre les intérêts.

Tout en étant soumise aux effets corrosifs des rivalités entre clans de la bureaucratie d'État, l'unité de cet État est indispen-

sable à la préservation des intérêts collectifs de la couche dirigeante.

Indispensable d'abord contre les classes populaires, à commencer par la classe ouvrière devenue probablement la plus nombreuse et une des plus puissantes du monde, qu'elle travaille dans des entreprises d'État ou dans de nombreuses grandes entreprises liées aux grandes entreprises occidentales pour des salaires cinq, dix fois inférieurs à ceux payés au Japon, aux États-Unis ou en Europe.

Indispensable aussi contre la grande masse des paysans que le développement capitaliste à grande vitesse chasse des campagnes et transforme en miséreux sans droits dans les villes.

La Chine constitue une poudrière sociale, et ses dirigeants le savent. C'est précisément cette situation qui rend nécessaire la dictature. Les spéculations des commentateurs autour des rôles respectifs du parti et de l'État ne sont qu'écrans de fumée, d'autant que la couche des hauts dirigeants de l'un est la même que celle de l'autre.

La stabilité apparente du régime ne supprime pas les antagonismes de classe. Elle ne peut même pas dissimuler le fait

que le « capitalisme sauvage », la course à l'enrichissement de la bourgeoisie, les spéculations nombreuses, notamment immobilières, minent une économie dont la croissance est à la merci d'un krach financier.

La presse occidentale peut s'interroger hypocritement sur l'avenir de la démocratie ou des libertés publiques en Chine. Le grand capital occidental, très intéressé par l'évolution de la situation économique en Chine, partage entièrement les craintes des dirigeants locaux devant le risque d'explosions sociales. Les références au « communisme » mêlées à un nationalisme virulent ne peuvent pas dissimuler la réalité sociale devant le prolétariat de cet « atelier du monde » qu'est devenue la Chine. Ils ne peuvent pas dissimuler l'antagonisme des intérêts entre une classe privilégiée à l'enrichissement spectaculaire et une classe ouvrière nombreuse, concentrée dans de grandes entreprises.

Malgré la dictature et l'étiquette socialiste du régime, la réalité des rapports de classes finira par se frayer un chemin dans les consciences.

Les références du régime à la fierté retrouvée par la Chine, à son accession au rang des grandes puissances, ont aussi leurs limites. Une partie croissante de la classe ouvrière chinoise est exploitée, directement ou indirectement, par le grand capital occidental, américain, japonais, anglais ou français. L'« atelier du monde » est un atelier de sous-traitance pour les grandes entreprises occidentales.

L'originalité de l'État chinois, qu'il partage avec quelques autres pays naguère colonies ou semi-colonies comme le Vietnam ou la Corée du Nord et, dans une certaine mesure, le Cuba des années Castro, est qu'elle a permis pendant des décennies de préserver le

pays contre la mainmise directe des grandes puissances impérialistes.

Celles-ci ont pendant longtemps réduit la Chine à l'état de semi-colonie opprimée et humiliée. Leur domination a eu pour résultat dans le passé les guerres de l'opium, la dislocation de fait de la Chine sous la loi des seigneurs de guerre, le système des concessions (ces morceaux de territoire arrachés à la Chine par les puissances occidentales qui en faisaient des plateformes commerciales) et, en dernier, le régime de Tchang Kaï-chek avec toute sa pourriture et son incapacité à réformer tant soit peu les structures sociales de la Chine.

C'est la grande vague révolutionnaire de la paysannerie pendant et dans la foulée de la Deuxième Guerre mondiale qui a donné au régime de Mao et de ses successeurs l'assise sociale permettant à la Chine de résister aux multiples tentatives de l'impérialisme de la mettre en coupe réglée.

Malgré l'étiquette communiste dont les dirigeants nationalistes radicaux de la Chine se revendiquaient sous Mao, ce qui s'est poursuivi de façon de plus en plus atténuée sous ses successeurs, nous avons toujours considéré l'État chinois comme un État bourgeois, un État bourgeois original né dans des conditions particulières mais qui n'a jamais ouvert la perspective du renversement de la bourgeoisie et de la destruction de l'organisation capitaliste de la société.

Instrument de défense des intérêts de la bourgeoisie contre l'impérialisme, l'État et l'étatisme sont devenus pour la Chine au fil du temps le principal facteur d'intégration dans l'ordre impérialiste mondial. Cette intégration ne s'est pas faite par l'intermédiaire d'une bourgeoisie compradore classique, en tout cas

pas principalement. La bourgeoisie compradore a été dans une large mesure disséminée dans tout l'Est asiatique, de Taïwan à Singapour, sans que le régime maoïste ait cherché à la détruire.

C'est l'appareil d'État lui-même qui a servi d'intermédiaire entre la bourgeoisie impérialiste et la Chine sur la base, cependant, d'un autre rapport de force, plus favorable au développement de la bourgeoisie chinoise que n'en était capable la bourgeoisie compradore du temps de Tchang Kaï-chek.

L'histoire a emprunté une voie originale qui, d'ailleurs, intègre dans une même classe sociale la bourgeoisie, née dans et autour de l'appareil d'État, et ce qui subsiste de l'ancienne bourgeoisie compradore, celle qui a dominé pendant quelque temps la diaspora de Taïwan, de Singapour ou de Hong Kong, comme celle qui, après des années de camp de travail sous Mao, est en train de retrouver sa position sociale. Il est vrai que les liens entre ces deux couches sociales n'avaient jamais été vraiment rompus.

C'est l'État chinois lui-même, par l'intermédiaire, de ses entreprises d'État, de ses banques d'État, qui s'associe à des trusts japonais, américains, allemands. Sous-traitance pour l'essentiel, mais pas seulement: certains des conglomérats ainsi constitués peuvent être des associations. D'ailleurs, il faut se souvenir que, même dans les pays impérialistes, ce n'est pas la fonction de sous-traitant qui crée forcément les rapports de dépendance, mais le poids de son capital (comparer le poids du sous-traitant Michelin par rapport aux entreprises d'automobile donneuses d'ordre et celui des multiples sociétés de fournitures, d'entretien, de nettoyage, etc.).

Du coup, le rôle de l'État chinois lui-même est ambivalent. Il va de soi que cette

ambivalence ne concerne pas la nature de classe de l'État chinois – même les plus attachés des pseudo-trotskystes qui en parlaient naguère comme d'un État ouvrier n'osent plus le désigner ainsi –, mais les rapports qu'il entretient avec l'impérialisme. Il représente les intérêts présents et futurs de la bourgeoisie chinoise, lui permettant de se protéger contre le grand capital impérialiste tout en tenant aussi le rôle d'un puissant facteur d'intégration dans le marché mondial.

Derrière « *les ambitions planétaires de Xi Jinping* » (titre à la une du *Monde* des 6-7 août) et l'expansionnisme de la Chine, il n'y a pas seulement « l'intérêt national », expression à la rigueur utilisable s'agissant du rachat de terres en Afrique ou ailleurs pour des raisons de sécurité alimentaire. Derrière la reconstruction de la variante moderne de « la route de la soie », l'acquisition de ports, du Moyen-Orient à la Grèce, etc., il y a de plus en plus les intérêts des grands trusts occidentaux et leurs commodités d'accès aux marchés mondiaux.

Chongqing, « *ville portuaire du chemin de fer Europe-Asie* », titrait *Le Monde* du 6-7 août, qui sous-titrait: « *Sur l'ancien trajet de la Route de la soie, la ligne ferroviaire Yuxinou, longue de 11 000 km, achemine le fret jusqu'au port allemand de Duisbourg.* » Mais, constate le même article, citant un responsable chinois, « *environ 60 % des exportations de Foxconn et de HP utilisent le train. Pour les fabricants de micro-informatique Acer et Asus, cela va de 20 % à 30 %.* »

D'aucuns y voient l'expression d'un impérialisme chinois. Il faut savoir ce qu'on entend par là. Il ne s'agit pas d'un capitalisme arrivé à un certain stade de développement (sa phase sénile, disait Lénine), avec une concentration des capitaux produits par le développement du

capitalisme concurrentiel lui-même, poussé à l'exportation de ses capitaux, etc., mais d'un phénomène historique spécifique. L'économie et la société chinoises constituent une forme originale de développement combiné : un mélange d'économie étatique et d'économie privée, un écart croissant entre des villes ultramodernes et des campagnes sous-développées, entre un capitalisme sauvage et une phraséologie socialisante.

Cette voie originale, si elle a permis la consolidation et l'enrichissement d'une bourgeoisie moyenne et l'émergence de quelques milliardaires rouges à même de rivaliser avec leurs compères occidentaux, n'a pas sorti les classes exploitées de la pauvreté. Elle n'a même pas permis au pays de sortir du sous-développement.

Faut-il souligner que, si la Chine est devenue la deuxième économie du monde du point de vue du produit intérieur global, elle reste loin derrière la Russie ou des pays semi-développés comme le Mexique, et même loin derrière le Turkménistan, le Botswana ou le Monténégro ? Le PIB de la Chine va de 7 000 à 12 000 dollars par habitant, selon le mode de calcul. À comparer avec les 45 000 dollars pour l'Allemagne, 44 000 pour la France et 53 000 pour les États-Unis. Il n'y a pas une « voie chinoise » sur la base du capitalisme décadent qui permettrait aux pays pauvres de rattraper et de dépasser les pays impérialistes développés. Pas plus qu'il n'y a de « voie cubaine », « vietnamienne » ou... « nord-coréenne ».

L'évolution de la Chine illustre à l'échelle gigantesque

qui est la sienne la capacité de l'impérialisme à intégrer même des régimes qui ont semblé un temps le contester de façon radicale et qui disposent, du fait de leur population et leur taille, des moyens dont ne dispose aucun autre pays pauvre.

La seule conclusion qu'il convient d'en tirer nous ramène à l'idée fondamentale du courant communiste révolutionnaire depuis Marx : l'avenir de l'humanité se décide dans la lutte entre les deux classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat. Il n'y a pas de chemin de traverse, pas plus qu'il n'y a d'échappatoire pour quelque pays isolé que ce soit.

Répondant aux sceptiques de son temps, Trotsky écrivait dans *Le Programme de transition* : « Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. »

Cette pourriture du capitalisme sur le déclin ne se manifeste pas seulement dans le domaine économique par la crise, le chômage, la destruction des forces productives de l'humanité. Elle se manifeste dans tous les domaines de la vie sociale, comme dans celui des relations internationales : guerres locales ou régionales, dans le Sahel, au Soudan, se répandant dans d'autres pays d'Afrique ; flots de réfugiés non seulement d'Amérique latine vers les États-Unis ou de l'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie vers

l'Europe, mais aussi d'un pays africain vers un autre ou de la Birmanie, sous-développée et pauvre, vers le Bangladesh, encore plus pauvre. Signe encore de la pourriture morale et humaine du capitalisme décadent : la multiplication des barbelés, des murs érigés entre les peuples.

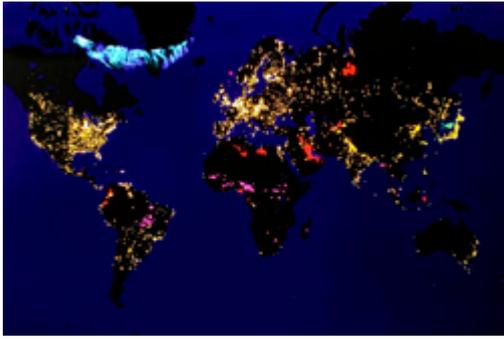
Les attentats terroristes eux-mêmes sont l'expression de cette pourriture du capitalisme, à ceci près que, touchant cette fois les pays impérialistes, ils s'expriment davantage dans l'opinion publique occidentale, une institution parmi d'autres de la bourgeoisie dominante.

Trotsky termine ainsi le passage cité du *Programme de transition* : « Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

Quelques mois après que ces lignes avaient été écrites, l'humanité se trouvait plongée dans la catastrophe de la Deuxième Guerre mondiale.

Plusieurs décennies plus tard, le capitalisme déclinant s'enfoncé de nouveau dans la barbarie. La leçon que Trotsky avait tirée en son temps d'un tel constat reste pertinente : « Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. » C'est-à-dire de la renaissance de partis communistes révolutionnaires et d'une Internationale révolutionnaire.

30 octobre 2017



La crise de l'économie capitaliste

Les déclarations gouvernementales comme celles des médias ont repris depuis plusieurs semaines un ton optimiste quant à la situation de l'économie capitaliste mondiale. Le mot « reprise » revient fréquemment, atténué par les adjectifs « prudente », « fragile », etc.

Cet optimisme quant à la reprise reste cependant entrecoupé de déclarations alarmistes sur la menace d'un krach financier.

La Banque centrale européenne (BCE) se déclare optimiste sur la reprise avec, cependant, cette nuance apportée par son président, Mario Draghi: «*À condition qu'aucun risque ne se matérialise d'ici là.*» Certes, certes.

De son côté, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) écrit dans son dernier rapport sur les perspectives économiques: «*Une reprise est enclenchée dans l'ensemble des zones géographiques*», mais il ajoute aussitôt: «*Les stigmates de la crise ne sont pas encore effacés, et le chômage décroît mais reste élevé en zone euro.*»

Les prévisions économiques, même celles des organismes internationaux les plus représentatifs de l'économie capitaliste, tiennent de la lecture dans la boule de cristal d'une voyante!

Les raisons d'être optimiste des économistes de la bourgeoisie ne sont réellement fondées que dans deux domaines parallèles: le profit des entreprises et le montant des dividendes distribués aux actionnaires.

Sous le titre «*Semestre faste*

pour les entreprises du CAC 40», Les Échos des 1^{er} et 2 septembre 2017 affirme: «*En un seul semestre, les entreprises du CAC 40 ont accumulé autant de bénéfices que sur l'ensemble de l'année 2013 et presque autant qu'en 2015: 50,241 milliards d'euros, soit une hausse de 23,6% sur un an [...]. Les profits record de 2007 [juste à la veille du déclenchement de la crise actuelle, note du rédacteur], 96 milliards d'euros, ne paraissent plus inatteignables à plus ou moins court terme [...]. La bonne nouvelle, c'est aussi l'accélération de la croissance du chiffre d'affaires (+ 6,9%): «Tous les indicateurs sont au vert pour la première fois depuis longtemps», reconnaît le cabinet Ricol Lasteyrie.»*

Le responsable mondial Actions de la société financière Amundi (société de gestion d'actifs) affirme, de son côté: «*On peut envisager un retour au niveau de profitabilité d'avant-crise.*»

Ces profits record se reflètent dans les dividendes distribués aux actionnaires: 1154 milliards de dollars ont été versés par les 1200 plus importantes sociétés à l'échelle du monde. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg car ces chiffres ne tiennent pas compte des fonds spéculatifs et des filiales des banques basés dans les paradis fiscaux.

À ce niveau, les chiffres eux-mêmes perdent toute réalité. La réalité des fortunes accumulées retrouve tout son sens dès qu'on les compare avec les centimes économisés sur les salaires ou avec les pauses supprimées sur les chaînes de montage, ou dans les supermarchés où l'on interdit aux caissières d'aller aux toilettes pendant leur travail!

Derrière les chiffres économiques, il y a une réalité de classe: l'enrichissement continu de la grande bourgeoisie. Il serait fastidieux d'énumérer la longue liste des milliardaires cités dans la revue spécialisée *Forbes*. Leur nombre s'accroît, la fortune de chacun encore plus.

Les banques, de leur côté, sauvées de l'effondrement en 2008-2009 par l'injection d'argent public et massivement soutenues depuis, aussi bien par la Réserve fédérale américaine (Fed) que par la Banque centrale européenne, ont réalisé des profits record: 23 milliards d'euros en 2016 pour les six premiers groupes bancaires français; 27,8 milliards de dollars pour la seule JP Morgan, la première banque américaine.

Certains commentateurs croient entrevoir les indices d'une reprise dans d'autres domaines: dans le fait qu'en

France le nombre de créations d'entreprises dépasse, cette année, celui des disparitions; dans le prétendu recul du chômage, en Allemagne, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis; ou encore dans le fait qu'à l'échelle du monde les prix des métaux industriels repartent à la hausse, reflétant une croissance de la demande.

Ces affirmations relèvent, dans le meilleur des cas, d'un optimisme béat, mais bien plus souvent elles sont des déformations grossières de la réalité ou des mensonges purs et simples.

Le Monde du 29 septembre annonce en titre, sur un ton triomphant: «*La France recrée enfin des usines*», sous-titré: «*Au premier semestre, les ouvertures ont été plus nombreuses que les fermetures, une première depuis 2009.*» Mais le corps de l'article modère cette affirmation. Il ajoute que «*cette embellie est loin d'effacer des années de désindustrialisation: le pays compte encore environ 570 usines de moins aujourd'hui qu'en 2009.*» Et surtout il explique que les nouvelles usines sont des entreprises nettement plus petites que celles qui ont été supprimées – sans doute des start-up à l'avenir incertain – et que «*les sites qui s'ouvrent comptent en général moins de personnel que ceux qui ont été fermés.*»

Selon l'Observatoire économique Trendeo, la production industrielle reste de 10% inférieure à celle de 2007.

Commentant les statistiques de l'Insee sur le chômage, *Le Monde* du 7 octobre affirme en titre: «*La reprise s'installe mais le chômage décroît trop lentement.*» Il n'y a donc pas de quoi tirer, même des chiffres officiels, de grandes conclusions sur la reprise. Cela ne fait rien: ça va nettement mieux ailleurs!

Les porte-parole économiques de la bourgeoisie présentent la France comme un

cas particulier comparé à ses voisins, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, où le chômage serait en recul. Les États-Unis s'achemineraient même vers le plein-emploi.

C'est une campagne de mensonges éhontés. Même là où «*le chômage au sens strict se stabilise [...], les emplois précaires se multiplient.*» (*Alternatives économiques*). Ce que le jargon statistique appelle «*chômage au sens strict*» est le chômage de la catégorie A, c'est-à-dire les chômeurs qui n'ont pas du tout travaillé dans les mois précédents. Leur nombre s'élève, en France métropolitaine, à 3,5 millions. Mais ce chiffre ne tient pas compte de ceux qui ont certes travaillé mais moins de 78 heures, ni des demandeurs d'emploi en formation, ni de ceux en emplois aidés. Ils sont regroupés sous la douce expression d'«*activité réduite*», en clair avec un salaire réduit, tellement réduit qu'il ne permet pas aux salariés de vivre avec un seul emploi.

En Allemagne, le chômage est en effet bas. Entre 1992 et 2013, en vingt ans, le nombre d'actifs a augmenté de presque 4 millions de personnes. Dans le même temps, alors que beaucoup plus de personnes travaillent, le nombre total d'heures travaillées a, lui, baissé, de 69 milliards à 66 milliards par an.

Bien plus de personnes au travail, mais au total moins d'heures travaillées. La réalité est une forte augmentation des temps partiels imposés, donc des salaires partiels ou des mini-jobs ne permettant pas de vivre sans cumuler deux emplois, voire plus.

En France, depuis la crise économique de 2008, les emplois partiels ont connu un essor de 80%.

En Grande-Bretagne, il suffit d'avoir travaillé une heure dans la semaine pour ne pas être considéré comme chômeur

cette semaine-là.

Quant au plein-emploi qui serait en passe d'être atteint aux États-Unis – les statistiques officielles parlent d'un niveau de chômage de 4,4% –, il relève d'une grossière manipulation de la réalité. Le site Shadow Statistics estime, en comptant tous les travailleurs «*découragés*» (une catégorie qui n'est plus comptabilisée depuis 1994), que le taux de chômage est en réalité de 23%

Les chiffres brandis pour tenter de faire croire que le chômage s'atténue indiquent tout autre chose. Ils montrent à quel point les entreprises capitalistes et leurs actionnaires sont parvenus à profiter du rapport de force que leur assure le chômage de masse pour généraliser la précarité et la flexibilité, accroître l'exploitation et multiplier le nombre de travailleurs en activité certes, mais enfoncés dans la pauvreté.

Une autre donnée, répétée comme signe d'une reprise, est l'envolée des prix des métaux de base échangés sur le London Metal Exchange (principal marché pour ces produits): fer, cuivre, zinc. C'est en effet nouveau par rapport à l'année dernière, car les cours de ces matières premières industrielles s'étaient véritablement effondrés depuis le milieu de l'année 2014.

Le cours du cuivre, par exemple, est en hausse de plus de 15%. Du coup, les deux plus grands producteurs mondiaux de cette matière première industrielle essentielle, le Chili et le Pérou, attirent les investisseurs, y compris ceux qui ont l'intention d'investir dans la production en ouvrant de nouvelles mines et en embauchant. La hausse du prix du cuivre aurait d'ailleurs déclenché une compétition acharnée entre grands trusts, et les banques qui sont derrière. «*En Amérique latine, qui abrite 40% des réserves de cuivre de la*

planète, le nombre de trous forés dans le cadre de programmes d'exploration n'avait pas été aussi élevé depuis 2013, selon S.P. Global Market Intelligence», affirme encore *Les Échos* du 28 septembre.

La stagnation antérieure de la production avait conduit à une diminution de la demande de matières premières, faisant s'effondrer leurs prix. Cet effondrement avait amené à la fermeture d'une quantité de mines, au retrait des capitaux et à des licenciements.

L'effondrement a été sans doute excessif. Les spéculateurs prévoient manifestement le mouvement de balancier inverse. La prévision que le prix du minerai de fer par exemple, après avoir beaucoup baissé, se mettra probablement à augmenter, n'attire pas seulement les capitaux investis dans l'extraction de ce minerai, mais aussi des capitaux spéculatifs.

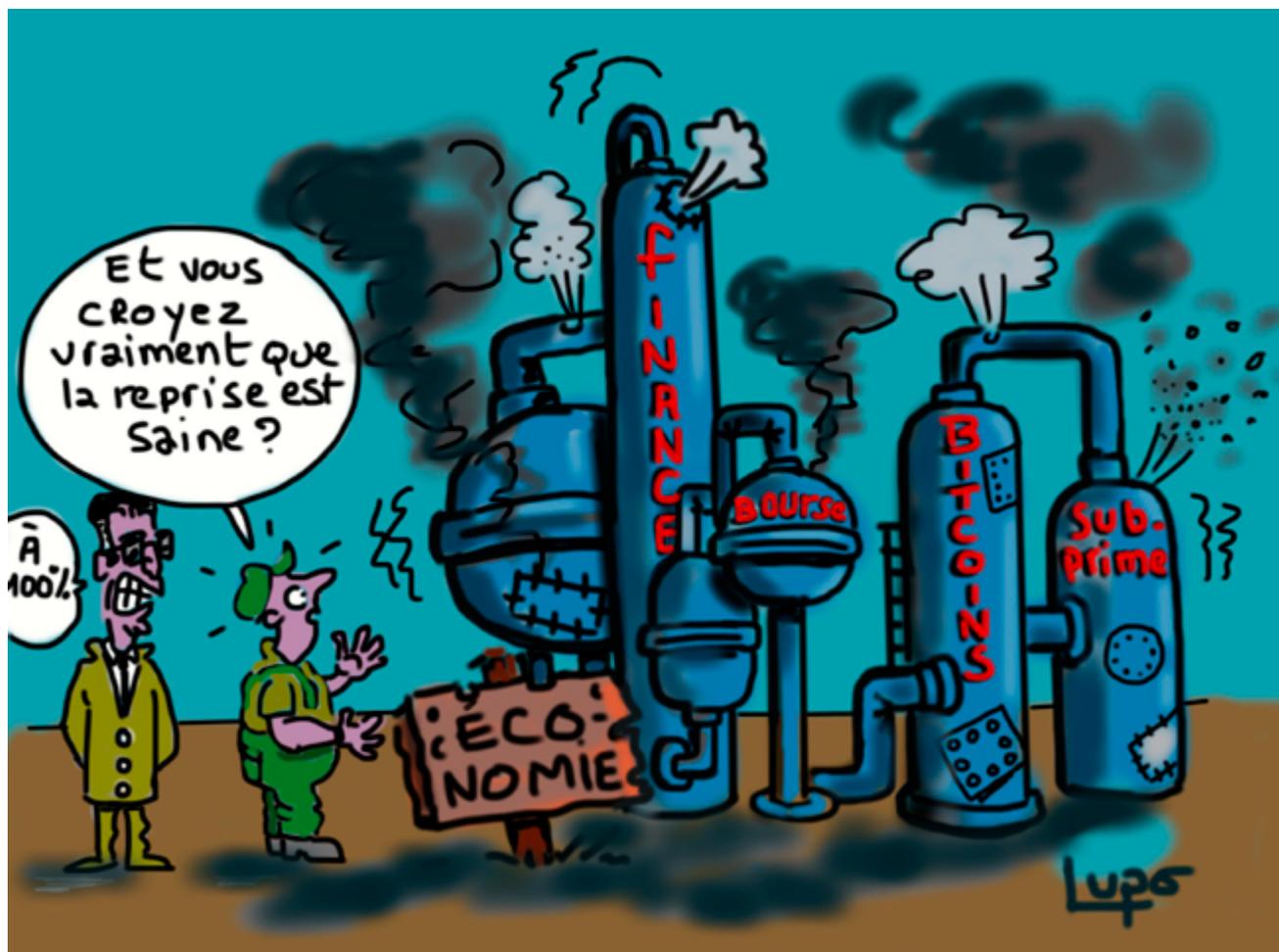
Ces derniers se contentent de placer leur argent sur cette matière avec l'espoir qu'ils pourront revendre leurs lots avant que le mouvement s'inverse, ce qui ne se traduit par aucun investissement.

Les anticipations purement financières, c'est-à-dire spéculatives, amplifient ainsi les soubresauts de la production.

Les capitaux qui vont vers les entreprises industrielles le font aussi pour des opérations de fusion-acquisition, c'est-à-dire de rachat d'entreprises par de plus puissantes. Ces opérations, en nette reprise au cours de l'année écoulée, entraînent une concentration croissante des capitaux, sans entraîner ni investissements productifs ni créations d'emplois. Au contraire, les restructurations, conséquences habituelles de ces fusions acquisitions, s'accompagnent de suppressions d'emplois.

Ce type d'investissement, en rapport certes avec la production, ne crée pas de nouvelles forces productives. Il consiste pour l'essentiel à racheter la part de marché d'un concurrent. Au-delà de l'implication des États concernés dans le rachat de fait d'Alstom par Siemens ou des chantiers STX par Fincantieri, les crises économiques ont toujours été des périodes de concentration de capitaux. Aux mastodontes dominant un secteur économique succèdent des mastodontes plus puissants encore. L'impérialisme, c'est la domination des monopoles. La financiarisation leur donne toujours plus de moyens en pompant la sève de toute la vie économique.

Le rachat par de grandes entreprises de leurs propres actions ne crée évidemment pas davantage des forces productives supplémentaires. C'est cependant un des moyens pri-



vilégiés des conseils d'administration des dites grandes entreprises pour dépenser leurs profits. La publication américaine *Foreign Affairs* affirme qu'entre 2003 et 2012 les sociétés du S & P 500 – les 500 plus grandes entreprises cotées aux Bourses américaines – ont utilisé 54% de leurs bénéfices pour des rachats d'actions. Mieux : elles empruntent de l'argent pour cela ! Le serpent financier se mord en quelque sorte la queue. Mais cette aberration n'en est pas une du point de vue des gros actionnaires. Le rachat et la destruction d'une partie des actions d'une entreprise augmentent automatiquement la valeur des actions restantes et profitent donc aux actionnaires les plus fortunés. C'est un des moyens les plus efficaces d'enrichir toujours plus les plus riches et de creuser l'inégalité même à l'intérieur de la bourgeoisie possédante.

Comme le décrit *Le Monde*, « les fonds de capital investissement regorgent d'argent, les banques se battent pour leur offrir des financements abondants et peu chers, et la tentation d'injecter toujours plus de dette est forte. » En clair, plus est forte la tentation de placer des capitaux dans des obligations d'État, des bons du Trésor, etc., c'est-à-dire dans des titres représentant des dettes d'État dites souveraines. Marx parlait déjà du rôle de la dette publique qui, « par un coup de baguette dote l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit ainsi en capital sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel » (*Le Capital*).

La financiarisation qui a conduit à l'hypertrophie de la sphère financière a doté cette baguette magique d'une puissance incomparablement plus grande qu'au temps de Marx.

Le monde de la finance est de nouveau en surchauffe.

La dette atteint de nouveaux sommets aussi bien aux États-Unis qu'en Chine. La dette des États mais aussi la dette des ménages. Ce qui fait écrire au *Monde* (9-10 juillet 2017) que « le fardeau de la dette des ménages américains n'a jamais été aussi lourd. [...] C'est 50 milliards de plus que le record enregistré au troisième trimestre de 2008 lors de la faillite de Lehman Brothers », en titrant ainsi l'article : « Les germes de la prochaine tempête financière. »

La menace est tellement perceptible que le secrétaire au Trésor américain (sorte de ministre de l'Économie) peut en faire un argument de chantage pour convaincre le Congrès de voter au plus vite la réforme fiscale proposée par Trump. *Les Échos* du 19 octobre commente ainsi : « Les propos du secrétaire au Trésor ont trouvé un écho particulier à la veille de l'anniversaire du Black Monday, ce Lundi noir d'octobre 1987 marqué par la chute de l'indice Dow Jones la plus importante de son histoire (- 22,6% en une journée). »

La politique qui consiste à subordonner les ressources et les possibilités de l'État aux besoins de la finance – c'est-à-dire des financiers et du grand capital pour qui ils opèrent – dépasse la petite personne de Macron (encore que le cynisme de ce dernier est remarquable lorsqu'il retire les titres boursiers de l'assiette des impôts sur la fortune, en prétendant que cela favorise les investissements productifs !) Sous des formes diverses, tous les pays impérialistes ont la même politique. Il s'agit là d'une exigence du grand capital.

Un des aspects les plus abjects de la subordination à la finance d'un nombre croissant de secteurs de la vie sociale concerne la santé, les soins aux personnes dépendantes (en maisons de retraite), les handicapés, etc. Alors même que, sur

le plan technique et médical, des progrès considérables ont été accomplis, l'intrusion de la financiarisation dans tous ces secteurs, directement dans les cliniques privées ou les maisons de retraite ou indirectement dans le service public lui-même, conduit à une régression profonde sur le plan humain. Ce que le capitalisme a introduit dans le domaine de la production industrielle, la financiarisation l'introduit dans le domaine humain : les malades, les vieux, les handicapés deviennent des marchandises !

Mais ces milliards accumulés dans la finance, à quoi servent-ils ?

Le journal *Les Échos*, s'étonnant que la petite Irlande soit devenue le troisième créancier des États-Unis, derrière la Chine et le Japon, mais devant le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite, et près de quatre fois plus que la France, commente le phénomène en parlant d'une « bizarrerie qui en dit long sur le poids des investissements des grands groupes. »

Les titres de créance accumulés en Irlande consistent en bons du Trésor américains. Même s'ils sont considérés, dans les statistiques pays par pays, comme des créances de l'Irlande sur les États-Unis, ces titres ne sont pas la propriété de l'État d'Irlande, mais de grandes multinationales qui ont choisi ce pays en raison de sa fiscalité, ô combien attractive, pour y entreposer leurs trésors de guerre. Et de citer les grandes sociétés, pour la plupart américaines : Google qui détient 37 milliards de dollars d'emprunts américains, Facebook, 11 milliards, Apple, 52 milliards, Microsoft, pas moins de 111 milliards...

Que font ces grandes sociétés de leurs trésors de guerre ? À la tête de ces sommes gigantesques, qu'elles n'investissent pas dans la production, elles se livrent à des opérations fi-

nancières, c'est-à-dire à la spéculation, au même titre que les grands fonds spéculatifs.

Trente firmes américaines, dont Ford, Coca-Cola, Boeing, auraient accumulé plus de 800 milliards de dollars d'obligations diverses en guise de placements.

Aux obligations émises par l'État américain s'ajoutent en effet des obligations d'entreprises, c'est-à-dire des titres de dette émis par des sociétés. En d'autres termes, ces grandes sociétés rivalisent avec les fonds spéculatifs.

Avec ce sens de l'euphémisme qui caractérise les économistes de la bourgeoisie, *Les Échos* ajoute : « Cette impressionnante montée en puissance des entreprises dans la sphère obligatoire peut un jour devenir un enjeu de stabilité financière. »

Nous nous sommes largement expliqués dans le passé sur les raisons de la financiarisation de l'économie et du parasitisme que cela représente pour l'économie capitaliste. Nous n'y reviendrons pas ici.

Cette financiarisation devient d'année en année plus pesante pour l'économie, y compris pour les entreprises capitalistes elles-mêmes. *Les Échos* du 2 octobre 2017 titre : « Les activistes bouleversent les relations avec les actionnaires », en ajoutant en sous-titre : « Presque les deux tiers des entreprises se disent vulnérables face aux risques que représentent les activistes en Bourse. »

Ceux que le journal nomme activistes, ce sont les sociétés financières que l'on désignait, il y a peu encore, sous le nom de raiders, c'est-à-dire des spéculateurs qui profitent de la faiblesse d'une entreprise, des erreurs ou des défaillances de sa direction pour la racheter et vendre à la découpe, par appartement, les activités profitables, et brader ou fermer le reste.

Et *Les Échos* d'insister : « Les

activistes sont notamment au cœur de leurs préoccupations. Et pour cause, une étude de Morgan Stanley montre que, en cinq ans, les campagnes activistes ont doublé en Europe (119 entre juillet 2016 et juin 2017), avec des cibles prestigieuses comme Safran, Casino ou Nestlé. Même si l'on est encore loin de l'ampleur du phénomène aux États-Unis (327 en un an), l'irruption d'activistes aux manières parfois peu orthodoxes lance un vrai défi aux RI [responsables des relations investisseurs]. »

La financiarisation affaiblit la production industrielle alors que la cagnotte globale de plus-value, qui fait prospérer la finance, vient de la production industrielle, c'est-à-dire de l'exploitation.

C'est pourtant la même bourgeoisie capitaliste, voire les mêmes individus, qui possèdent aussi bien les grandes entreprises attaquées que les fonds spéculatifs qui les attaquent ! La finance qui dévore l'industrie, c'est en quelque sorte le capitalisme qui se dévore lui-même.

Des capitaux de plus en plus colossaux se placent et se déplacent d'une région de la planète à l'autre. Ils sont pires que les cyclones ou les tsunamis, par leurs conséquences sur le sort de millions d'êtres humains, mais encore moins prévisibles. À la base de leurs déplacements, il y a la recherche du profit, même le plus immédiat (que l'on songe à ces logiciels ultra-perfectionnés qui, en quelques microsecondes, peuvent faire gagner de l'argent à leurs possesseurs en se servant de la plus minime différence entre les taux de change, les taux d'intérêt ou les prix des titres boursiers). Ce n'est même pas nécessairement la réalité qui les guide, mais l'idée qu'ils s'en font et l'anticipation qu'ils en tirent.

Une déclaration de Janet Yellen, présidente de la Fed, ou

de Mario Draghi, ou plus exactement l'interprétation que les marchés financiers en donnent, peut déclencher une tempête financière. Dans une situation internationale marquée par l'instabilité, un haussement de ton de Trump vis-à-vis de la Corée du Nord ou du Venezuela, un attentat à Londres ou à Barcelone, la menace d'éclatement d'un État, sont susceptibles d'entraîner des mouvements de capitaux imprévisibles.

Il y a une telle quantité de matières explosives accumulées que la moindre allumette est une menace de déflagration. Économie et politique étroitement entremêlées, le système capitaliste est plongé dans la folie.

La dernière en date des folies du système est la spéculation sur des monnaies virtuelles bitcoin ou éther et bien d'autres, qui sont en train de se gonfler en bulles spéculatives encore virtuelles mais qui risquent de déboucher sur une crise financière réelle.

Le bitcoin est une monnaie échangée par ordinateur, virtuelle en cela qu'elle n'est soumise à aucun contrôle, pas même celui des banques centrales. Il existe quelque deux cents de ces monnaies virtuelles, désignées sous le nom générique de cryptodevises qui sont vendues et achetées par les financiers. « Le marché existe, affirme *Le Monde* du 6 octobre 2017. 70 hedge funds (fonds spéculatifs) investissent désormais dans ces monnaies virtuelles, dont les échanges quotidiens atteignent 750 millions de dollars. »

« Des monnaies virtuelles pour financer les start-up », commente *Le Figaro* du 9 octobre. Mais même si les start-up informatiques sont pour quelque chose dans l'invention de ces monnaies virtuelles – certaines de ces entreprises croyaient même échapper par ce biais au crédit bancaire et à la finance – la créature leur a échappé de



puis longtemps. Car l'odeur d'un nouveau marché financier attire les fonds spéculatifs. Et le marché en question s'élargit d'autant plus qu'il n'est pas seulement constitué d'innocents « geeks » se lançant dans la création de start-up, mais bien plus encore de praticiens de ce que les économistes désignent pudiquement sous l'expression « économie de l'ombre » : revenus du commerce de la drogue, du trafic d'armes et de celui d'êtres humains, du blanchiment d'argent sale en tout genre, etc.

Ces monnaies virtuelles génèrent des profits exponentiels. Pendant que le patron d'une des principales banques américaines, Goldman Sachs, alléché par le profit, envisage d'ajouter l'émission de bitcoins à ses activités, son semblable et néanmoins concurrent patron de JP Morgan qualifie ces monnaies virtuelles de frauduleuses et parle d'escroquerie.

Il sait de quoi il parle. Mais au fond, ces monnaies virtuelles ne font que pousser jusqu'au bout la virtualité des milliards de dollars ou d'euros qui se déplacent de par le monde dans les circuits électroniques.

Cette dispute entre deux pontes de l'économie capitaliste pourrait être cocasse si elle n'était pas une menace, ô combien réelle ! pour des millions de personnes qui n'ont jamais entendu parler ni de bitcoin ni d'éther, et si la capacité de ces monnaies virtuelles de rapporter du profit réel ne reposait pas sur l'exploitation, elle aussi ô combien réelle.

La financiarisation croissante pousse sans cesse plus loin le parasitisme du grand capital en même temps que son aberration. L'enrichissement des actionnaires des grandes entreprises, c'est-à-dire la grande bourgeoisie, s'appuie sur la détérioration des conditions d'existence des salariés,

même dans les pays industriels les plus riches.

Mais, bien au-delà de l'enrichissement de la petite couche des grands bourgeois ultra-riches au détriment des classes laborieuses, la financiarisation délétère ou décompose toute la vie économique et sociale.

Il arrive à quelques-unes des têtes pensantes de la grande bourgeoisie de se réjouir d'avoir évité jusqu'à maintenant, notamment en 2008, la répétition du krach de 1929.

Même de cela, elles ne sont pas sûres, à en juger par l'inquiétude avec laquelle elles suivent la formation de bulles financières tantôt ici, tantôt là... Mais, que se réalise ou non la menace qu'un krach financier qui serait plus catastrophique encore que celui de 1929, les dégâts de la financiarisation sur toute la vie économique et sociale sont déjà là. L'effondrement n'est pas seulement de-

vant nous, il se produit depuis plusieurs années et il affecte tous les aspects de la vie économique et par là même toute la vie sociale.

L'emprise croissante de la finance, directement ou par l'intermédiaire des prélèvements des appareils d'État, pourrait déjà tous les aspects de la vie sociale, du système de santé à l'enseignement public en passant par les infrastructures.

En Allemagne, le pays sans doute le plus développé sur le plan industriel en Europe, les infrastructures routières tombent en décrépitude. Des ponts sur des voies de circulation indispensables ne peuvent plus supporter les camions au-delà d'un certain poids... Des lycées, même dans des quartiers huppés, doivent faire appel à la générosité des parents d'élèves pour s'assurer un entretien minimal.

À Rome, le délabrement du réseau de distribution d'eau, ajouté à la sécheresse, pose des problèmes de plus en plus aigus faute de fonds pour l'entretien. Cet été, la ville n'a évité les coupures qu'au prix de pompes dans un lac, au détriment d'autres communes. Interrogé par le *Corriere della sera*, le président de la fédération des services publics de l'eau chiffre à 2 milliards d'euros la somme nécessaire pour remettre à neuf le réseau. Ce que la ville ne peut pas payer car elle croule déjà sous 15 milliards d'euros de dette. Il est impossible d'assurer tout à la fois le paiement des intérêts de la dette et l'approvisionnement en eau d'une grande ville d'un pays parmi les plus développés de la planète. Signe d'un retour en arrière d'une ville qui était à l'avant-garde en la matière... il y a deux mille ans!

Ce sont des situations que la majorité sous-développée de la planète a toujours connues. Car l'impérialisme n'a jamais

permis aux pays pauvres de développer ni un système de santé ni des infrastructures correspondant aux possibilités de notre époque. Mais, là, il est en train de démolir même ce qui existe dans la partie développée privilégiée de la planète.

Un essayiste marxisant, Anselm Jappe, a intitulé un ouvrage récent: *La société auto-phage – capitalisme, démesure et autodestruction* pour expliquer à sa façon que le capitalisme arrive au bout du rouleau en raison de sa dynamique régressive. Il n'est pas le seul, dans une petite frange de l'intelligentsia, à faire le constat, ni même à en faire la démonstration. Mais, comme nombre de ses semblables, il arrête son raisonnement au constat.

Toute la question est de savoir si ce « capitalisme auto-phage » en se dévorant sous nos yeux dévorera toute la société humaine ou si la société trouvera en elle-même la force capable de renverser l'ordre social existant et de fonder une organisation sociale nouvelle débarrassée de la dictature de la grande bourgeoisie, de la propriété privée des moyens de production, de l'exploitation et de la concurrence.

Là réside la principale différence entre ceux qui, pour paraphraser Marx, se contentent de se servir du marxisme pour comprendre le monde, et ceux qui prennent les idées marxistes pour ce qu'elles sont: l'instrument révolutionnaire nécessaire pour le transformer.

Des commentateurs considérés comme sérieux ou comme des économistes distingués se posent ces temps-ci gravement la question du « mystère de l'inflation disparue », pour reprendre le titre d'un récent article du *Monde*. Et ils s'étonnent, avec un mélange de mensonge et de naïveté, du fait que, pour les États-Unis, « les salaires ont augmenté peu, très loin en tout

cas des rythmes enregistrés avant la crise financière », en ajoutant: « *La bizarrerie de tout cela, c'est que l'économie est quasiment en plein-emploi. Ce qui devrait se traduire par une hausse des fiches de paie, laquelle est supposée entraîner un renchérissement des prix des biens et des services.* » Même constat pour l'Europe où « *le retour d'une croissance plus robuste et la forte baisse du chômage n'ont pas provoqué le sursaut espéré.* »

Eh oui, ce ne sont pas des mécanismes économiques abstraits qui constituent les fondements de la vie économique mais les rapports sociaux, les rapports entre classes sociales! Derrière ces mécanismes qui font vivre les économistes de la bourgeoisie et qui valent à certains d'entre eux le prix Nobel, il y a la réalité de la lutte de classe. Depuis le début de la crise, la grande bourgeoisie mène une guerre féroce pour prélever sur la société de quoi préserver ses profits.

Marx dénonçait en son temps le fétichisme de la marchandise et plus particulièrement de l'argent, expliquant que ces créations de la société humaine à un certain stade de son développement dissimulent en réalité les rapports sociaux entre les hommes et la domination d'une classe sociale sur une autre, en l'occurrence la domination de la classe capitaliste sur les classes exploitées.

L'humanité ne résoudra vraiment ses problèmes les plus vitaux qu'en détruisant les fétiches et, surtout, les rapports sociaux qu'ils dissimulent, c'est-à-dire en mettant fin à la domination de la grande bourgeoisie et de l'ordre capitaliste dont elle est porteuse et principale bénéficiaire. La seule classe sociale qui en a la force et y a intérêt est le prolétariat mondial.

25 octobre 2017



WORDPRESS.COM

Construire un parti communiste révolutionnaire

La classe ouvrière ne pourra se libérer de l'exploitation, en libérant la société de la camisole de force du capitalisme, qu'en se donnant des partis communistes révolutionnaires.

Le parti communiste révolutionnaire ne pourra renaître et se développer que sur la base du socialisme scientifique, tel qu'il a été élaboré il y a cent soixante-dix ans par Marx et Engels et formulé dans *Le Manifeste du Parti communiste*. Cet ouvrage pose les fondements du programme et de la pratique d'un courant du mouvement ouvrier qui ne se limite pas seulement à défendre les intérêts matériels et politiques des travailleurs dans le cadre du système capitaliste mais qui se fixe pour objectif la destruction de celui-ci.

Ce sont le développement même du capitalisme moderne et la division internationale du travail, accélérés par l'industrialisation, qui ont engendré et développé un prolétariat moderne, seule force capable de remplacer l'organisation capitaliste de la société par une forme économique et sociale supérieure, le communisme. Le développement du capitalisme, en mondialisant l'économie, a créé les fondements économiques sur lesquels le prolétariat révolutionnaire pourra construire une société débarrassée de l'exploitation, de la concurrence et des crises.

Du fait de son objectif fondamental, la lutte du prolétariat ne peut se limiter au cadre des frontières nationales. C'est, au

contraire, une lutte internationale ayant pour aboutissement la fin de la domination économique et politique de la bourgeoisie par l'organisation de la classe ouvrière en classe économiquement et politiquement dominante à l'échelle mondiale.

Dans l'histoire du mouvement communiste, la construction du parti se confond avec la construction d'une Internationale, le parti mondial de la révolution communiste.

Depuis que le développement capitaliste a simplifié les rapports sociaux en divisant la société «*en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat*», pour reprendre l'expression du *Manifeste communiste*, ces deux classes n'ont jamais cessé de se combattre. Par moments, ce combat reste souterrain et se limite à des escarmouches à l'intérieur d'une entreprise, opposant un patron à ses ouvriers; à d'autres moments, il s'agit d'affrontements massifs de classes, de grèves ou d'insurrections. Parfois, les combats conduisent à des succès, au moins partiels, des travailleurs; souvent à des défaites plus ou moins graves.

Au-delà de l'histoire officielle et de ses rebondissements, au-delà de la rivalité entre les nations bourgeoises et de leurs guerres, cette lutte de classe de-

meure le moteur de l'histoire.

Par-delà les rapports de force changeants entre la bourgeoisie et le prolétariat, l'organisation capitaliste de la société et la concurrence qu'elle introduit parmi les travailleurs ont toujours exercé un effet dissolvant sur les organisations que la classe ouvrière s'est données. La société bourgeoise, basée fondamentalement sur la propriété privée et la rivalité économique, introduit sans cesse la concurrence entre les travailleurs eux-mêmes. «*Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux*», constate *Le Manifeste communiste*.

Le combat pour l'émancipation sociale est donc en même temps un combat contre l'individualisme et la compétition entre travailleurs et pour la conscience collective d'appartenir à une même classe sociale. C'est un combat à recommencer sans cesse tant que la domination de la bourgeoisie sur la société n'est pas définitivement renversée. Seules les périodes révolutionnaires sont susceptibles de souder la classe ouvrière dans sa grande majorité autour de ses intérêts de classe et de la perspective politique qu'elle incarne. C'est

dans ces périodes seulement que la classe ouvrière peut se hisser au niveau de sa tâche historique qui est de détruire de fond en comble les rapports sociaux capitalistes et de commencer à bâtir un ordre social nouveau sans propriété privée des moyens de production, sans concurrence et sans exploitation.

«*Les communistes proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel*», affirme *Le Manifeste communiste*. Contrairement aux balivernes des réformistes «socialistes» ou staliniens, la classe ouvrière ne peut conquérir le pouvoir dans le cadre des lois édictées par la bourgeoisie. Son indépendance politique est la condition fondamentale pour y parvenir : «*Au lieu de se ravalier une fois encore à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation distincte, secrète et publique du parti ouvrier, et faire de chaque communauté le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seraient discutés indépendamment des influences bourgeoises.*» (extrait de *L'Adresse du Comité central à la Ligue des communistes – Marx et Engels, mars 1850*)

C'est sur la base de ce programme que le parti bolchevique a pu conduire le prolétariat russe à la prise et à l'exercice du pouvoir étatique, en faisant rentrer les idées du socialisme scientifique dans le domaine des faits, à l'échelle d'un grand pays représentant un sixième du globe.

Lénine, le principal dirigeant du parti bolchevique, avait formulé ainsi «*les tâches des social-démocrates russes*» en 1897, c'est-à-dire vingt ans avant la prise du pouvoir par les soviets (conseils) que s'étaient donnés

les prolétaires de Russie :

«*Notre tâche est de fondre notre activité avec les questions pratiques, quotidiennes, de la vie ouvrière, d'aider les ouvriers à s'orienter dans ces questions, d'attirer leur attention sur les principaux abus, de les aider à formuler d'une façon plus précise et plus pratique les revendications qu'ils présentent à leurs patrons, de développer chez les ouvriers la conscience de leur solidarité, la conscience de leurs intérêts communs et de la cause commune à tous les ouvriers russes, en tant que classe ouvrière une et indivisible faisant partie de l'armée mondiale du prolétariat.*»

Aux yeux de Lénine et de Trotsky, la victoire de la révolution prolétarienne en Russie en 1917 fut la victoire du premier détachement de cette «armée mondiale du prolétariat» à s'être lancé dans la lutte décisive. Il est impossible de séparer dans cette victoire l'ampleur et la profondeur de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat russe et le rôle du parti bolchevique pendant ces huit mois allant du début de la révolution au mois de février à la prise du pouvoir au mois d'octobre 1917. Disons que la fusion entre la classe ouvrière et le parti qui regroupait son avant-garde politique avait atteint au fil des mois un degré jamais égalé auparavant. Cette fusion s'était produite au fil de huit mois d'affrontements de classes et avait été portée à son degré le plus élevé par la révolution.

La révolution elle-même n'aurait cependant pu fondre à ce point-là la classe ouvrière avec son avant-garde politique s'il n'y avait eu des années de préparation de la part du parti bolchevique et de ses militants agissant en symbiose avec la maturation du prolétariat lui-même.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'importance de la révolu-

tion de 1905 en tant que «répétition générale» de ce qui allait se passer en 1917, ni sur la profondeur du recul dans la combativité et l'organisation du prolétariat, entre 1907 et le début de la décennie suivante.

La période de montée ouvrière en 1905 ainsi que celle de profond recul à partir de 1907 ont cependant contribué, chacune à leur manière, à forger ce parti qui reste pour notre courant un modèle et une référence. À la lumière de la vague révolutionnaire qui suivit la révolution russe, Lénine écrivit en 1920 : «*Aujourd'hui nous avons par-devers nous une expérience internationale fort appréciable, qui atteste de toute évidence que certains traits essentiels de notre révolution n'ont pas une portée locale, ni particulièrement nationale, ni uniquement russe, mais bien internationale.*» (*La Maladie infantile du communisme*).

La victoire du prolétariat en Russie en octobre 1917 trancha, dans le feu de la révolution, le débat sur la nature du parti qui lui est nécessaire pour prendre le pouvoir. Elle trancha en Russie même, d'abord, entre les courants menchevique et bolchevique de la façon la plus radicale : pendant que les bolcheviks conduisaient le prolétariat à la victoire, les mencheviks, issus pourtant du même parti social-démocrate russe, se plaçaient définitivement dans le camp de la bourgeoisie.

La vague révolutionnaire de la période 1917-1921, qui ébranla une grande partie de l'Europe, a démontré, non pas dans la théorie mais dans la lutte révolutionnaire vivante, la validité des méthodes bolcheviques : par la victoire, dans la révolution russe ; par la défaite, dans les autres révolutions.

Le prolétariat ne réussit à conquérir et à conserver le pouvoir que dans la seule Russie. Un très grand nombre de facteurs sont intervenus,



Première édition du *Manifeste du parti communiste* publiée à Londres en février 1848.

bien sûr, dans le dénouement de situations révolutionnaires auxquelles se trouva confronté le prolétariat en Allemagne, en Hongrie, en Finlande et, jusqu'à un certain point, en Italie. Parmi ces facteurs, il y avait évidemment l'ampleur et la profondeur de la mobilisation du prolétariat de chacun de ces pays. Comme il y avait,

en face, le degré de préparation de la bourgeoisie elle-même, la compétence de son personnel politique et militaire, sans oublier les aspects liés à la situation géopolitique, la taille du pays, le développement de son économie, sa vulnérabilité sur le plan militaire, etc.

Pourtant, le fait est que le prolétariat russe parvint non

seulement à conquérir le pouvoir, mais à le préserver malgré une guerre civile doublée d'interventions militaires des puissances impérialistes et malgré les difficultés économiques d'un pays étendu mais sous-développé.

Cette période a donné à la nécessité d'un parti de type bolchevique un caractère universel.

La bourgeoisie a cependant réussi à emporter la victoire de cette première grande bataille internationale entre les deux classes fondamentales de la société capitaliste, en grande partie parce qu'elle a trouvé des alliés dans la social-démocratie, c'est-à-dire dans la direction et l'appareil politique des partis issus du mouvement ouvrier. La social-démocratie réformiste fournit la première illustration de cette dialectique de l'histoire qui a transformé des partis issus du mouvement ouvrier, leurs directions et leurs appareils en instruments de la préservation de l'ordre social capitaliste.

Avec la bureaucratisation du premier État ouvrier, l'histoire a reproduit quelque chose de semblable, avec des conséquences plus durables et plus graves encore.

Le stalinisme issu de la révolution devint le principal facteur contre-révolutionnaire, pas seulement en Union soviétique, où il a été l'expression politique des intérêts de la bureaucratie, mais à l'échelle internationale.

L'action de la bureaucratie en Union soviétique même, pour écraser la classe ouvrière et massacrer toute une génération de révolutionnaires restés fidèles à la révolution d'Octobre, se prolongea par le rôle du stalinisme à l'échelle internationale. Celui-ci a non seulement étouffé tout développement révolutionnaire dans les pays capitalistes (1936 en Espagne et, dans une certaine mesure, en

France) mais, avec la politique des fronts populaires, il a enchaîné le mouvement ouvrier lui-même aux partis politiques de la bourgeoisie.

Pendant la grande crise de l'économie capitaliste, au milieu des années 1930, la bourgeoisie et le prolétariat se sont de nouveau affrontés à l'échelle internationale. La classe dominante a assuré la pérennité de son pouvoir, en Europe en tout cas, d'une part par le fascisme, d'autre part par les fronts populaires impulsés par le stalinisme.

Dans les affrontements de classes des années trente, la grande crise de l'économie capitaliste a joué un rôle similaire à celui qu'avait joué la Première Guerre mondiale dans le déclenchement de la vague révolutionnaire de 1917-1921. Le prolétariat, qui avait retrouvé sa combativité à l'échelle internationale, n'a cependant pas trouvé de direction pour mener ses combats jusqu'au bout. Pire : ceux qui se posaient en dirigeants du mouvement ouvrier, les partis socialistes et les partis stalinien, se sont faits les représentants, à cette période, des intérêts politiques fondamentaux de la bourgeoisie et l'ont aidé à préserver l'ordre capitaliste à l'échelle du monde.

Comme devait alors le résumer Trotsky dans *Le Programme de transition*, « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire ».

Ce n'est pas seulement le prolétariat mais toute l'humanité qui allait payer cette crise de direction par la Deuxième Guerre mondiale.

La seule tentative sérieuse, aussi bien sur le plan de la théorie que sur celui de l'action, pour assurer la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire a été celle de l'Opposition de gauche en Russie et de la IV^e Internationale. Le rôle histo-

rique de Trotsky et de la IV^e Internationale, qu'il avait proclamée peu avant d'être assassiné sur ordre de Staline en 1940, fut de maintenir la continuité politique du mouvement révolutionnaire avec la révolution d'Octobre, et par là même avec un courant qu'ont incarné successivement la I^{ère} Internationale de Marx et d'Engels, puis la II^e Internationale jusqu'à la Première Guerre mondiale, et l'Internationale communiste des années 1919-1923.

Militant formé dans la II^e Internationale, membre influent de la direction de la III^e après avoir été un des principaux dirigeants de la Révolution russe, Trotsky a incarné face au stalinisme triomphant l'héritage politique de ce que ces deux Internationales avaient de meilleur.

À ce capital politique considérable hérité du passé, il a ajouté des apports d'une importance vitale sur l'évolution des rapports entre la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat après la dégénérescence de l'État ouvrier.

En premier lieu, l'analyse marxiste de l'émergence d'une bureaucratie parasitant l'État créé par la révolution prolétarienne.

L'analyse également de deux phénomènes politiques, le fascisme et le Front populaire, engendrés par l'impérialisme face à la grande crise de 1929 pour écarter la menace de la révolution prolétarienne, dans le premier cas par la terreur et dans le second par la tromperie.

Les écrits de Trotsky de cette période représentaient et représentent toujours l'application du raisonnement marxiste à bien d'autres soubresauts d'une période riche en événements : la lutte contre la montée du nazisme en Allemagne, la révolution espagnole de 1936, Juin 1936 en France ou la mobilisation sans précédent de la classe ouvrière des États-Unis.

Ses écrits politiques contiennent également les clés pour la compréhension de bien d'autres événements survenus après sa mort, comme la transformation du jeune Parti communiste chinois en parti nationaliste capable de s'emparer du pouvoir politique en s'appuyant sur la révolte de la paysannerie pauvre.

Nous nous revendiquons de la IV^e Internationale, créée par Trotsky à une époque (1938) où, entre la bureaucratie stalinienne triomphant sur les ruines de la révolution d'octobre 1917 et le fascisme installé en Allemagne et en Italie, il était minuit dans le siècle, selon une expression de Victor Serge. *Le Programme de transition*, le manifeste du marxisme révolutionnaire à l'époque de l'impérialisme, garde de nos jours encore toute sa validité.

Ni du vivant de Trotsky ni encore moins après sa mort, les idées et le programme révolutionnaire personnifiés par Trotsky n'ont pu cependant se réimplanter dans la classe ouvrière.

En Union soviétique, seul pays où existait avec l'Opposition de gauche un parti incarnant l'héritage du parti bolchevique, avec des militants formés, riches de l'expérience de la révolution russe elle-même, des premières années de transformation économique dans un sens socialiste et de la lutte contre la bureaucratization montante, ce parti a été littéralement liquidé par la bureaucratie stalinienne. Ce fut une lutte à mort dans le plein sens du terme où, à travers l'action des militants de l'Opposition de gauche, le prolétariat s'affrontait à la dégénérescence de son État et à la couche privilégiée bureaucratique que celui-ci avait secrétée. Cet affrontement se prolongea à l'échelle internationale.

Les partis issus de l'Internationale communiste, trans-

formés en partis staliniens, ont mené partout une guerre impitoyable à tous ceux qui dénonçaient l'usurpation de la dénomination communiste par le courant stalinien et condamnaient la dictature bureaucratique de l'Union soviétique stalinienne au nom du marxisme révolutionnaire.

Le stalinisme a connu par la suite le déclin que l'on sait, et en Union soviétique, et dans le mouvement ouvrier international. Mais le prolétariat et finalement l'ensemble de la société n'ont pas fini d'en payer le prix.

COMMENT LA QUESTION DU PARTI SE POSE AUJOURD'HUI

Un siècle après la révolution russe, nulle part dans le monde le prolétariat n'a pris le pouvoir. Nulle part, il n'a même été en situation de le prendre. À l'heure actuelle, le prolétariat ne dispose, dans aucun pays du monde, d'un parti révolutionnaire prolétarien, instrument nécessaire de son émancipation.

Ce n'est pas le lieu ici d'analyser les raisons de ce long délai. Disons que, pour ce qui est de la période d'après la Deuxième Guerre mondiale, elles tiennent à des facteurs objectifs qui sont, totalement ou partiellement, extérieurs au mouvement révolutionnaire, comme une certaine stabilité dans les pays impérialistes dans les années 1950-1960. Cette stabilité, la bourgeoisie impérialiste l'a due pour une large part à la collaboration active de la bureaucratie soviétique et du mouvement stalinien au rétablissement de l'ordre capitaliste qui ont étouffé ou détourné la vague révolutionnaire déclenchée par la deuxième boucherie impérialiste, plus meurtrière encore que la première. Ils l'ont étouffée dans les pays impérialistes développés.

Et ils ont contribué à détourner les mouvements révolutionnaires des masses pauvres des pays sous-développés opprimés par l'impérialisme vers le chemin du nationalisme.

Les secousses révolutionnaires puissantes qui ont alors ébranlé l'ordre impérialiste mondial, de la Chine à l'Indonésie, de l'Inde à l'Indochine, ne l'ont pas détruit. Ce n'était pas l'intention des directions nationalistes dont l'ambition politique se limitait à l'accession au pouvoir d'une bourgeoisie autochtone. Ce qu'est devenue la Chine aujourd'hui, avec son capitalisme sauvage et ses « milliardaires rouges », se trouvait en germe dans la perspective que Mao et les siens ont donnée à leur peuple en révolution.

Contraint et forcé par les guerres d'émancipation des peuples opprimés, l'impérialisme allait abandonner la forme coloniale de sa domination, mais pas la domination elle-même.

Sur le plan des rapports de classe, la bourgeoisie impérialiste a intégré les bourgeoisies des pays pauvres dans le système capitaliste mondial en désamorçant la menace de la révolution.

En France, au cours des décennies écoulées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les anciens partis issus du mouvement ouvrier se sont plus étroitement encore intégrés à la société bourgeoise. Le Parti socialiste a perdu tout caractère de parti ouvrier pour devenir un des piliers de la V^e République bourgeoise, un des termes de l'alternance politique avant que le système d'alternance lui-même sombre sans gloire, cédant la place à Macron et au Front national.

Le Parti communiste a laissé au bord de la route les débris du stalinisme et n'en a gardé que sa méfiance profonde vis-à-vis du prolétariat et de ses initiatives. Devenu une force

supplétive du Parti socialiste, il l'a précédé dans son déclin. Les militants du mouvement ouvrier ont trouvé refuge dans les syndicats. Bien fragile refuge cependant car les appareils syndicaux eux-mêmes ont poursuivi leur intégration dans l'État impérialiste.

La situation actuelle est profondément marquée par le fait que la nouvelle crise grave de l'économie capitaliste trouve la classe ouvrière politiquement désarmée. Non seulement elle ne dispose pas d'un parti ayant pour objectif le renversement du système capitaliste, mais faute d'un tel parti, elle est dans l'incapacité de se défendre sur le terrain politique. Ce n'est pas la classe ouvrière elle-même qui est en cause mais ses organisations. Non seulement elle a gardé son rôle indispensable dans la production, mais à l'échelle internationale, elle s'est numériquement renforcée par l'intégration dans des pays pauvres de nouveaux contingents de cette « armée du prolétariat » dont parlait Lénine.

Tout au long de son histoire, le développement de l'économie capitaliste a diversifié le prolétariat en même temps qu'il a élargi ses rangs. Il a inventé des formes plus ou moins nouvelles d'exploitation ou, du moins, une façon « moderne » de la déguiser (un des derniers déguisements étant la catégorie des « autoentrepreneurs »).

Par ailleurs, en diversifiant la composition de la classe salariale en faveur des services, des banques, des assurances, du système de santé, l'évolution a diversifié les salaires et certains aspects des conditions d'existence de ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre. La bourgeoisie et ses idéologues savent utiliser ces différences pour tenter d'effacer l'opposition fondamentale de classe entre exploités et ceux qui s'enrichissent de leur exploitation.

Voilà pourquoi il est important de combattre le corporatisme qui est en dernier ressort une des armes de la bourgeoisie pour maintenir sa domination.

Le prolétariat de l'industrie et des transports continue cependant de constituer le gros du contingent de l'armée du prolétariat, même dans les pays impérialistes où les penseurs de la bourgeoisie annoncent sa disparition. Les ouvriers de l'industrie sont plus nombreux aujourd'hui en France que lors des grandes grèves de Juin 1936.

Le capitalisme en crise détruit jour après jour les bases sociales des idées réformistes. Le déclin des courants social-démocrate et stalinien en est l'illustration. Mais, dans un contexte d'évolution réactionnaire de la société, les idées et les consciences ont pris un retard certain par rapport à la réalité.

En France comme dans tous les pays impérialistes, la classe ouvrière reste marquée par la perspective de plus en plus illusoire de pouvoir changer la réalité de la condition prolétarienne dans le cadre du système capitaliste. La progression des abstentions, notamment ici, en France, indique seulement un dégoût de la politique, mais pas une prise de conscience des intérêts politiques des exploités. L'électoratisme marque encore profondément la classe ouvrière. Pour une partie importante de celle-ci, notamment pour ce qu'il reste du mouvement ouvrier organisé, les perspectives électoralistes apparaissent plus crédibles que les perspectives révolutionnaires.

Affaibli, avec nombre de militants démoralisés, le mouvement ouvrier organisé, le mouvement syndical, regroupe cependant encore la majorité des travailleurs désireux de militer pour défendre leur classe. Le caractère conservateur des directions des syndi-

cats, leur intégration dans le système, ne peuvent être combattus ni en étant suivistes, ni par le sectarisme.

La « gauche » réformiste sous tous ses avatars, pseudo-socialistes, pseudo-communistes et depuis peu mélenchonistes, tout en influençant l'état d'esprit des travailleurs dans un sens électoraliste, en constitue également un reflet.

C'est cet état réel qui doit être le point de départ des révolutionnaires communistes. Gagner une fraction de la classe ouvrière aux idées communistes révolutionnaires ne peut se faire qu'en affirmant à tout moment l'existence d'un courant communiste révolutionnaire et d'une politique révolutionnaire fondamentalement différents.

Dans l'histoire internationale du courant révolutionnaire du mouvement ouvrier, il y avait non seulement une continuité d'idée, mais la continuité physique entre les militants et les organisations de la I^{ère} puis de la II^e et de la III^e Internationale. C'est au sein de l'Internationale qui cédait sa place à la suivante que s'étaient formés les militants et les dirigeants de chaque nouvelle Internationale. Après la trahison de la II^e Internationale et de la plupart de ses dirigeants, la III^e Internationale a pu s'appuyer sur des militants qui avaient refusé la trahison. C'est cette continuité que le stalinisme a rompue.

Malgré la rupture physique dans la continuité historique, la lutte pour la renaissance de partis communistes révolutionnaires ne part pas de rien. Le marxisme révolutionnaire continue à vivre dans les écrits de Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky et bien d'autres. C'est sur la base de ces idées qu'un parti communiste révolutionnaire pourra se reconstruire.

Transmettre fidèlement les

idées marxistes aux nouvelles générations et principalement à la nouvelle génération de la classe ouvrière reste la tâche essentielle de notre époque. À commencer par la conception matérialiste de l'histoire, dont Trotsky écrivit, lors du 90^e anniversaire du *Manifeste communiste*, qu'elle a « tout à fait résisté à l'épreuve des événements et des coups de la critique hostile : elle constitue aujourd'hui l'un des instruments les plus précieux de la pensée humaine. Toutes les autres interprétations du processus historique ont perdu toute valeur scientifique. On peut dire avec assurance qu'actuellement, il est impossible non seulement d'être un militant révolutionnaire, mais tout simplement d'être un homme politiquement instruit sans s'être approprié la conception matérialiste de l'histoire. »

Il est particulièrement important de comprendre et d'assimiler cette idée, surtout à notre époque de triomphe des idées réactionnaires, de retour des religions et du mysticisme.

Coupées du mouvement ouvrier par la violence stalinienne, la plupart des organisations qui se revendiquaient de la IV^e Internationale et du trotskysme ont subi sous des formes différentes la pression de la petite bourgeoisie intellectuelle chez qui elles avaient trouvé refuge. La plupart d'entre elles ont fini par abandonner la politique communiste révolutionnaire dans les faits et beaucoup en ont renié jusqu'à ses idées fondamentales.

Le courant politique incarné aujourd'hui par Lutte ouvrière est né, pendant la Deuxième Guerre mondiale, d'une rupture avec la direction officielle de la IV^e Internationale telle qu'elle était devenue après la mort de Trotsky en 1940. Privée de la direction de Trotsky, la IV^e Internationale a éclaté en plusieurs organisations et on peut dire aujourd'hui qu'elle



LDC

Vote à main levée en assemblée générale pendant la grève de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois en 2013.

est morte organisationnellement sans avoir vraiment vécu.

Notre conception du parti communiste révolutionnaire est celle de Lénine : le parti communiste révolutionnaire doit être bien sûr un instrument de propagande, une école pour les travailleurs. Il doit participer à la vie de la classe ouvrière et à toutes ses luttes, y compris les plus immédiates. Mais il doit être avant tout l'instrument de la lutte pour le pouvoir, l'instrument que le prolétariat devra utiliser pour arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie.

C'est précisément parce qu'il se place dans cette perspective, parce qu'il ne cherche pas à préserver quoi que ce soit du pouvoir de la bourgeoisie et de ses institutions, parce que ses militants n'ont pas de plan de carrière dans le cadre d'un système qu'ils cherchent à détruire, qu'un véritable parti communiste peut conduire jusqu'au bout, jusqu'au maxi-

mum de leurs possibilités, même les combats des travailleurs qui apparaissent mineurs à leur déclenchement. Il fait confiance à la classe ouvrière et ne craint pas d'être débordé.

Lutte ouvrière, telle qu'elle est aujourd'hui, n'est pas encore ce parti, mais un embryon de ce dernier qui milite, pour le construire.

Pour réaffirmer que le futur parti communiste révolutionnaire doit se construire en cherchant à faire prévaloir le type d'organisation et les méthodes de travail bolcheviques, le texte fondateur de notre courant, dit *Rapport 1943*, affirmait : « La conception bolcheviste a été consacrée par la victoire de la révolution d'Octobre 1917. Mais la dégénérescence de la révolution d'Octobre a remis en question la conception même du parti. Impuissants à s'expliquer le stalinisme comme le produit de la marche réelle de la lutte de classes (qui a abouti à une situation dans laquelle le prolé-

tariat, ayant pris le pouvoir et remplacé la propriété privée par l'économie planifiée, est écarté du pouvoir politique par une bureaucratie qui, tout en se maintenant sur la base des rapports établis par la révolution, représente au point de vue politique, social, moral, etc., la négation même du bolchevisme), de nombreux « critiques » en viennent à accuser le bolchevisme lui-même comme non démocratique, etc., et donc comme responsable du stalinisme. Mais aucun de ces critiques n'a réussi à inventer quelque chose de nouveau qui puisse empêcher le parti, qui est un moyen, de se briser dans l'accomplissement de sa tâche, soit à cause de son contenu matériel et idéologique insuffisant (comme divers partis naissants de la troisième Internationale), soit, après l'épuisement de ce contenu dans l'accomplissement de la tâche révolutionnaire : tel fut le sort du parti bolchevique en Russie. Ces « critiques » ont d'ailleurs fini à l'écart de la lutte

révolutionnaire et sont revenus à des conceptions bourgeoises. LES MÉFAITS DU STALINISME NE PEUVENT PAS ÊTRE IMPUTÉS AU BOLCHEVISME DONT IL N'EST PAS LA CONTINUATION MAIS LA NÉGATION.»

Cette réaffirmation de la fidélité à la conception bolchevique du parti malgré et contre le stalinisme date de plusieurs décennies, mais elle garde toute sa validité. Le parti ne pourra se construire qu'à condition que son ossature soit constituée de militants qui acceptent une structure organisationnelle que Lénine appelait le centralisme démocratique.

La question de savoir si le parti communiste révolutionnaire à construire sera un parti de masse ou un « parti de révolutionnaires professionnels », lorsqu'elle est mal posée, entraîne souvent des discussions oiseuses. L'objectif du parti communiste révolutionnaire est évidemment de devenir un parti de masse au sens d'englober une fraction importante du prolétariat et de bénéficier du soutien de la majorité du prolétariat. Sans cela, il ne pourra pas jouer son rôle, c'est-à-dire conquérir le pouvoir en s'appuyant sur l'élan de l'ensemble de la classe ouvrière. Le parti bolchevique n'aurait pas pu – et n'a pas voulu ! – prendre le pouvoir sans être devenu le parti largement majoritaire dans la classe ouvrière. La progression du parti bolchevique, mesurée à l'aune des élections aux soviets, a été un élément déterminant de la décision de partir à l'assaut du pouvoir.

Mais l'embryon du parti ne pourra grandir et devenir un parti véritable sans un noyau de militants dévoués à la cause du communisme révolutionnaire, déterminés, compétents, acquis aux idées marxistes, connaissant les combats passés du prolétariat et capables d'en partager les luttes.

Il ne deviendra un véritable

parti de masse et ne s'aguerrira dans la lutte de classe qu'en période révolutionnaire, c'est-à-dire dans une période où la classe ouvrière dans son ensemble est mobilisée par la lutte et lorsqu'elle fait émerger de ses rangs des milliers de femmes et d'hommes que la lutte elle-même amène à la conviction qu'il faut renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Mais, pour être alors l'instrument de la conquête du pouvoir du prolétariat, il faut que sa stratégie et sa politique au jour le jour soient inspirées par cet objectif, même en des périodes où l'état d'esprit de la classe ouvrière n'en est pas encore là.

Il est en revanche stupide et dérisoire de penser qu'abandonner toute une partie des idées communistes révolutionnaires pour élargir ses rangs et tenter de devenir un parti de masse pourrait constituer un raccourci. Il s'agit là en général d'une fausse barbe pour cacher le fait qu'on abandonne la perspective communiste révolutionnaire.

Pour un groupe de communistes révolutionnaires, il serait également puéril de penser qu'il suffit de faire de la propagande pour son programme en veillant à sa pureté et en attendant les périodes révolutionnaires où la classe ouvrière ferait surgir des militants à la recherche d'un programme et d'une politique. Ce n'est pas pour rien que Lénine parlait à propos de cette attitude de « maladie infantile du communisme ».

Une organisation, même si elle n'est pas encore un parti mais seulement un embryon, doit participer à la lutte de classe vivante telle qu'elle est et propager ses idées et sa politique. Il faut qu'elle cherche en permanence à élargir son action en s'appuyant sur des femmes et des hommes qui partagent les perspectives communistes révolutionnaires même

s'ils ne sont pas prêts à s'engager pleinement dans l'activité révolutionnaire.

Si, pour bâtir un parti, l'engagement d'un noyau de militants, que Lénine qualifiait de militants professionnels, est indispensable, c'est précisément afin de permettre la continuité de l'activité communiste révolutionnaire et d'intégrer dans une action révolutionnaire unique même les activités limitées, partielles ou ponctuelles de la fraction la plus large possible de femmes et d'hommes prêts à apporter leur contribution à la construction du parti. Parlant des ces « militants professionnels », Lénine utilise souvent dans *Que faire ?* l'expression d'« organisateurs », ce qui décrit bien leur rôle.

Mais, là encore, il ne s'agit pas de mettre de l'eau dans son vin révolutionnaire. Il est indispensable que non seulement tous les groupes et comités qui contribuent à la construction du parti se sentent partie prenante du « camp des travailleurs », mais qu'ils partagent la même perspective et le même programme fondamental. C'est à cette condition qu'ils peuvent tisser des liens politiques entre le futur parti et les travailleurs. C'est à cette condition qu'ils peuvent apporter leur pierre à des activités aussi indispensables pour une organisation communiste révolutionnaire, même petite, que le recrutement de jeunes travailleurs et de jeunes intellectuels décidés à rejoindre le combat.

Par ailleurs, il est bien entendu qu'un embryon de parti ne peut participer aux luttes quotidiennes des travailleurs, gagner leur confiance et du crédit politique pour devenir un parti, sans participer à toutes sortes d'organisations (syndicats, associations culturelles, voire sportives, amicales de locataires, groupes d'alphabétisation, de défense des sans-papiers etc.) qui n'ont

nullement la révolution sociale pour raison d'être. Mais il s'agit d'y participer en y défendant la politique communiste révolutionnaire. Et c'est là qu'il est important, pour les militants et les sympathisants révolutionnaires communistes, de s'entourer pour soutenir leurs actions et relayer leurs idées.

Tout ce milieu large – l'expression est à prendre à notre échelle – doit être sur le plan politique le prolongement de l'organisation.

Il serait vain d'essayer d'imaginer aujourd'hui quel sera le chemin par lequel une organisation comme la nôtre pourrait se transformer d'embryon en parti.

Cela se fera-t-il avec l'apport de militants de la classe ouvrière, marqués aujourd'hui par le réformisme et l'électorisme mais qui n'ont pas abandonné le combat, ni perdu le moral, mais qu'un réveil de la combativité amènerait à ne plus se contenter d'ersatz, ni de la variante PC, ni de la variante mélenchonienne, ni de la variante syndicaliste ? L'élan décisif viendra-t-il de la jeune génération de travailleurs, précarisée, rejetée, ici, des dizaines d'années en arrière vers la condition ouvrière du passé, une condition qui n'a jamais cessé d'être celle des travailleurs des trois quarts sous-développés de la planète ?

Il serait tout aussi vain de spéculer sur les prochains ébranlements de la classe ouvrière, bien qu'il soit difficile d'imaginer la construction du parti comme quelque chose de linéaire, avec des recrutements un par un. De tels ébranlements pourraient accélérer la construction du parti en créant des opportunités qu'il faudrait savoir saisir mais qu'il est impossible de prévoir. Il suffit pour la France d'évoquer les opportunités offertes par



Mai 1968 que les courants qui se réclamaient alors de la révolution n'ont pas su saisir.

Il serait enfin illusoire de penser que, même après les débâcles des partis issus du passé du mouvement ouvrier (du PCF en particulier), le combat pour les perspectives révolutionnaires face à celles du réformisme est arrivé à sa conclusion. Les luttes politiques entre les partisans de ces deux perspectives ont accompagné, sous des formes diverses, toute l'histoire du mouvement ouvrier. Même un regain important de la combativité ouvrière sur le terrain politique profitera autant, et sans doute plus dans un premier temps, à des partis ou des forces politiques électo-

ralistes. Il est d'autant plus important que le courant communiste lève son drapeau et mène le combat contre les marchands d'illusions.

Terminons par le fait que la construction d'un parti communiste révolutionnaire se confond avec celle d'une Internationale communiste révolutionnaire. Les conditions qui permettront le développement du premier permettront la renaissance de la seconde. Cela nécessite d'avoir une politique orientée dans cette direction. Pour l'Internationale comme pour le parti, ici, en France, le fil conducteur de cette construction sera le marxisme révolutionnaire.

6 octobre 2017



Rosa Luxemburg.

Discussion sur les textes d'orientation (extraits)

L'ensemble des textes soumis à la discussion, ainsi que les tâches qui en découlent pour notre organisation, trouvent en quelque sorte leur conclusion dans le texte sur la construction d'un parti communiste révolutionnaire.

Contribuer à la renaissance d'un parti communiste révolutionnaire après les faillites successives de la social-démocratie réformiste et du stalinisme est à la base de nos activités depuis toujours. Au-delà de notre petite organisation, c'est même la raison d'être du courant trotskyste depuis qu'il a émergé dans la lutte contre la bureaucratisation de l'État issu de la révolution de 1917. Et cet objectif, le nôtre depuis toujours, s'impose dans la réalité concrète de notre temps.

Quelle est cette réalité? La crise économique interminable. Des millions de chômeurs, même dans les pays impérialistes les plus riches. La précarité, l'instabilité. La puissance sans entrave des gros possédants. La dégradation des rapports sociaux. La montée des préjugés et la crasse réactionnaire dans tous les domaines de la vie. Des flots de migrants qui fuient la guerre ou la misère, et les barbelés hérissés pour les en empêcher. Les bruits de bottes dans les relations internationales.

Eh bien cette réalité, qui est aujourd'hui celle de la société dans son ensemble, pèse évidemment sur nos activités. Mais elle peut peser dans deux

sens contradictoires.

D'un côté, le chômage, la menace de perdre son emploi, pèsent matériellement et ô combien sur notre classe sociale, la classe ouvrière, sur sa combativité, sur sa confiance en elle-même.

Mais d'un autre côté, même dans la fraction privilégiée, riche, de la planète, dont la France fait partie, le capitalisme montre sa faillite. Il ne peut pas représenter l'avenir de l'humanité.

Il fut un temps où l'on enterrait le marxisme révolutionnaire périodiquement. Mais, avec le cours réactionnaire des choses, disons depuis l'écroulement de l'Union soviétique, on l'enterre de moins en moins, pour la simple raison qu'on le considère maintenant comme vraiment mort et enterré.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et bien après, la vie intellectuelle était marquée par une multitude de courants qui se revendiquaient du marxisme. Cette vie intellectuelle dans son ensemble (historiens, sociologues, romanciers) était profondément marquée par des variantes plus ou moins frelatées du marxisme.

La variante dominante était

représentée par ceux qui, dans l'intelligentsia, étaient sous l'influence de l'Union soviétique ou du stalinisme. Le marxisme-léninisme que l'on enseignait dans les universités des pays de l'Est et dans les écoles des partis communistes, en France comme ailleurs dans le monde, n'avait rien à voir avec le marxisme révolutionnaire. Cette formulation elle-même est déjà un pléonasme car le marxisme n'est que révolutionnaire. Le marxisme enseigné par le stalinisme était une sorte de liturgie au service de la bureaucratie stalinienne et de ses intérêts, y compris les plus mouvants.

De la lutte « classe contre classe » de la troisième période (1928-1933) de l'Internationale communiste à sa liquidation en 1943, en passant par le pacte germano-soviétique, ce « marxisme-léninisme » officiel a servi à justifier non seulement la bureaucratie et son règne, mais aussi les zigzags de la politique de Staline.

C'est à partir de ce tronc commun que sont nées les multiples variantes et sous-variantes qui se prétendaient marxistes. À commencer par le maoïsme et toutes ses adaptations locales extrêmement diverses.

Déjà à cette époque, le marxisme en tant que théorie révolutionnaire ne survivait que dans le courant trotskyste, qui subissait lui aussi les pressions et les déformations imprimées à la pensée communiste révolutionnaire par le stalinisme triomphant.

Nous n'avons pas l'intention de revenir ici sur les dégâts catastrophiques du stalinisme sur le mouvement ouvrier réel. Des combats majeurs de la classe ouvrière, des révolutions, trahies ou directement écrasées par la bureaucratie, la conscience de classe du prolétariat infectée par le conservatisme social, par le nationalisme : le stalinisme a été au

départ des évolutions qui ont conduit à la situation actuelle du mouvement ouvrier.

Le stalinisme avait déjà une responsabilité majeure, décisive, dans le fait que le prolétariat n'a pu se saisir des circonstances créées par la précédente grande crise mondiale du capitalisme, celle des années qui ont suivi 1929.

Ce n'est pas le prolétariat qui n'a pas été à la hauteur. La révolution espagnole et Juin 1936 en France, la grande vague de grèves aux États-Unis comme dans un grand nombre de pays, témoignaient de la vigueur du mouvement ouvrier et de l'aspiration des masses exploitées à s'engager sans cesse sur la voie

de la révolution. Mais, comme le résumait Trotsky : « *Chaque fois, elles se heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs.* »

Aujourd'hui, le stalinisme a accompli son œuvre destructrice et a quitté la scène politique. C'est une classe ouvrière pratiquement sans traditions et avec une conscience de classe déformée, pervertie, qui est confrontée à la nouvelle crise de l'économie capitaliste mondiale. Elle est désarmée, sur les plans politique et organisationnel.

C'est dans ce contexte que se pose la question du parti pour notre génération.

La crise de l'économie capitaliste

Une question, ainsi résumée, a été discutée : « le texte évoque la perspective d'un effondrement de l'économie capitaliste, et en même temps l'idée que l'effondrement est déjà là ». En effet, l'effondrement est déjà là. Dans les mois qui ont suivi la crise financière, si on la date arbitrairement de l'effondrement de la banque

Lehman Brothers, déclarée en faillite le 15 septembre 2008, la production elle-même s'est effondrée. Et depuis, la situation ne s'est pas vraiment rétablie, même si les puissances impérialistes ont réussi à éviter un krach du genre du jeudi noir 24 octobre 1929.

Tout le monde a tendance à raisonner en comparant avec la crise de 1929, qui elle-

même était déjà d'une nature particulièrement profonde et bien plus grave que les crises périodiques antérieures de l'économie capitaliste. Il n'y a cependant aucune raison pour



que la crise présente soit une copie de celle de 1929, et même comparable dans son déroulement. Le fait que l'effondrement soit plus étalé que celui de 1929 ne signifie même pas que la menace d'un effondrement financier brutal soit définitivement maîtrisée.

C'est la raison pour laquelle tous les ans, en effet, nous faisons de nouveau le point sur cette menace. Pour le reste, nous ne tirons pas plus de conséquences que ce que nous pouvons en tirer. Nous ne sommes pas dans les secrets du grand capital et nous ne sommes pas des économistes qui suivent au jour le jour tous les bondissements et rebondissements du marché des capitaux. Nous essayons simplement de comprendre, sur la base de nos idées marxistes, les effets de la financiarisation sur le fonc-

tionnement de l'économie capitaliste et les implications qu'ils peuvent avoir dans la lutte des classes pour les nôtres.

Mais nous pourrions pousser le raisonnement plus loin pour poser une question plus générale, qui ne se limite pas à une comparaison de la crise d'aujourd'hui avec celle de 1929, laquelle était déjà largement financière, mais aussi avec les crises périodiques de l'époque du capitalisme montant.

Ces crises périodiques – on disait à l'époque qu'elles comportaient une périodicité grosso modo de dix ans – faisaient partie de la vie même de l'économie capitaliste, de ses pulsations. Avec, à chaque fois, un énorme gâchis pour la société: les usines qui ferment et les ouvriers transformés en chômeurs.

Mais Marx ne défendait pas l'idée que la révolution prolé-

rienne découlait d'un effondrement de l'économie capitaliste, à la suite d'une crise particulièrement grave et particulièrement profonde. Contrairement à bien des théoriciens qui l'ont caricaturé, Marx n'a pas fondé son socialisme scientifique sur une telle théorie de l'effondrement, mais sur quelque chose de bien plus fondamental.

Pour résumer ce qui donne au socialisme de Marx son caractère scientifique, mieux vaut citer quelqu'une qui s'y connaissait en marxisme, bien plus que nous, et qui était particulièrement familiarisée avec les aspects économiques de la théorie de Marx. Dans une discussion consacrée aux « Arrêts et progrès du marxisme », Rosa Luxemburg affirme: « *Le tome III du Capital est certainement, du point de vue scientifique, le point final de la critique marxiste du*



Sur ce navire porte-conteneurs, des produits du monde entier, résultat d'une socialisation de fait de la production, malgré la propriété privée du capital.

capitalisme. Sans le troisième tome, impossible de comprendre la loi décisive du taux de profit, la division de la plus-value en profit, intérêt et rente, non plus que les répercussions de la loi de la valeur sur la concurrence. Mais, et c'est la chose principale, tous ces problèmes, si importants qu'ils soient du point de vue théorique, sont à peu près sans valeur au point de vue pratique de la lutte de classe. De ce point de vue le grand problème théorique, c'était la formation de la plus-value, c'est-à-dire l'explication scientifique de l'exploitation ainsi que de la tendance à la socialisation de la production, autrement dit, l'explication scientifique des bases objectives de la révolution socialiste.

Le tome premier, en donnant « l'expropriation des expropriateurs » comme le résultat inéluctable de la production de la plus-value et de la concentration progressive du capital, répond à ces deux questions. Avec cela, les besoins théoriques du mouvement ouvrier reçoivent en gros satisfaction. La façon dont la plus-value se répartit entre les différents groupes capitalistes, et les vols que la concurrence occasionne dans la production

pour cette répartition, tout cela n'a pas un intérêt immédiat pour la lutte de classe du prolétariat. »

En quoi cela nous concerne-t-il aujourd'hui? D'abord, cela nous rappelle ce qui, dans l'explication scientifique qu'a donnée Marx du développement de la société, fait du prolétariat la seule classe sociale dont les intérêts se confondent avec ceux de la société humaine dans son ensemble. En luttant pour son émancipation en tant que classe sociale, le prolétariat lutte pour la destruction de l'organisation capitaliste de la société. C'est par là que la lutte jusqu'au bout de la classe ouvrière se confond avec la lutte pour changer la société. C'est là que fusionne, dans ses perspectives, le mouvement ouvrier avec le socialisme scientifique, c'est-à-dire avec le courant communiste.

Ce passage de Rosa Luxemburg permet aussi de mettre la financiarisation à sa juste place. Aussi importantes que soient ses conséquences sur le parasitisme du grand capital, aussi catastrophiques que soient les menaces d'effondrement qu'elle recèle, elle ne constitue pas une phase particulière du capitalisme à son

stade impérialiste. Elle n'interfère qu'avec la « façon dont la plus-value se répartit entre les différents groupes capitalistes ».

En d'autres termes, contrairement aux divagations de tant de courants réformistes, façon PC ou altermondialiste, essayer de se débarrasser de la financiarisation est à la fois stupide et utopique. Le problème de fond n'est pas dans le degré de financiarisation, mais dans la contradiction fondamentale du capitalisme entre le caractère de plus en plus collectif et social de la production et le caractère privé de l'appropriation et de la direction de l'économie.

Autre chose à souligner : pour Rosa Luxemburg, qui était une importante théoricienne du marxisme, celui-ci constituait pour les travailleurs « les armes intellectuelles nécessaires à [leur] lutte émancipatrice ». Pour elle, comme pour Lénine, Trotsky et tous les communistes révolutionnaires, les idées marxistes n'étaient pas seulement un moyen de comprendre le monde mais l'instrument révolutionnaire pour le transformer.

Être marxiste, c'est être révolutionnaire.

La situation internationale

LA CHINE

La Chine, d'abord. Pourquoi en parlons-nous, et pourquoi maintenant? Parce que la question est d'actualité, et pas seulement à cause du 19^e congrès du Parti dit communiste chinois. La presse est pleine d'informations qui, par moments, dérivent vers la divagation ou le fantasme autour des thèmes « la Chine, deuxième, voire première puissance du monde », « la nouvelle route de la soie », « la mainmise de la Chine sur des usines en Europe, sur des terres en Afrique »... Encore

que, question terres, les Chinois rachètent des vignobles dans le Bordelais ou en Bourgogne.

Au-delà de tel ou tel aspect soulevé, il y a en arrière-plan le fantasme d'un impérialisme chinois en train de mettre la main sur le monde. Ce type de débat n'alimente pas seulement le sensationnalisme journalistique, mais touche aussi l'extrême gauche ou, en tout cas, des courants ou des individus qui y ont été en un moment donné mais n'y sont plus aujourd'hui.

Cela nous évoque bien des débats que nous avons eus dans le passé, il y a quarante ou cin-

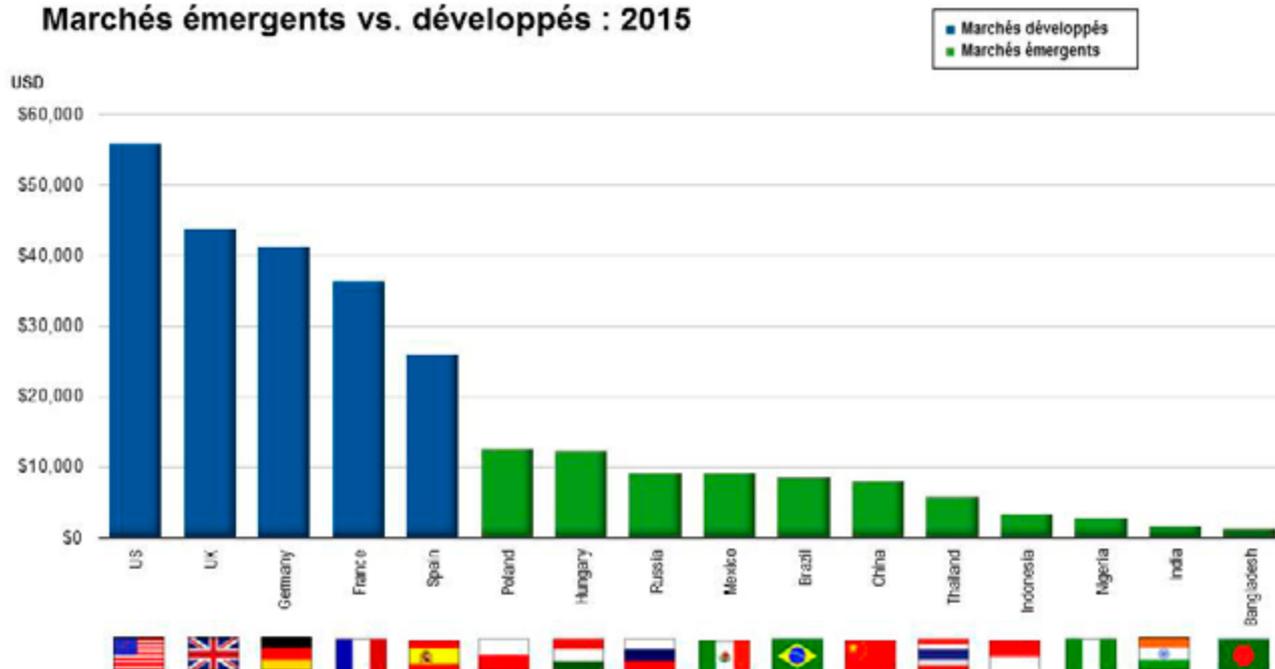
quante ans. À l'époque, la Chine passait pour l'espoir d'un communisme revivifié, comparativement à l'Union soviétique de la bureaucratie et au « révisionnisme à la Khrouchtchev ».

Dans les années 1965-1966, les jeunes mobilisés par Mao dans le cadre de la Révolution culturelle, poussés par le régime et encadrés par l'armée, dénonçaient leurs petits bourgeois de pères pour déviationnisme. C'est tout juste si ces jeunes n'étaient pas comparés, par une bonne partie de la presse trotskyste, aux prolétaires russes partis à l'assaut du palais d'Hiver!

Produit intérieur brut par habitant



Marchés émergents vs. développés : 2015



Sources : Bloomberg, Banque mondiale, données au 04/10/16. Mentions et conditions importantes du fournisseur de données disponibles sur www.franklintempletondatasources.com

Voici comment une grande société américaine d'investissement présente à ses clients l'énorme écart de PIB par habitant entre les pays les plus riches et d'autres, comme la Chine.

Et nous, qui n'avons pas abandonné notre analyse de l'État chinois comme État bourgeois, nous passions pour des Martiens, non seulement aux yeux des maoïstes de l'époque qui brandissaient *le Petit livre rouge* ici, en France, mais même aux yeux de la plupart des courants du mouvement trotskyste.

Eh bien, aujourd'hui, comme nous le disons dans le texte, « même les plus attardés des pseudo-trotskyistes qui en parlaient naguère comme d'un État ouvrier n'osent plus le désigner ainsi ». Mais les mêmes ou leurs petits-cousins parlent d'impérialisme chinois.

Nous tenions à affirmer la cohérence de nos analyses de l'État chinois. Si nous avons toujours refusé de parler d'État ouvrier même déformé ou défiguré, c'était en partant de cette idée simple que seule

une révolution prolétarienne victorieuse peut créer un État ouvrier et, par là même, se placer dans la perspective du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie à l'échelle du monde. Or, le prolétariat chinois n'a en rien été acteur dans la mise en place de l'appareil d'État par Mao et les siens. Les armées paysannes de Mao sont arrivées en conquérantes dans les grandes villes de Chine et ont imposé leurs ordres à la classe ouvrière. La répression des trotskystes avait une signification de classe.

Nous avons toujours pensé et dit que, dans ces conditions, le seul avenir possible de l'État chinois était de devenir l'instrument de la bourgeoisie chinoise, en tout cas l'instrument de son intégration dans le monde capitaliste.

Nous disions cela même

à une époque où il n'y avait pas de milliardaires chinois, si ce n'est dans l'émigration ; à une époque où le régime chinois passait pour un opposant farouche à l'impérialisme américain.

Nous voulions remettre l'histoire passée et présente de la Chine dans cette perspective. Tout en restant un instrument des intérêts présents et futurs de la bourgeoisie chinoise face à la pression impérialiste, l'État chinois est devenu et devient de plus en plus un facteur d'intégration de cette bourgeoisie dans le monde dominé par l'impérialisme. Ces deux aspects apparaissent-ils contradictoires ? Sans doute. Mais cette contradiction est dans la nature de l'État chinois lui-même, et pas dans nos analyses.

Nous indiquons dans le texte que la Chine, malgré ses pro-

grès économiques dus à une grande dose d'étatisme, n'est pas vraiment sortie du sous-développement. Du point de vue du PIB par habitant, la Chine est derrière le Turkménistan, le Botswana, le Monténégro et un bon paquet de pays incontestablement sous-développés. D'après les statistiques du FMI, la Chine se retrouve en 80^e position sur quelque 180 pays recensés. Mais, sans doute, la comparaison avec quelques pays impérialistes est plus parlante. Le PIB de la Chine tourne entre 7 000 et 12 000 dollars par tête de pipe suivant la façon de le calculer, entre le PIB nominal par habitant, ou le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA). À comparer avec 45 000 dollars pour l'Allemagne, 44 000 pour la France et 53 000 pour les États-Unis

L'idée politique que nous voulons souligner, c'est que non seulement la révolution sous l'égide de Mao n'a pas ouvert devant les travailleurs, les exploités chinois, la perspective de la révolution prolétarienne – ce que, d'ailleurs, Mao n'a jamais prétendu ouvrir –, mais elle n'a même pas réussi à sortir vraiment la Chine du sous-développement. Cela se traduit par le retard dans la productivité du travail humain mais, aussi, dans le développement inégal des territoires, par le creusement de l'écart entre les villes et les campagnes, par ces millions de migrants de l'intérieur que leurs conditions d'existence chassent des villages pour les transformer en ces sous-prolétaires qui construisent et font tourner des métropoles ultramodernes, à Shanghai ou ailleurs.

La révolution chinoise a été un des principaux événements révolutionnaires du 20^e siècle. Elle n'a pas été une révolution prolétarienne, ni par la classe sociale qui la dirigeait, ni par la perspective politique dans laquelle elle se plaçait. Mais,

grâce à cette révolution, la Chine a pu se donner un appareil d'État puissant, rompant avec la pourriture et la corruption de la Chine de Tchang Kai-chek, avec la loi des seigneurs de guerre, avec nombre d'aspects de l'arriération dans la vie sociale, avec la domination brutale des puissances impérialistes, incarnée en dernier par l'occupation du pays par le Japon, particulièrement féroce. Si, grâce à l'étatisme, la Chine d'aujourd'hui est redevenue une grande puissance, avec des possibilités économiques, militaires, diplomatiques qu'elle n'a jamais eues auparavant (sauf à remonter à des temps très lointains), ce même processus l'intègre dans le système impérialiste mondial.

LE NATIONALISME EN CATALOGNE ET AILLEURS

Nous ne revenons pas ici sur le mouvement en Catalogne. Nous en avons déjà discuté, et nos camarades de Voz obrera en parlent dans leur intervention. Nous ne parlons pas non plus du courant indépendantiste en Écosse ou en Flandre, ni des tendances autonomistes en Italie du Nord, si ce n'est pour constater que tous ces morcellements croissants du continent européen font partie de l'évolution réactionnaire des choses. Et par les temps qui courent, il n'est pas inutile de rappeler que notre vision de l'Europe future, ce n'est certainement pas le morcellement croissant de ce continent déjà petit qui est passé de 25 États avant 1914 à 56 aujourd'hui!

Notre vision, c'est une fédération socialiste des peuples d'Europe libres et égaux, faisant partie de la fédération de tous les peuples de la planète. Comme le dit si bien une de nos banderoles à la fête : *« Un seul pays, la terre ; un seul peuple, l'humanité »*.

Ce sur quoi nous revenons à ce propos porte sur les désaccords politiques profonds qui nous séparent et nous opposent aux autres courants trotskystes, et en particulier avec celui qui a longtemps été représenté par la LCR. Ces désaccords ne portent pas sur l'idée que lorsqu'un peuple s'engage dans une lutte déterminée contre l'oppression, en particulier l'oppression nationale, ce combat recèle une dynamique qui peut déboucher sur la prise de conscience du prolétariat du pays et sur une révolution prolétarienne. Cette analyse, nous l'avons apprise, les uns et les autres, chez Trotsky. Mais, tout en évoquant la révolution permanente, les trotskystes du NPA en tirent comme conclusion, qui est à l'inverse des idées de Trotsky, qu'il s'agit d'une dynamique automatique, une « transcroissance » pour ainsi dire mécanique de la lutte contre l'oppression nationale en révolution prolétarienne. La LCR en avait tiré comme conclusion l'alignement derrière les organisations nationalistes qui, à un moment donné, ont pris la direction de la lutte : Ho Chi Minh au Vietnam, Ben Bella en Algérie, parmi bien d'autres. Ce qui a d'ailleurs conduit Pablo à devenir un conseiller de Ben Bella.

De la dynamique potentielle de la lutte contre l'oppression nationale, nous avons tiré la conclusion inverse, la conclusion révolutionnaire. Oui, le parti prolétarien doit tenter de prendre la direction de la lutte contre l'oppression nationale. Mais cela implique, non pas l'alignement derrière les courants nationalistes, mais au contraire une lutte décidée contre eux, au nom des intérêts de classe du prolétariat ! C'est précisément dans cette lutte que l'indépendance politique et organisationnelle rigoureuse du prolétariat est vitale.

Signe des temps, le NPA, héri-

tier de la LCR, n'a même pas besoin de cette dynamique créée par la lutte d'un peuple qui se bat contre une oppression réelle, il se contente de l'inventer. À commencer par l'assimilation de ce qui se passe en Catalogne à ce qui s'est passé en Algérie et au Vietnam. Mettre sur le même plan la petite bourgeoisie aisée de la région la plus riche d'Espagne avec ses exigences de ne pas payer pour les plus pauvres, et les fellahs

de l'Algérie colonisée, c'est ne rien comprendre à la lutte des classes. L'envie d'accrocher son wagon à n'importe quel train qui passe l'amène à dire n'importe quoi, en transformant au passage la théorie révolutionnaire de la révolution permanente en justification de la passivité.

Olivier Besancenot fait même mieux. Il réécrit, un siècle après, l'histoire de la révolution russe

elle-même, pour l'adapter à la vision actuelle qu'en a le NPA. Par exemple, il minimise le rôle du Parti bolchevique. Entre juillet et octobre, explique-t-il, c'est la radicalisation naturelle du processus qui amène Octobre, mais nullement Lénine et le parti qui convainquent avec le mot d'ordre de « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Reconnaissons cependant que Besancenot ne se revendique ni de Trotsky ni de Lénine.

Construire un parti communiste révolutionnaire

« Pourquoi faire un texte sur le parti ? » Parce que c'est notre raison d'être. Mais il est vrai que nous sommes tellement profondément d'accord là-dessus que nous n'avons pas besoin de nous prononcer tous les ans sur cette question. La raison immédiate, c'est de nous inciter à en rediscuter. Il nous faut montrer que ce que nous cherchons à recréer n'est pas quelque chose qui surgit de l'actualité politique, de la crise du système d'alternance, de la V^e République bourgeoise, de la décadence ou de la disparition des partis traditionnels. [...]

Notre perspective, c'est celle qu'ont donnée au mouvement ouvrier organisé les communistes révolutionnaires, à commencer par Marx et Engels. Cette perspective, c'est le combat politique de la classe ouvrière pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie, pour l'exproprier, pour mettre fin à la société basée sur la propriété privée, sur l'exploitation et sur

la concurrence.

Pour mener ce combat jusqu'au bout, jusqu'à la victoire du prolétariat à l'échelle du monde, la classe ouvrière a besoin d'un parti mondial de la révolution, d'une internationale. En plus d'un siècle et demi de combats, le prolétariat a réussi à plusieurs reprises à se donner cet instrument irremplaçable.

Même si, comme nous le disons dans le texte, « *la victoire du prolétariat en octobre 1917 en Russie trancha, dans le feu de la révolution, le débat sur la nature du parti qui lui est nécessaire pour prendre le pouvoir* », la révolution russe n'a pas débouché sur la victoire du prolétariat à l'échelle du monde.

La seule conclusion que nous pouvons en tirer, c'est que les échéances de l'histoire sont bien plus longues que ne peut en contenir une vie de révolutionnaire.

Malgré la simplification ap-

portée à la lutte de classe par le développement capitaliste qui a réduit, dans la société moderne, les antagonismes à deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat, cette lutte est bien plus variée, bien plus multiforme et bien plus longue que ce qu'espéraient le jeune Marx et ses compagnons en leur temps.

À plusieurs reprises dans l'histoire sociale, le prolétariat, trahi par ses propres organisations et vaincu par la bourgeoisie, n'a pas pu aller jusqu'au bout de son combat. Au bout d'un siècle et demi, avec ses hauts et ses bas, ses succès et ses défaites, la seule chose qu'on puisse affirmer avec certitude est que ce combat sera un perpétuel recommencement jusqu'à la victoire définitive du prolétariat à l'échelle du monde. Mais l'agonie prolongée du capitalisme et la barbarie qui monte de toutes parts nous rappellent qu'il n'y a pas d'autre alternative pour sauver l'humanité.

Les débuts à la présidence de l'homme du capital financier

Une question qui ne figure pas dans le texte, mais qui travaille, à juste titre, différents camarades, c'est celle de la montée du communautarisme et de l'islamisme dans les milieux populaires. Nous l'avons écrit bien des fois, la montée du Front national (FN) et des idées communautaristes

et religieuses sont deux évolutions réactionnaires parallèles, symétriques, qui s'alimentent l'une l'autre et dont les conséquences sont aussi néfastes pour la classe ouvrière l'une que l'autre. Elles divisent les travailleurs, dissolvent la conscience d'appartenir à une seule et même classe sociale.

Si nous faisons un petit développement dans le texte sur le FN c'est que le FN est une force politique constituée qui pèse sur la vie politique. Les idées religieuses et intégristes pèsent aussi, mais pour l'instant à un autre niveau.

Cela nous concerne bien sûr parce que ces idées pèsent dans



les entreprises et elles pèsent dans les quartiers populaires où les copains des comités sont d'ailleurs bien plus présents que nous-mêmes. Et c'est vrai, de nombreux camarades sont confrontés à des problèmes concrets : des revendications religieuses, des salles de prière dans les entreprises, des gars qui font la prière ostensiblement pour isoler ceux d'origine musulmane qui ne la font pas, la pression pour avoir de la nourriture exclusivement halal, y compris dans les barbecues des syndicats, le port du voile et maintenant des réunions non mixtes, interdites aux Blancs y compris dans des syndicats!

Nous avons donc de plus en plus souvent à nous position-

ner au cas par cas, à trouver la bonne attitude et à discuter.

Ce qui doit nous guider, comme dans la lutte contre l'influence des idées FN, c'est d'opposer une politique de classe au communautarisme. Nous avons fini, au fil des dernières campagnes électorales ou des caravanes, par trouver le ton pour toucher certains travailleurs séduits par le FN, en nous plaçant justement sur ce terrain de classe. Cela ne s'est pas fait tout seul ni immédiatement. Eh bien nous devons apprendre à trouver le ton pour convaincre ou toucher aussi ceux des exploités qui sont d'abord préoccupés par les questions religieuses.

Il ne s'agit pas de chercher des arguments « contre », contre leurs idées, contre leurs

croyances, mais de chercher des arguments « pour », des arguments pour exprimer leurs revendications de classe. Il s'agit de trouver des mots pour parler leur langue, pour exprimer positivement une politique dans laquelle ils se reconnaissent en tant qu'exploités. [...]

Nous l'avons souvent dit, la nature a horreur du vide et les idées réactionnaires qui ont aujourd'hui le vent en poupe se développent sur le recul du mouvement ouvrier, et aussi parce qu'il y a de moins en moins de militants qui se battent sur ce terrain quand il y a, en face, de plus en plus de militants religieux. Eh bien avec nos faibles forces, là où nous sommes, il faut occuper le terrain.

MACRON, NI MEILLEUR NI PIRE

Des camarades ont été surpris par l'expression « *Macron n'est ni meilleur ni pire que ses prédécesseurs* », parce qu'ils ont fait remarquer qu'il accélère les attaques antiouvrières et fait pire sur le plan des réformes. Cette expression peut effectivement prendre à revers ceux qui mesurent l'ampleur des attaques de Macron et qui se battent contre sa politique. Mais c'est une idée essentielle qui fait toute la différence entre la politique réformiste et électoraliste et nos perspectives révolutionnaires.

Nous ne devons pas nous contenter de nous faire l'écho de la détestation qui s'exprime vis-à-vis de Macron dans le monde du travail. Il faut expliquer qu'il est en service commandé et que sa politique procède de la situation économique objective et des intérêts de la bourgeoisie dans cette situation.

Ce serait un autre président de la République, ce serait la même chose... y compris si cela avait été Mélenchon, dont on

peut dire à tous ceux qui ont des illusions que, s'il avait été élu, il accompagnerait lui aussi l'offensive de la bourgeoisie contre le monde du travail. À la façon de Tsipras? À sa façon à lui, mais sur le fond, à moins qu'il se batte, le monde ouvrier serait acculé à reculer sous les coups de boutoir de la bourgeoisie.

En disant que Macron n'est ni pire ni meilleur, il ne s'agit pas de dédouaner Macron, il s'agit de ramener ses choix, ses responsabilités et son arrogance à ce qu'ils sont: ceux d'un grand serviteur de la bourgeoisie. Si la situation matérielle du monde du travail empire, ce n'est pas du fait de la petite personne de Macron, mais parce que le capitalisme est englué dans la crise, parce que le grand patronat mène une lutte de classe féroce contre le monde du travail et que ce dernier est sans réaction et politiquement désarmé.

Souvenons-nous des discussions sous Sarkozy, c'était le « tout sauf Sarkozy ». Il était devenu l'homme à abattre. Et puis ensuite, nous sommes passés à Hollande, le « pire » président de la République. Les Sarkozy, les Hollande, les Macron jouent parfaitement leur rôle de fusibles de la bourgeoisie et ils grillent les uns après les autres.

Et c'est à nous d'expliquer que derrière le jeu politicien, il y a la politique, la volonté et les intérêts de la grande bourgeoisie, des capitalistes, il y a la lutte, l'affrontement entre deux classes et que le changement politique ne dépend pas de l'élection d'un tel ou un tel, mais ne peut venir que d'un changement de rapport de force entre le monde du travail et la bourgeoisie.

La raison d'être de ces institutions politiques, du Parlement, du gouvernement, de la présidence de la République

est de servir de paravent à la domination de la bourgeoisie et de masquer la lutte de classe. La nôtre est de faire tomber tout cela et, comme dit le texte, de transformer en conscience politique de classe « l'hostilité instinctive du monde du travail à l'égard de Macron ».

Cette idée, il faut non seulement l'avoir en tête mais il faut la défendre et l'expliquer autour de nous.

UNE PÉRIODE D'INSTABILITÉ

Nous écrivons: « Sur le plan politique nous allons inévitablement entrer dans une période d'instabilité » du fait que des réactions sociales en provenance de la petite bourgeoisie autant que du prolétariat sont à prévoir.

Nous parlons bien dans le texte d'instabilité politique et nous n'utilisons pas les mots de « crise politique » parce qu'en effet nous n'y sommes pas. S'il y a une maladresse dans la rédaction du texte, elle est d'abord dans l'utilisation des mots: « nous allons entrer dans une période d'instabilité », parce que nous y sommes en réalité depuis plusieurs années.

La période d'instabilité politique s'est ouverte avec la déconsidération et la décomposition des deux vieux partis politiques sur lesquels la bourgeoisie se repose depuis des décennies. L'élection présidentielle avec ses multiples revirements et l'élimination dès le premier tour des candidats des deux partis classiques de l'alternance l'a encore confirmé.

En apparence l'élection de Macron a fermé cette période d'instabilité. Il a offert à la bourgeoisie une solution de rechange simple et qui lui convient parfaitement. En neu-

tralisant au second tour Le Pen qui apparaissait à un certain moment l'ultime bouée de sauvetage du système de l'alternance politicienne, il a sans doute permis à la bourgeoisie d'éviter une crise politique.

Mais comme nous l'avons écrit dans un article de la *Lutte de classe* de l'été dernier, « le macronisme n'est qu'un sparadrap sur une démocratie bourgeoise gangrenée »¹. L'élection de Macron n'a pas supprimé les causes qui sont à l'origine de l'usure et de l'instabilité du système politicien. Il a pris la tête d'un système vermoulu et il va en assumer tout le discrédit. Au contraire de ses prédécesseurs, Macron n'a quasiment pas connu d'état de grâce. Sa base électorale est faible et, s'il a réussi à imposer ses ordonnances sur la loi travail, ce n'est ni parce qu'il a réussi à convaincre du bien-fondé de sa politique, ni parce qu'il incarne un pouvoir fort. C'est tout simplement que le monde du travail ne s'est pas lancé dans le combat.

Il faut tout l'aveuglement d'un Mélenchon pour en être surpris. Mélenchon, qui a fait toute une campagne électorale et a expliqué que voter pour lui permettra d'éviter des kilomètres de manifestations, est aujourd'hui surpris que ses 7 millions de voix ne se retrouvent pas dans la rue! Cela n'a évidemment rien à voir!

Et pour en revenir au texte, nous nous gardons bien de faire des pronostics tranchés. Nous n'annonçons pas de réactions imminentes, nous ne faisons aucune prévision quant à leur profondeur et nous insistons même sur l'hypothèse la pire pour nous: que ce soient non pas les travailleurs mais des couches petites-bourgeoises qui mènent la contestation et qui poussent la société dans un

1 « Après la déroute des partis de l'alternance gauche-droite, la nouvelle configuration politique », *Lutte de classe*, n° 185, juillet-août 2017.

sens plus réactionnaire encore.

Nous utilisons à plusieurs reprises, et peut-être un peu trop, le mot « inévitable » pour souligner malgré les apparences les forces contradictoires qui sont à l'œuvre dans la situation économique objective que nous connaissons : la persistance de la crise économique, le parasitisme croissant de la finance, la concurrence exacerbée entre groupes capitalistes, le risque d'éclatement de bulles spéculatives diverses et variées et la nécessité pour le grand patronat d'en faire baver toujours plus aux travailleurs, aux sous-traitants, car c'est d'eux que vient la plus-value qu'ils se partagent.

Eh oui, dans une telle situation, Macron est condamné à l'impopularité, y compris dans certaines fractions de l'électorat petit-bourgeois qui ont placé leurs espoirs en lui. Car les lois du système capitaliste font que sa politique confortera d'abord et avant tout la fraction dominante de la bourgeoisie, le grand capital, contre la petite bourgeoisie.

Et bien sûr nous gardons en tête l'éventualité qu'il y ait une évolution fascisante d'une fraction de l'électorat du FN. Toutes ces évolutions, nous le disons et le redisons, dépendront en dernier ressort de la crise, de son intensité et de ses soubresauts... et de la lutte de classe elle-même.

LES EFFETS DES ORDONNANCES MACRON

Nous faisons la différence entre les petits et grands patrons par rapport à la fusion des institutions représentatives du personnel. La loi Rebsamen d'août 2015 avait déjà introduit la possibilité pour les patrons à la tête d'une d'entreprise de moins de 300 salariés d'imposer une « délégation unique du personnel ». La fusion des délégués

syndicaux, avec la suppression des effets de seuil, est en effet une revendication historique pour les PME. Et la distinction que nous faisons dans le texte est légitime.

Il est évident que les grandes entreprises ont davantage de moyens que les petites et peuvent absorber sans difficulté ce que leur coûtent les instances syndicales. Elles ont aussi appris à domestiquer les syndicats, à jouer de leurs divisions et à s'en servir comme amortisseurs...

Pour les petits patrons, c'est bien différent. Parmi le patronat petit et moyen, il y a pléthore de patrons qui ne supportent pas la vue d'un syndicaliste. C'est presque physique, ils prennent l'arrivée d'un syndicat dans leur entreprise comme une agression, comme une violation de leur propriété, c'est leur boîte, ils sont chez eux. Sur différents plans, l'enjeu n'est pas le même pour les petits et les grands patrons.

Mais, même si nous écrivons que « *la fusion correspond aux desiderata des patrons d'entreprises petites et moyennes* », nous ne disons pas que les grosses boîtes n'utiliseront pas les possibilités données par les ordonnances Macron. D'après ce que l'on sait, certaines semblent vouloir s'en emparer pour réduire drastiquement le nombre des délégués.

Les journalistes économiques des *Échos* ou du *Figaro* spéculent déjà sur le gisement d'économies que cela représente à la SNCF, où les délégués syndicaux représenteraient 2 200 emplois à temps plein. Mais pour la bourgeoisie ce n'est pas qu'une question financière, c'est aussi une question politique.

Lors de la grève générale de 1936, la bourgeoisie s'était mordu les doigts d'avoir systématiquement pourchassé et licencié les militants syndicaux les années précédentes. Elle

s'était retrouvée sans interlocuteurs dans la classe ouvrière capables d'éteindre l'incendie. Cela avait vacciné pas mal de patrons contre l'antisindicalisme primaire. Ensuite, il y a eu mai-juin 1968. Cela leur a montré combien les syndicats pouvaient être utiles pour encadrer et museler un mouvement social. Ça a été le dernier rappel vaccinal.

Mais il date de cinquante ans. Et à force de répéter que la lutte de classe n'existe plus et que les grands mouvements sociaux, c'est du passé, la génération de managers qui sont des copies conformes de Macron va peut-être finir par le croire et oublier les leçons du passé!

Ceci dit, encore une fois, dans les grandes entreprises, la bourgeoisie a parfaitement appris à faire avec les syndicats. Comme le disent certains DRH, « *dans le cas où le dialogue social est mauvais, le maintien de différentes instances peut permettre de cloisonner les sujets entre les différentes instances représentatives du personnel, voire parfois de préserver une dispersion des forces syndicales* ».

Alors comment les patrons vont-ils utiliser le chèque en blanc que Macron leur a signé? Nous pouvons imaginer une multitude de cas de figure. Là où les syndicats majoritaires leur vont bien, les directions en resteront peut-être au statu quo. Nous pouvons aussi imaginer qu'elles tiennent à conserver des délégations larges pour assurer la présence minoritaire de certains syndicats qui font contrepoids aux plus combatifs.

Elles peuvent aussi réduire drastiquement le nombre de délégués tout en laissant beaucoup d'heures de délégation à ceux qui ne les gênent pas, de façon à avoir des super-délégués coupés de leur base. Et, à l'échelle d'un même groupe, elles peuvent même faire des choix différents selon la situation de chacun des

établissements.

En tout cas ce sont elles qui ont les armes en main. Et elles s'en servent contre les équipes les plus combattives. Quelle que soit son ampleur, le recul des droits syndicaux va nous poser un tas de problèmes. Des problèmes dans les syndicats et des problèmes internes en quelque sorte, en ce qui concerne notre façon de militer politiquement dans les boîtes.

Il est évident que si le nombre de délégués se réduit, s'il est divisé par deux, si ce n'est plus, beaucoup de syndicats vont se transformer, dans les prochains mois, en foires d'empoigne. La constitution des listes de délégués est souvent compliquée, mais là, les tensions seront encore plus fortes parce que, même démoralisés, tous les délégués tiennent à leur siège et à leurs heures.

Beaucoup de camarades de boîte ont connu, dans le passé plus ou moins lointain, des bagarres syndicales, contre les staliniens en particulier qui refusaient de nous mettre sur les listes et qui au besoin nous excluait du syndicat. [...] Eh bien la situation va se tendre à nouveau et nous forcer à nous adapter dans un autre sens. Dans les années qui viennent, beaucoup de nos camarades devront peut-être militer sans mandat et donc sans protection syndicale. Des camarades aujourd'hui largement connus, que la direction rêve de licencier, vont se retrouver avec encore plus de pression. Il faudra donc revoir nos habitudes et nos façons de faire.

Quand nous militons pendant des années dans une situation où il est facile de se réunir, de discuter, quand nous militons dans un syndicat que nous dirigeons nous-mêmes, cela induit des habitudes. C'est pareil quand nous militons avec des

chefs qui nous respectent et nous laissent une paix royale.

Tout cela est en train de changer. Partout les camarades expliquent d'ailleurs comment les directions serrent la vis, ne laissent plus rien passer, licencient et répriment en allant de plus en plus, comme le montre le cas de PSA, devant la justice². Alors il faut anticiper. Se dire que toutes les directions sont devenues des directions de combat et qu'il faut adapter notre façon de militer à ces nouvelles conditions.

Nous avons déjà dans nos rangs des camarades qui sont intérimaires depuis toujours, ou qui sont embauchés chez des prestataires et qui, s'ils avaient attendu d'être embauchés dans la grosse boîte pour faire de la politique, n'en auraient jamais fait. Le nombre de camarades dans ces situations va augmenter. Eh bien, avec eux, il va nous falloir apprendre ou réapprendre à militer sans mandat, sans protection, et malgré tout publier des bulletins d'entreprise, discuter politique et gagner des travailleurs, recruter.

En même temps, et c'est lié, il faut sans doute réfléchir à notre manière de militer en direction des travailleurs précaires. Dans nombre de grosses entreprises, les camarades racontent la montée en puissance du nombre des intérimaires, des CDD, des prestataires. Parfois ils forment l'essentiel des chaînes de montage et la moitié de l'effectif d'un site.

Marx et Engels ont écrit dans le *Manifeste communiste* : «*Les ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme une autre, ils sont exposés par conséquent à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché*». De plus en plus de travailleurs peuvent se retrouver dans cette description

qui montre que la précarité n'est pas une anomalie mais le propre de la condition ouvrière. Dans les pays impérialistes et dans la période de croissance économique de l'après-guerre, une fraction de la classe ouvrière a pu se protéger de cette précarité, aujourd'hui ce n'est plus le cas.

Une grosse fraction de la jeunesse ouvrière est confrontée à la précarité. Il faut chercher les moyens de s'adresser à elle et de s'en rapprocher. Et nous avons intérêt à le faire d'abord et avant tout sur le terrain politique. Le terrain syndical ne s'y prête pas plus et, par certains aspects, il s'y prête moins parce que ces ouvriers se sentent extérieurs à l'entreprise, ils sont tout, sauf mariés à l'entreprise.

Comment la politique industrielle que la CGT défend entreprise par entreprise peut-elle parler à un CDD qui sait qu'une fois son contrat renouvelé deux fois, il sera dehors ? La plupart des intérimaires ne se font aucune illusion, ils savent qu'ils ne seront pas embauchés et ils ne le recherchent pas spécialement.

Nous disons souvent que «*les travailleurs n'ont pas de patrie*». Eh bien il faut garder en tête que «*les travailleurs n'ont pas d'entreprise*». Cette idée, beaucoup d'intérimaires, de CDD et de salariés de la sous-traitance, qui sont vendus et revendus à chaque appel d'offres, l'ont profondément intégrée. Certains salariés en CDI commencent à le réaliser. Mais, combinée au recul de la combativité, cette idée conduit souvent à l'isolement et au réflexe du «*on ne peut rien faire*» et à plus de démoralisation.

Eh bien, nous, cela ne doit pas nous démoraliser. C'est une difficulté parce que cela rend nombre de travailleurs insaisissables mais ce constat et cette idée peuvent et doivent

2 PSA Poissy: «*On est des ouvriers, pas des voyous*», *Lutte ouvrière*, 23 novembre 2017.

nous aider à discuter et à gagner des jeunes aux idées de lutte de classe.

En juin dernier, dans la *Lutte de classe*, nous avons fait cette longue citation de Lénine : « Tous conviennent que nous devons organiser la lutte de classe du prolétariat. Mais qu'est-ce que la lutte de classe ? Lorsque les ouvriers d'une fabrique, ou d'une profession, affrontent leurs patrons, est-ce là la lutte de classe ? Non, ce n'en est encore qu'un faible embryon.

La lutte des ouvriers ne devient lutte de classe que lorsque tous les représentants d'avant-garde de l'ensemble de la classe ouvrière de tout le pays ont conscience de former une seule classe ouvrière et commencent à agir non pas contre tel ou tel patron, mais contre la classe des capitalistes tout entière et contre le gouvernement qui la soutient. C'est seulement lorsque chaque

ouvrier a conscience qu'en luttant quotidiennement, pour des revendications partielles, contre tels patrons et tels fonctionnaires, il se bat contre toute la bourgeoisie et tout le gouvernement, c'est alors seulement que son action devient une lutte de classe. »

En empêchant la jeunesse ouvrière de s'installer, en la faisant tourner de boîte en boîte, en la confrontant à la rapacité non pas d'un mais de cinq ou dix patrons, le système capitaliste apprend aux jeunes ouvriers qu'ils sont membres de la classe ouvrière dans son ensemble et qu'ils sont confrontés non pas aux agissements de tel ou tel patron, mais à une classe capitaliste tout entière et au gouvernement qui la soutient.

C'est à nous de faire l'autre partie du travail, les gagner aux perspectives révolutionnaires qui en découlent : les tra-

vailleurs n'ont pas d'entreprise, pas de patrie, mais ils appartiennent à une classe sociale plus prometteuse que n'importe quelle patrie : la classe ouvrière, qui n'a rien à perdre à se battre et à transformer la société.

Ces discussions politiques il faut les avoir partout où nous sommes en contact avec des intérimaires, des CDD, des jeunes travailleurs. Évidemment il est difficile pour nous de garder le contact dans les entreprises avec des jeunes que l'on côtoie quelques mois voire quelques semaines et qui disparaissent. Mais cela doit être une raison de plus pour les approcher politiquement sans perdre de temps. Nous pouvons le faire dans les entreprises, et il faut le faire tout autant dans notre voisinage, dans nos caravanes ou dans nos autres activités.



Interventions des groupes invités (extraits)

Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe)

Après l'incendie qui s'est déclaré mardi après-midi 28 novembre au CHU de Pointe-à-Pitre Les Abymes, l'hôpital n'est plus fonctionnel en l'état actuellement. Les malades ont été placés dans les autres établissements et cliniques privées, certains en Martinique. Et les employés devraient être répartis dans ces établissements. Mais ce que nous pouvons dire pour l'instant, c'est qu'il y a des années que les syndicats et nos camarades dans le bulletin dénoncent la vétusté de cet hôpital et les dangers que cette situation faisait courir. Eh bien, ce qui devait arriver est arrivé.

Un nouvel hôpital était déjà prévu. Les travaux de terrassement ont commencé il y a un an. Mais il ne serait opérationnel au mieux qu'en 2022. Là encore, il a fallu des années de revendication du personnel de santé pour faire admettre au gouvernement la nécessité d'un hôpital neuf. Il a fallu vaincre les hésitations et les atermoiements du gouvernement pendant toutes ces années. Et voilà où on en est aujourd'hui : plus de CHU et pas encore de nouvel hôpital. Il faudra donc non seulement hâter la construction du nouveau mais aussi réparer l'ancien qui est quand même réparable même s'il nécessite de gros travaux. Combien de temps cela prendra-t-il ? Voilà à quoi aboutit la politique d'économies drastiques du gouvernement sur la santé publique.

LES AIDES DE LA MÉTROPOLE... AU PATRONAT

Cela nous renvoie aux propos méprisants de Macron tenus en Guyane en octobre dernier. Il disait vouloir pour les outre-mer « *une histoire qui ne sera pas faite de promesses non tenues, de milliards accumulés... et d'une relation toujours asymétrique où on regarde l'État comme quelqu'un à qui on demande et qui ne fait jamais assez et où l'État regarderait ces territoires comme une charge et non plus comme une chance* ». Traduction : « arrêtez de réclamer des milliards, ne soyez pas une charge pour nous ! »

Mais les milliards dont parle Macron, ils ne vont pas à la population laborieuse, ils vont aux possédants et aux classes aisées de ces territoires d'outre-mer sous forme d'aides, de subventions, de défiscalisation, de zones franches, d'exonérations de charges sociales, de CICE.

Le mépris exprimé par Macron en Guyane n'est que la version tropicale du mépris qu'il exprime à l'égard des travailleurs de l'Hexagone envers ceux qui « *foutent le bordel* », « *ceux qui ne sont rien* », et tous ces « *fainéants* » qui manifestent contre la loi travail, et ceux qui « *doivent travailler plus pour se payer des costumes* ».

C'est aussi à ce mépris-là, à

ce ton paternaliste, conjugués à la dégradation des conditions de vie et de travail, aux conséquences catastrophiques du chômage, que périodiquement les travailleurs et la population en outre-mer répondent par des manifestations de mécontentement multiples, par des grèves et des révoltes sociales, de la Nouvelle-Calédonie à la Guyane, en passant par La Réunion, la Martinique et la Guadeloupe.

Lors de son dernier séjour en Guyane, c'est jusque sous ses fenêtres que Macron a entendu les cris de la grande manifestation de la population guyanaise avec le « *Kolektif pou laguiyann dekolé* » (collectif pour le décollage de la Guyane), les mêmes qui ont conduit la grève générale d'avril dernier et la montée de mécontentement populaire. C'est Macron qui s'est trouvé embarrassé et qui fut constamment sur la défensive. Ce ne sont pas les manifestants.

Macron se veut différent des autres, mais nous ressort les mêmes recettes éculées que ses prédécesseurs. Après la grève générale dans les DOM en 2009, Sarkozy avait organisé en grande pompe les « *états généraux de l'outre-mer* ». Après celle de Guyane cette année, Macron organise les « *assises de l'outre-mer* ». Hollande nous avait refilé une loi sur l'égalité réelle. À chacun sa petite popote politicienne pour l'outre-mer.

Les tapes dans le dos et les étreintes de Macron pour les sinistrés, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy après les ravages des cyclones, et ensuite en Guyane dans des quartiers populaires, ne font pas oublier que Macron, c'est l'homme du capital financier, le serviteur en chef des intérêts du patronat et des classes aisées aux Antilles autant que dans l'Hexagone.

Après les cyclones, ce sont déjà des millions que le gouvernement verse aux entreprises des Antilles sous une forme ou sous une autre pendant que, comme des vautours, elles rôdent autour des destructions pour accaparer le plus de marchés possible pour la reconstruction de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. La Banque publique d'investissement BPI-France est présente pour garantir les prêts des entreprises auprès des banques locales. Un moratoire des charges fiscales et sociales des entreprises est en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2018 mais pourra être prolongé jusqu'en 2020. Et encore, après, le paiement de ces charges sera étalé sur cinq ans. Des assurances ont été données au patronat que la défiscalisation outre-mer serait prolongée jusqu'en 2020. Les groupes de pression patronaux comme la Fedom (Fédération des entreprises d'outre-mer) demandent avec force le maintien du CICE dans les DOM. Ils sont en passe de l'obtenir.

LES CYCLONES, RÉVÉLATEURS DE L'OPPRESSION DE CLASSE

Toutes les facilités accordées au patronat sont bien plus importantes que celles qui sont mises en place pour la population. Pour les familles sinistrées, Macron avait déclaré en septembre qu'il fallait bousculer les procédures et la bureaucratie pour aller très vite. Mais à la mi-novembre rien n'avait

encore été fait. Il a été prévu une aide pour les familles sinistrées les plus défavorisées et c'est bien le moins, une aide d'urgence qui atteindra 300 euros par adulte et pouvant aller jusqu'à 900 euros par foyer en fonction du nombre d'enfants. Mais, eu égard à la situation, ce n'est pas grand-chose. À Saint-Martin, le chômage chronique, hors dégâts cycloniques, est de plus de 33%. Les ravages de ce cyclone-là sont permanents. Ceux du cyclone Irma n'ont fait qu'aggraver les choses.

Les cyclones sont un révélateur de misère, mais ils sont aussi un révélateur de l'exploitation patronale. En Guadeloupe, au moment du passage du cyclone Maria, certains patrons ont exigé de leurs travailleurs qu'ils viennent au travail alors même que l'alerte rouge était en vigueur – celle où l'on ne doit pas sortir de chez soi. D'autres entreprises comme Orange, dès 6 heures du matin, l'alerte rouge à peine levée, envoyaient des SMS aux employés pour leur intimer l'ordre de reprendre le travail, et cela sans se soucier des dégâts de leur habitation ou de leur santé. Certaines entreprises veulent retirer du salaire les deux ou trois jours de confinement obligatoires décidés par la préfecture. Certaines l'ont déjà fait.

LUTTES DÉFENSIVES ET ATTITUDE DES DIRIGEANTS NATIONALISTES

Alors, heureusement que la combativité existe toujours chez bon nombre de travailleurs.

En Martinique, la rentrée de septembre a été marquée par des manifestations sur la suppression des contrats aidés. Après la mobilisation des enseignants, la colère des employés municipaux s'est bien manifestée. Ils ont fait grève dans plu-

sieurs communes. Cette colère a culminé lors d'une grande manifestation unitaire le 25 septembre, qui a mobilisé près de 5 000 personnes dont des professeurs, des parents d'élèves, des lycéens et étudiants et quelques maires devant la préfecture de Fort-de-France. On n'avait pas vu une telle mobilisation depuis la grève générale de 2009. Le gouvernement a cédé et maintenu les contrats aidés au moins pour une année.

Il faut citer aussi les mobilisations incessantes des employés du CHU de la Martinique. Le bâtiment n'a pas encore pris feu comme celui de Guadeloupe, mais il est au bord du gouffre. Pour résorber les 30 millions de déficit et 300 millions d'euros de dettes cumulées, la solution que propose le gouvernement, c'est une diminution du nombre de lits et du personnel... La situation est dramatique. Face à cela, il y a le combat de nos camarades mais aussi celui de tout le personnel soignant, les médecins, les cadres, les syndicats, qui se sont mobilisés au sein d'un collectif pour exiger des solutions d'urgence et pour contrer les plans du gouvernement.

Toujours en Martinique, c'est aussi une partie du personnel du parc naturel de la Martinique qui se bat avec une grande détermination contre un licenciement, mais aussi contre la souffrance au travail des agents et l'autoritarisme du président du parc naturel. Mardi 28 novembre, Alfred Marie Jeanne, président du Conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique (CTM), et principal leader indépendantiste, a envoyé les forces de l'ordre contre les grévistes qui occupaient le hall de la CTM. Ils ont été chassés manu militari. Les dirigeants nationalistes, indépendantistes de la CTM, montrent une fois de plus leur vrai visage. Ils méprisent et répriment les travailleurs.

UN NOUVEAU
RAPPORT DE FORCE
EN FAVEUR
DES TRAVAILLEURS
DE LA BANANE

Toujours en ce qui concerne les luttes, c'est sans doute la grève des travailleurs de la banane en Guadeloupe qui aura été la lutte la plus marquante de l'année aux Antilles. Elle a été dirigée par un comité de grève, soutenu par le syndicat CGTG.

Le fait particulier de cette grève, c'est qu'elle concernait pratiquement toutes les grandes plantations de banane, ce qu'on n'avait pas vu depuis de nombreuses années. Un fait nouveau aussi dans cette grève, c'est que de nombreux travailleurs immigrés, en particulier haïtiens, se sont joints au mouvement. Depuis quelques années, les travailleurs haïtiens sont en majorité sur les plantations de banane. Beaucoup faisaient grève pour la première fois et ils ont donc fait l'expérience de la grève.

La grève a duré du 18 mai au 28 juin. Ce qui a poussé ces travailleurs à se mettre en grève générale dans ce secteur, c'est la victoire gagnée en avril par ceux de la plantation Bois-Debout. Les travailleurs de cette plantation avaient pu récupérer une partie de ce que leur patron leur avait volé sur leur salaire et sur les primes de différentes manières depuis des années. Il se trouve que c'est le même problème partout sur les plantations. Les patrons volent des jours fériés, des congés annuels, ne paient pas entièrement les heures supplémentaires, et ce depuis des années. Ils imposent aussi le travail à la tâche, et lorsque cette tâche n'est pas entièrement réalisée le salaire est diminué, ou bien ils empêchent les ouvriers de travailler certains jours, en les renvoyant, et baissent leur salaire. Par la lutte judiciaire,

les mobilisations et les grèves, ceux de Bois-Debout avaient pu récupérer une partie de ce que leur patron leur devait, parfois jusqu'à 11 000 euros.

Donc, les revendications des travailleurs de toutes les plantations en grève ont été la restitution des sommes volées. Ils réclamaient aussi des conditions de travail humaines, l'obtention d'un local syndical, et la mensualisation.

250 ouvriers agricoles ont fait grève en tout sur un total d'environ 800 déclarés, et 150 ont tenu le coup pendant toute la grève. Cette grève connut de nombreuses péripéties mais la grève marchante, quotidienne, qui est la grève traditionnelle aux Antilles chez les travailleurs agricoles, eut raison des patrons. Ces derniers finirent par signer un accord favorable ainsi que le paiement des jours de grève. Peu après, cependant, certains patrons ont remis en cause l'accord et ont procédé à des licenciements.

Alors, pour l'instant, qu'est-ce que cette grève a rapporté aux travailleurs de la banane sur le plan moral et matériel?

Sur le plan matériel d'abord, ils ont obtenu le paiement des jours de grève avec d'abord un acompte de 700 euros payé immédiatement après la grève. Puis ceux qui avaient fait les 42 jours de grève ont obtenu 1300 euros en plus. Ce qui leur a fait au total 2000 euros. Bon,

ce n'est déjà pas mal.

En ce qui concerne les sommes volées par les patrons comme les jours fériés et heures supplémentaires non payés, là après le reniement de l'accord par les patrons, seules deux plantations sur vingt ont versé entre 200 et 1 000 euros par travailleur. Or, sur l'ensemble des vingt plantations, le comité de grève avait calculé que les patrons devaient entre 1 000 et 25 000 euros par travailleur sur trois ans. Donc sur ce point, ça ne fait pas le compte.

Par contre, il y a autre chose qui fait le compte et qui est une vraie victoire, c'est que les travailleurs, après la grève, n'ont plus fait les heures supplémentaires. Ils arrivent à 6h du matin et partent à 13h. Avant la grève le patron leur imposait une tâche qui durait parfois jusqu'à 17h ou 18h, Beaucoup travaillaient dix à douze heures et cela n'était pas compté en heures supplémentaires. Après la grève, fini le travail à la tâche, finies les journées de dix à douze heures. Et même lorsque les patrons exigeaient le travail à la tâche, les travailleurs imposaient leur départ à 13h. Ça, c'est gagné.

Après le passage du cyclone Maria, il n'y a plus de banane évidemment. La plupart des travailleurs se retrouvent en chômage partiel et en formation. Sur les plantations il n'y



Manifestation des ouvriers de la banane, en grève, le 26 mai 2017 à Pointe-à-Pitre.

a qu'un nombre restreint de travailleurs pour le nettoyage et la maintenance. Pour l'instant, l'état d'esprit de la grève générale, s'il a faibli, est loin d'être mort. Nous avons toutes les raisons de croire que les

travailleurs, à la reprise sur les plantations, continueront de refuser de faire les heures supplémentaires.

Mais bien évidemment, c'est la victoire morale des travail-

leurs de la banane qui est la plus significative! La grève a créé un nouvel état d'esprit, un nouveau rapport de force en faveur des travailleurs sur les plantations. Et ça, ça n'a pas de prix!

États-Unis

Tout au long de l'année écoulée, c'est Donald Trump qui a rythmé la vie politique aux États-Unis: par ses tweets scandaleux et son égo surdimensionné bien sûr, mais aussi par ses problèmes avec la justice. Le magistrat indépendant qui a commencé à enquêter sur les liens entre la campagne électorale de Trump et la Russie de Poutine semble maintenant s'intéresser aux relations d'affaires de Trump avec des oligarques russes qui blanchissent de l'argent aux États-Unis.

Cela ne veut pas dire nécessairement que Trump aura à mettre sa tête sur le billot. Changer de président autrement qu'en votant une fois tous les quatre ans menacerait la stabilité d'un système politique qui est déjà soumis à des tensions à cause des remous dans le Parti républicain.

Il y a des moyens d'écarter Trump, sans le destituer ni le poursuivre pour des crimes. Il a déjà été placé sous contrôle quand un général en retraite lui a été imposé comme chef de son état-major dans le but d'empêcher Trump d'interférer dans le processus législatif.

Les militaires eux-mêmes ont fait passer le message que le titre de commandant en chef, habituellement attribué au président, n'était qu'un titre honorifique. Quand Trump a essayé d'interdire l'accès de l'armée aux transsexuels, il lui a été dit que l'armée ferait ce qu'elle voudrait. Ensuite, quand Trump a menacé la Corée du Nord, deux généraux ont explicitement dit qu'ils n'appliqueraient pas l'ordre du président

de lancer les armes nucléaires si les militaires considéraient que cet ordre était illégal.

Il n'est pas exclu que les choses continuent de cette façon, peut-être même pendant les trois ans qui restent à Trump avant la fin de son mandat.

Presque un an après son entrée en fonction, Trump n'arrive toujours pas à trouver des gens pour remplir de nombreux postes importants dans son gouvernement. Mais cela n'empêche pas les hauts fonctionnaires de faire fonctionner l'appareil d'État. Le fait que Trump est un déséquilibre mégalomane n'a pas eu de conséquences sur les intérêts américains dans le monde. L'essentiel de la politique du précédent gouvernement se poursuit, sans parler des guerres qui relient Trump à Obama et même à Bush. Et même sur des questions pour lesquelles Trump prétend définir une nouvelle politique – comme l'immigration en provenance du Mexique et des pays musulmans, ou bien sur les accords commerciaux internationaux, quand on regarde au-delà des fanfaronnades, il y a eu très peu de changements. Et ses fanfaronnades peuvent être utiles aux diplomates du ministère des Affaires étrangères en tant qu'arme dans les négociations.

Dans un sens, la bourgeoisie n'a pas de raison majeure de se débarrasser de Trump. Mais il est évident qu'une partie importante de la classe politique ne croit pas qu'il soit possible de contrôler Trump et veut garder en réserve l'option de la destitution.

Que Trump reste ou s'en

aille, cela ne règle aucun des problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés aujourd'hui – bien que beaucoup de gens à gauche fassent de Trump le principal problème et militent pour sa destitution.

Il est certain que Trump a systématiquement renforcé les idées racistes déjà présentes au sein de la population et il a même donné une tribune à l'extrême droite organisée. Mais un racisme virulent se développait déjà avant l'arrivée de Trump. Avant lui, des églises noires ont été incendiées, des immigrants venant du Mexique ont été attaqués par des milices, des cliniques pratiquant des IVG ont été détruites, et de jeunes Noirs ont été assassinés. Le Parti démocrate n'est pas une protection contre tout cela.

L'enquête sur Trump n'a pas non plus sapé le soutien de cette partie des travailleurs blancs qui ont voté pour lui en 2016. Trump a probablement perdu le soutien de quelques-uns d'entre eux. Mais les attaques contre Trump, en particulier celles qui viennent de son propre parti et des médias, ont manifestement convaincu les autres de lui rester fidèles. Son racisme ouvert plaît à certains. Mais il y a tous les autres, ceux qui avaient voté pour Obama quatre ans plus tôt, et qui ont voté pour Trump cette fois, pour exprimer leur dégoût de toute leur situation. Ils n'ont aucune confiance dans les milieux qui attaquent Trump. L'agitation pour le destituer renforce sa réputation; et les attaques de ses collègues républicains ont le même effet.

Quant au Parti démocrate, Trump a été pour lui une bénédiction, lui permettant de faire oublier ses responsabilités dans une situation qui a été désastreuse pour les travailleurs. Sa misogynie a permis aux démocrates de passer pour les défenseurs des droits des femmes et à détourner contre Trump une grande manifestation de femmes pour leurs droits.

Pendant l'été, les militants du Parti démocrate sont intervenus dans des réunions publiques organisées par les Républicains dans leur circonscription, pour mettre les Républicains au pied du mur en exigeant qu'ils dénoncent Trump. Ils ont appelé cela un été de résistance. À l'automne, le Parti démocrate a lancé une campagne plus directement destinée à ramener vers eux les électeurs pour les prochaines élections. Cela s'appelait «lève-toi et organise», son but affiché était de «galvaniser les protestataires et les amener à travailler pour un objectif politique attei-

gnable». En d'autres termes, pour élire des Démocrates en 2018. C'est-à-dire prendre une fois de plus ses désirs pour la réalité en croyant que le parti qui a été écarté du pouvoir n'est pas aussi mauvais que celui qui est au pouvoir.

La situation politique cette année est bien différente de celle dans laquelle nous étions en 2016, quand la campagne électorale dans le Michigan pour le working-class party – un parti de la classe ouvrière – a été au centre de notre travail, et elle sera probablement plus difficile l'année prochaine. Mais nous présenterons à nouveau des candidats du working-class party dans le Michigan en 2018. Nous n'avons certainement pas beaucoup de forces, mais nous pouvons au moins offrir aux travailleurs la possibilité d'exprimer leurs propres intérêts. Nous le faisons pour des raisons politiques mais aussi pour des raisons juridiques. Pour conserver au working-class party ce droit de présenter des

candidats, droit que nous avons obtenu en 2016 en récoltant 50 000 signatures, il faut qu'il présente des candidats tous les deux ans.

Par ailleurs, en avril prochain, nous allons commencer à récolter des signatures dans le Maryland pour obtenir le droit pour un working-class party d'être reconnu dans le Maryland. En Californie, où les règles électorales sont plus restrictives, il faudrait 700 000 signatures. Mais nous allons y présenter un de nos camarades, sans sigle de parti.

Dans toutes ces campagnes électorales, nous dirons que les travailleurs doivent s'organiser politiquement, qu'il n'y a aucun avenir avec ce que proposent les deux grands partis, qui non seulement nous mènent la guerre au profit de la classe capitaliste, mais cherchent à nous diviser. Et nous dirons que le monde du travail, quand il est organisé ensemble, conserve les moyens de répondre lui-même à ses problèmes.

Workers' Fight (Grande-Bretagne)

L'année écoulée aura été mouvementée dans la petite Grande-Bretagne. D'abord, il y a eu les élections anticipées du 8 juin. La Première ministre conservatrice, Theresa May, a essayé d'augmenter sa majorité en demandant aux électeurs de voter pour son parti afin de renforcer sa position dans les négociations du Brexit. Mais, en fait, non seulement elle n'a pas renforcé sa position, mais elle a bien failli la perdre. Alors que les travaillistes gagnaient 30 sièges, son parti en perdait 13. Du coup, n'ayant plus la majorité absolue au Parlement, May a dû conclure un accord avec le DUP, le parti de l'extrême droite protestante d'Irlande du Nord.

Quant au Parti travailliste, il se pose désormais en gouvernement de rechange. Il promet le «Brexit doux» que préfère-

rait le grand capital avec, en prime, une série de mesures d'apparence radicale destinées à entretenir les illusions de ses partisans. Et apparemment, cela semble marcher, tout au moins dans la jeunesse.

Puis, le 14 juin, s'est produit l'incendie de la tour de Grenfell – un véritable symbole du mépris des possédants envers la classe ouvrière. Pour ne pas déparer le richissime quartier londonien de Kensington, on avait recouvert cette tour HLM d'un revêtement. Or ce revêtement était inflammable, et c'est lui qui, en un clin d'œil, a propagé les flammes à toute la tour. Pris au piège, 71 des 293 habitants ont trouvé la mort.

Grenfell est venu souligner l'incurie sociale des gouvernements successifs. Mais cela n'a pas empêché le gouvernement

May de poursuivre la mise en œuvre de mesures qui ne peuvent qu'aggraver les choses.

C'est le cas du «Crédit universel», un nouveau système d'allocations sociales, dont le film de Ken Loach, *Moi, Daniel Blake*, a donné un aperçu si réaliste. Les deux autres problèmes les plus criants sont la crise du logement et la détérioration rapide du service de santé. Ce dernier souffre d'une hémorragie de personnel du fait du Brexit. À Londres, par exemple, plus de 11 % du personnel de la santé vient du reste de l'Union européenne. Mais, en plus, l'insuffisance chronique du budget de la santé atteint un point critique. Ainsi, le temps d'attente moyen pour une consultation ou un traitement hospitalier est maintenant de 18 semaines – y compris pour les malades

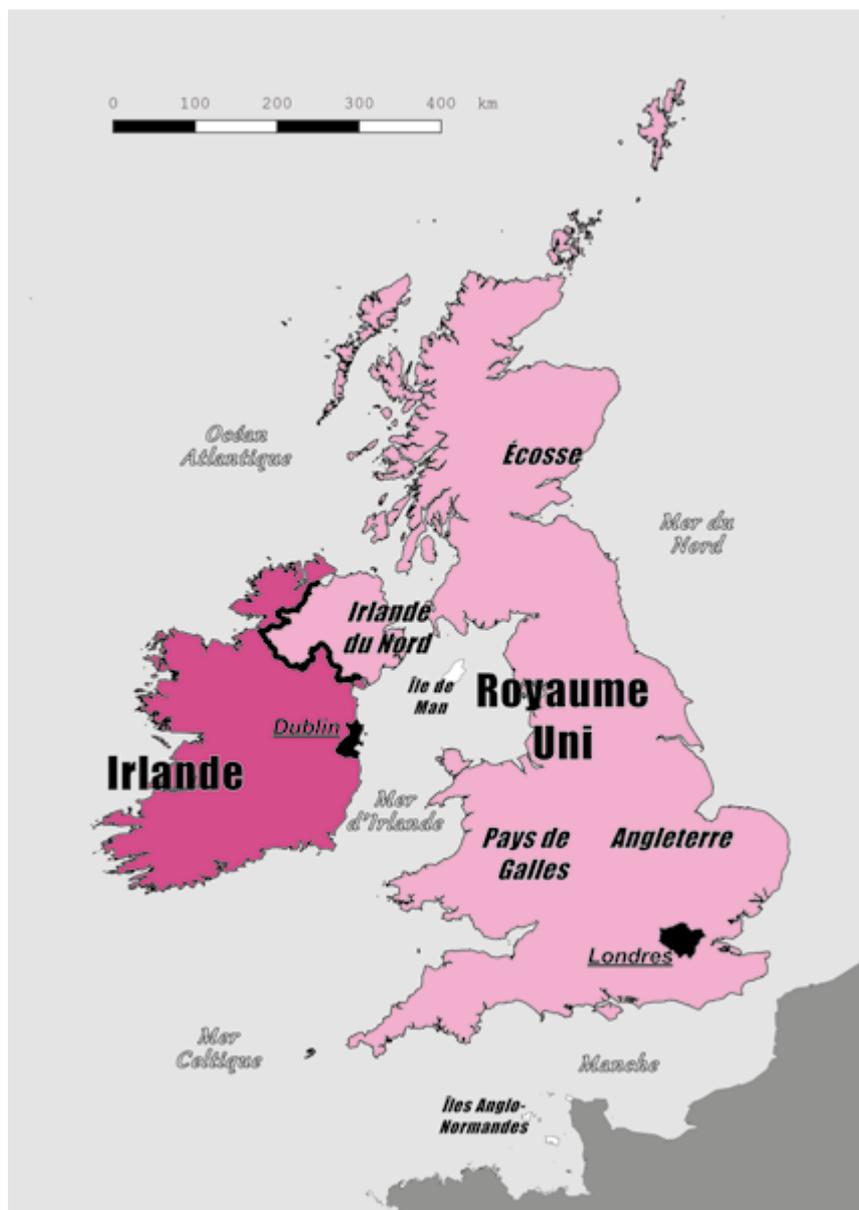
atteints du cancer.

En matière de logement, on compte environ un quart de million de sans-logis et le nombre de ceux qui sont contraints de dormir dans la rue ne cesse d'augmenter – à Londres, par exemple, ils sont plus de 8 000 chaque nuit. Et pourtant, bon nombre de ces SDF ont un travail, mais pas un salaire qui leur permette de se payer le luxe d'un loyer. Mais qu'importe ! Le ministère de l'Intérieur, lui, n'a rien trouvé de mieux que de se mettre à déporter les migrants de l'Union pris à dormir dans la rue !

Qu'en est-il donc du Brexit ? Il est omniprésent. L'inflation atteint 3,9%. Or déjà les salaires réels n'avaient cessé de baisser depuis le début de la crise, en 2007. Comme l'écrivait un quotidien la semaine dernière : « *La Grande-Bretagne, qui comptait parmi les plus performants des riches pays du G7 avant le référendum sur le Brexit, a été reléguée au rang des moins performants. La baisse du niveau de vie qu'elle connaît aujourd'hui est la pire qu'elle ait connue depuis les guerres napoléoniennes.* »

Qu'en est-il des négociations du Brexit ? Il y avait trois questions à résoudre au préalable : la frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord ; le futur statut des ressortissants de l'Union vivant en Grande-Bretagne ; et la facture du divorce à payer par la Grande-Bretagne. Sur ce dernier point, May avait d'abord proposé dix milliards d'euros. Depuis, elle serait allée jusqu'à quarante milliards. Mais cela suffira-t-il ? On peut en douter. Des calculs faits par le quotidien des affaires *Financial Times* estime son montant à soixante milliards d'euros !

Néanmoins, qu'il y ait accord ou non sur la facture du divorce, les remous qu'elle a causés dans les rangs conservateurs sont loin d'être finis. En réalité, plus May fait de conces-



sions à la campagne hystérique des fanatiques du Brexit, plus elle leur donne de ministères, et plus elle alimente leurs surenchères au sein de son parti.

Qu'en est-il maintenant de la situation de la classe ouvrière ? Elle a subi beaucoup d'attaques, sous forme de suppressions d'emplois, de gel des salaires comme dans le secteur public ou encore contre les retraites. C'est ce qui s'est passé à l'usine BMW de Cowley où nous avons un bulletin. La direction y a d'abord imposé des retraites plus défavorables aux nouveaux embauchés. Puis elle a joué sur la division qu'elle avait créée pour aligner toutes les retraites vers le bas.

De même, les services postaux privatisés s'attaquent également aux retraites et cherchent à aggraver les conditions de travail. Lors d'un vote récent, 89 % des travailleurs ont voté pour la grève. Mais en 2013, lors de la privatisation, leur syndicat avait signé un accord prévoyant une procédure d'arbitrage obligatoire en cas de conflit. De sorte que maintenant, les travailleurs sont censés attendre encore sept semaines avant que le syndicat organise la moindre riposte – si tant est que ce soit le cas.

En fait, dans toutes les entreprises où nous avons un bulletin, il y a eu des votes montrant que les travailleurs sont mécon-

tents et qu'ils seraient peut-être prêts à faire quelque chose.

Ce qui leur manque c'est une direction qui ne se contente

pas de protestations purement symboliques.

Lutte ouvrière/Arbeidersstrijd (Belgique)

Quand l'actuel gouvernement est arrivé au pouvoir en octobre 2014, son premier acte a été de repousser l'âge de la retraite à 67 ans. Nous disions à l'époque qu'il s'agissait d'une provocation vis-à-vis des appareils syndicaux, et que le gros de l'attaque allait suivre. C'est en effet le cas. En voici un petit aperçu.

ATTAQUES ANTILOUVRIÈRES TOUS AZIMUTS

Le gouvernement prépare une refonte complète du système des retraites. Il est question d'un système à points : chaque année travaillée à plein temps et pour l'équivalent du salaire médian équivaldrait à un point. Vous gagnez moins, vous aurez moins d'un point. Mais surtout, le moment de la retraite venue, c'est la situation économique générale, l'état des bourses et des budgets d'État, tous ces aléas de l'économie capitaliste qui détermineraient la valeur de vos points.

En même temps, le gouvernement met en place une dérégulation profonde du marché du travail, à la façon Macron.

Une des mesures qui a frappé les esprits, parce qu'elle est déjà en application et touche beaucoup de gens, c'est la chasse aux malades de longue durée. Ils doivent maintenant se soumettre à un parcours de réintégration auquel participent le patron, le médecin du travail et le médecin traitant. Le hic est que les médecins peuvent vous déclarer définitivement inapte à exercer votre travail. Et dans ce cas, le patron a le droit de vous licencier. 70 % des parcours de réintégration déjà effectués se sont terminés par le licenciement du travailleur

malade.

Lorsque la lutte de classe que mènent la bourgeoisie et le patronat atteint un tel degré, la concertation sociale à laquelle tiennent tant les appareils syndicaux devient caduque.

La dérégulation du marché du travail a par exemple été décidée en marge d'un conclave budgétaire par le gouvernement, sans consulter les syndicats.

Le gouvernement fédéral y montre d'autant plus de détermination que le PS n'est plus dans aucun gouvernement. Il n'y est plus au niveau fédéral depuis 2014. En région wallonne, où il était encore le parti le plus important lors des élections en 2014, il a été exclu du gouvernement cet été. Son ancien partenaire de coalition, le président du CDH (Centre démocratique humaniste), se prenant peut-être pour un Macron wallon, a « tiré la prise » du gouvernement wallon pour former une autre coalition, sans le PS.

Le PS ne menait pourtant pas une politique différente. L'austérité actuelle n'est que la continuation de l'austérité du gouvernement précédent, dirigé par le PS. Et il a pu compter sur la complicité des syndicats. Les dirigeants de la FGTB sont en effet généralement membres des partis socialistes. Mais le PS est usé par quarante ans de pouvoir et par une série de scandales. Et surtout, la bourgeoisie compte visiblement sur des gouvernements qui ne s'embombent plus de longues négociations syndicales, où le PS jouait le rôle de facilitateur vis-à-vis de la FGTB.

LUTTES SOCIALES ET POLITIQUE DES SYNDICATS

Les appareils syndicaux en Belgique comptent de larges effectifs. Le taux de syndicalisation tourne toujours autour de 65 %, entre autres parce que les syndicats gèrent le paiement des allocations de chômage. Cela fait des appareils particulièrement lourds. Il n'existe pas de chiffres publics, mais des dizaines de milliers de gens sont embauchés par ou liés à ces appareils syndicaux.

Ces appareils sont dans l'opposition à ce gouvernement depuis 2014. Il y a eu des manifestations, une journée de grève générale en 2015, et un certain nombre d'arrêts de travail dans les services publics.

Mais ces mobilisations, décidées d'en haut et organisées de façon très bureaucratique, ont des objectifs très limités. Il s'agit pour les appareils de montrer au gouvernement et au patronat qu'ils ne peuvent pas se passer des syndicats, capables de mobiliser, tout en donnant des garanties au patronat qu'ils seront des bons partenaires sociaux. Cela a donné des mots d'ordre aussi prétendument radicaux que « faire tomber le gouvernement » et tout le monde comprend : remettre le PS en selle.

Lors de la première manifestation en 2014, 130 000 personnes étaient descendues dans la rue, toutes avec de bonnes raisons. Mais le soir, à la télévision, il était surtout question de la concertation sociale menacée.

Si bien que, début 2017, les mêmes syndicats qui parlent de faire tomber le gouvernement ont signé un accord interprofessionnel avec le patronat

qui prévoit une augmentation maximale des salaires de 1,1 % en deux ans! Cela veut dire que les patrons ne sont obligés à rien. Ils peuvent même baisser les salaires. Mais les dirigeants syndicaux se disaient contents que la concertation sociale ait fonctionné!

En 2016, la SNCB a connu une grève de dix jours contre la suppression de deux jours de congé. Pourquoi sur ce seul point, alors que les économies prévues représentent 4000 suppressions d'emplois et que des problèmes sont légion? Parce que le conseil d'administration de la SNCB l'avait décidé par-dessus la tête des syndicats qui y siègent. La grève a permis aux syndicats de renégocier l'affaire, c'est-à-dire de signer une autre façon de supprimer deux jours de congé.

Jeudi 30 novembre encore, les services publics wallons étaient en grande partie à l'arrêt, et notamment les transports publics (bus). En effet, le nouveau gouvernement wallon sans PS ne respecte pas les accords négociés avec l'ancien. Un accord bidon dont la FGTB wallonne faisait miroiter aux travailleurs des services publics en Wallonie qu'il les protégerait contre la réforme des pensions du gouvernement fédéral!

Ces trois années de mobilisations diverses n'ont aucunement permis aux travailleurs de reprendre confiance en leur force et de voir plus clair. Au contraire, ces mobilisations ont eu un effet démoralisant sur les militants. Ainsi, lors de la grève du 10 octobre dans les services

publics, les piquets des chemins de fer étaient bien clairsemés et ceux qui étaient présents constataient que beaucoup de leurs camarades avaient baissé les bras après la grève de 2016. Cela dans une situation où il deviendra plus difficile de se mettre en grève.

D'ailleurs, la grève du 30 novembre, à l'appel du seul syndicat socialiste, n'était qu'une réussite partielle. Très souvent, grève veut dire qu'il y a une poignée de délégués, permanents et militants syndicaux, qui bloquent l'entrée des lieux de travail. Pour l'instant, la majorité des travailleurs laissent faire les syndicats et respectent les piquets. On n'en est pas encore à voir le patronat organiser les travailleurs pour briser ces piquets, mais de telles tentatives étaient en germe lors de la grève générale en 2015... Cela risque moins dans les services publics sur lesquels les syndicats concentrent leurs actions maintenant. Mais ces grèves gênent surtout les usagers, très peu le patronat, et la droite n'hésite pas à s'en servir pour discréditer la grève, les grévistes, les syndicats et l'idée même de la lutte collective.

Ainsi, la politique de la bureaucratie syndicale a surtout permis au gouvernement d'avoir les mains libres pour mener ses attaques, y compris contre les droits syndicaux. Il vient par exemple de faire voter une loi sur le service minimum à la SNCB.

Mais, avec ou sans syndicats, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de se battre. Et ils le font.

En septembre, ceux de l'usine Volvo Cars à Gand ont fait grève pendant quatre jours contre la surcharge de travail, le licenciement d'intérimaires et le travail du samedi. C'était la première grève depuis trente ans dans cette usine et elle est partie des travailleurs du rang. La délégation syndicale n'a rien trouvé de mieux que d'invoquer une prétendue règle qui prescrit une majorité en faveur de la grève de 66 % de travailleurs, non-grévistes compris, pour que le syndicat la reprenne à son compte. Lors du vote à bulletins secrets, 56 % des travailleurs ont malgré tout voté pour la continuation de la grève. Et les syndicats... ont appelé à reprendre le travail.

LE PTB ET LES DIRECTIONS SYNDICALES

Mais le vrai problème, ce ne sont pas les syndicats. C'est le manque de militants révolutionnaires. Or, du moins en Wallonie, le discrédit des partis politiques classiques profite actuellement surtout au PTB, qui monte dans les sondages. Ce parti ex-maoïste a des militants dans les entreprises et dans les syndicats. Mais le PTB n'a pas eu un seul mot de critique vis-à-vis des directions syndicales, laissant ainsi ses militants sans autre direction.

Nous sommes très petits, mais nous avons défendu, au moins sur le papier de nos tracts, la perspective de la démocratie ouvrière et des comités de grève.

Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)

Plus de deux mois après les élections législatives, c'est toujours le suspense: quelle coalition va gouverner le pays? Depuis que les négociations entre conservateurs (CDU/CSU), libéraux (FDP) et Verts ont volé

en éclats, les espoirs se portent vers une poursuite de la grande coalition entre la CDU de Merkel et le Parti social-démocrate SPD. Ce dernier avait au début catégoriquement refusé cette option. Depuis, il est en train

d'y revenir, à son corps défendant: il sait qu'il risque de le payer cher et aurait vraiment préféré un passage par l'opposition pour se réconcilier avec sa base et dans l'espoir de retrouver son électorat.

UN MÉCONTENTEMENT DES DEUX BORDS DE L'ÉLECTORAT

En effet les résultats électoraux, qui rendent la formation d'un gouvernement stable un peu plus compliquée, traduisent un mécontentement grandissant vis-à-vis de cette grande coalition qui a gouverné ces dernières années. Un mécontentement des deux bords de l'électorat.

Il y a l'électorat conservateur des classes moyennes, qui trouve que la CDU a mené, sous Merkel et la grande coalition, une politique trop sociale-démocrate, avec l'introduction d'un salaire minimum, d'une loi contre l'augmentation abusive des loyers et évidemment avec sa politique envers les réfugiés.

Et il y a une partie de la classe ouvrière qui doit se battre au jour le jour pour s'en sortir, victime de l'explosion des contrats précaires et mal payés, des petites retraites, des loyers qui grimpent... et à qui CDU et SPD n'ont pas arrêté de raconter que tout allait bien en Allemagne et qu'il y a du travail en abondance. Beaucoup en veulent à ces politiciens arrogants qui leur disent en somme qu'ils n'ont pas à se plaindre et que, s'ils ne trouvent pas de travail, ce serait de leur faute.

TENDANCE À LA DROITISATION, TOUS BORDS CONFONDUS

Ce mécontentement a fait baisser les scores de la CDU et du SPD. Il a profité au Parti libéral FDP, qui a fait une campagne propatronale et à droite, et plus encore au parti d'extrême droite AfD, qui a fait 12,6% des voix. C'est la première fois qu'un parti d'extrême droite entre au Parlement allemand depuis les années 1950. Et tout le cirque



SPIEGEL.DE

Le 7 décembre 2017, lors d'un congrès exceptionnel du SPD, après un long débat, une majorité des délégués vote pour l'ouverture de négociations avec la CDU en vue de former un gouvernement.

actuel autour de la formation d'un gouvernement risque de renforcer le dégoût général de la politique et, par là, de renforcer l'extrême droite.

Tous les partis vont probablement évoluer plus à droite encore, à commencer par la CDU. En effet les pertes de la CDU et les succès électoraux du FDP et de l'AfD ont déjà bien renforcé l'aile droite de la CDU, critique de la politique de Merkel. Jusque-là l'alliance fiable avec le SPD avait servi de contrepoids à Merkel face aux critiques de son aile droite. Le refus inattendu du SPD, le soir des élections, de continuer la grande coalition, a largement contribué à affaiblir la position de Merkel.

ATTAQUES ANTILOUVRIÈRES EN PRÉPARATION ET LICENCIEMENTS PRÉSENTS

On risque aussi de voir une accélération des attaques du gouvernement contre le monde du travail. En fait, ces dernières années, alors que les attaques dans les entreprises n'arrêtaient pas, il n'y en avait pas tant de la part du gouvernement, en

tout cas comparativement aux pays voisins. D'abord Schröder en avait déjà imposé tant avec des conséquences graves, notamment les lois Hartz, et puis les recettes de l'État étaient plus élevées que les années précédentes; en plus, l'économie se trouvait artificiellement relancée par une grande spéculation immobilière.

Cela dit, le relativement bon état des entreprises allemandes accélère surtout la spéculation fiévreuse sur leurs actions. Le DAX, l'équivalent allemand du CAC 40, qui, à la veille de la crise de 2008, avait atteint un record historique de 7 000 points, se trouve maintenant... à plus de 13 000 points.

En tout cas, le patronat fait entendre clairement qu'il attend maintenant du gouvernement la mise en œuvre d'attaques de plus grande envergure contre le monde du travail. Deux champs d'attaques se dessinent déjà. D'abord le temps de travail: le patronat veut imposer le droit d'exploiter les travailleurs quand cela l'arrange. Et tous les partis, du SPD à l'extrême droite, leur préparent le terrain, avec le Parti libéral en tête qui revendique

carrément l'abolition de toute réglementation – qu'il s'agisse du travail du dimanche ou du volume horaire maximum par jour.

L'autre attaque se fait sous le mot d'ordre : industrie 4.0. Tous les partis expliquent qu'il faudrait d'urgence faire avancer la numérisation pour que l'industrie allemande reste compétitive, mais que cela entraînerait automatiquement la destruction de beaucoup d'emplois. Tout un battage idéologique qui semble non seulement servir de prétexte pour de nouvelles subventions au patronat, mais aussi préparer le terrain à de nouvelles lois antiouvrières sous prétexte de sauver la compétitivité de l'industrie allemande.

Ajoutons que les syndicats de l'industrie participent au matraquage idéologique. Ils expliquent que cette transformation de l'industrie est nécessaire, mais qu'ils se battront pour obliger le patronat à financer... des formations de reconversion.

Les directions syndicales justifient donc le caractère prétendument naturel des licenciements, au bonheur du patronat qui n'attend pas cette fameuse industrie 4.0 pour licencier. Au contraire, les plans de licenciements battent leur plein. Le plus récent, c'est Siemens qui, avec un bénéfice de plus de six milliards d'euros, veut fermer plusieurs usines et licencier 7000 travailleurs. C'est la même chose pour le géant de l'acier ThyssenKrupp, pour Bombardier, Volkswagen, Commerzbank, Deutsche Bank, Deutsche Bahn Cargo... Pour le moment, en dehors de quelques manifestations symboliques, ces licenciements ne provoquent pas de réaction.

Voz obrera (Espagne)

On ne peut pas séparer la crise catalane de la situation

MOBILISATIONS DANS LES HÔPITAUX

En revanche, le secteur hospitalier a connu cette année quelques mobilisations. Le manque de personnel, qui devient insupportable, a fini par changer l'ambiance parmi le personnel soignant, jusque-là quasiment sans traditions de lutte et peu syndiqué. Le syndicat de secteur, Verdi, qui voit là une occasion pour recruter, a entamé une campagne avec des journées de mobilisation pour revendiquer plus de personnel. Verdi tient la mobilisation à bout de bras. Elle est organisée de façon très bureaucratique. La centrale à Berlin décide par exemple combien d'hôpitaux dans le pays ont le droit de faire des journées de grève, et quand. Mais quand même, des travailleurs se mobilisent, souvent pour la première fois de leur vie, et avec des revendications offensives. Et cela change agréablement du discours commun des patrons, partis politiques et syndicats de l'industrie, qui racontent que réduire le personnel et travailler plus est inévitable.

DISCRIMINATION CONTRE LES TRAVAILLEURS TURCS ET MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Deux événements politiques surtout ont marqué le climat. D'abord, les tensions entre les gouvernements allemand et turc. Du côté des travailleurs turcs, ces tensions ont renforcé un réflexe de défense du gouvernement turc et, las de se justifier, un refus de nombre de travailleurs de discuter po-

litique avec des Allemands. En revanche, beaucoup de travailleurs allemands, polonais, etc., en ont discuté toute l'année, ne comprenant pas que leurs collègues turcs semblent soutenir pareil dictateur. Et, avec le ton qui montait entre les deux gouvernements, ils devenaient plus réceptifs aux discours de droite. Beaucoup prenaient par exemple position pour leur État, l'État allemand, disant qu'il ne devrait pas se laisser humilier par Erdogan. Nous avons essayé de faire réfléchir à la discrimination vécue par les travailleurs turcs, aux rapports de domination réels entre les deux pays, tenté d'œuvrer pour que le fossé entre travailleurs ne se creuse pas plus encore.

Le deuxième événement, c'était les élections. Pour la première fois, nombre de travailleurs se posaient la question de voter pour l'extrême droite. Avec des arguments de classe, il a été possible d'en toucher et dissuader quelques-uns, une minorité certes. Bien des gens ont aussi été choqués par la soudaine montée des scores de l'extrême droite. Certains jeunes se disaient qu'il faut sans attendre agir pour lutter contre cette évolution, ce qui a permis des discussions.

Avec la fin du long fleuve tranquille de la situation politique en Allemagne, suite à la victoire de Trump, au Brexit, à la peur du Front national en France et à la montée de l'extrême droite maintenant en Allemagne aussi, certains commencent à se poser des questions sur cette évolution menaçante du monde. Espérons que l'indifférence et l'apolitisme qui prévalent laissent place à plus de curiosité et d'intérêt pour les idées de ceux qui veulent changer le monde.

générale de toute l'Espagne, de l'aggravation de la situation de

crise économique à l'échelle de tout le pays. Celle-ci a des

conséquences pour les classes populaires dans toutes les autonomies, les grandes régions du pays.

LES RACINES ÉCONOMIQUES DE LA CRISE CATALANE

Bien que les médias et le gouvernement nous répètent que la reprise économique est là, la réalité est tout autre. Selon l'Institut national de statistique lui-même, il y a plus de risque de pauvreté actuellement qu'en 2011, quand Rajoy, chef de la droite, le Parti populaire (PP), est arrivé au gouvernement.

Ce même organisme signale que les familles espagnoles ont aujourd'hui des revenus inférieurs aux années précédentes, quand, disent-ils, la crise a frappé le plus dur.

Et tout cela malgré le fait que, effectivement, le PIB du pays a augmenté. Cette richesse ne va pas aux travailleurs mais dans les poches des riches et dans les paradis fiscaux. L'exploitation à l'origine de cette richesse est devenue la norme, comme dans le cas des femmes de ménage des hôtels qui travaillent pour 2,15 euros par chambre.

La réforme du Code du travail de Rajoy remonte à cinq ans déjà et ses conséquences se voient clairement : emploi précaire et temporaire partout. Cette réforme a beaucoup facilité les licenciements collectifs en supprimant l'autorisation administrative préalable qui était nécessaire. Beaucoup de jeunes travailleurs n'imaginent même plus en rêve obtenir un jour un emploi fixe avec des conditions correctes. Le peu de travail qui est créé est réparti, ce qui est démontré par le fait que les heures travaillées dans les entreprises n'ont pas augmenté. Le travail qui, avant, était réalisé par un travailleur à temps complet, l'est aujourd'hui par trois à temps

partiel. De cette manière, le chômage se maintient un peu en dessous de quatre millions.

Les salaires sont en chute libre pour ceux qui conservent un emploi, et encore au prix de la perte de nombreux droits. Dans la chaîne de sous-traitance en cascade, les conditions de travail se dégradent à chaque étape et les heures nécessaires pour arriver à un salaire correct sont interminables. Tout cela pendant que les grandes banques et les grandes entreprises augmentent leurs bénéfices déjà considérables.

LUTTES DE DOCKERS, D'ENSEIGNANTS, ET MARCHES DE LA DIGNITÉ

Face à cette situation qui ne s'améliore pas, les travailleurs et la population en général montrent leur mécontentement mais, cette année, il n'y a pas eu de grandes luttes. C'est plutôt le contraire, de la démoralisation partout et une démobilitation généralisée.

Il y a eu des luttes, par exemple celles de Panrico, Coca-Cola, dans l'industrie de la viande, etc., mais uniquement des luttes défensives et plus ou moins isolées. Nous avons également connu une grève générale dans l'enseignement, contre la réforme imposée par le gouvernement, qui se dirige vers un modèle d'enseignement plus élitiste, une grève plutôt bien suivie.

La lutte peut-être la plus intéressante, et qui a beaucoup fait parler, a été celle des dockers dans les ports, qui se sont mobilisés à travers toute l'Espagne, comme un seul homme, contre la réforme imposée par le PP, et qui a reçu un appui international. Le gouvernement voulait libéraliser le secteur, un mot qui en général recouvre le fait que les entreprises les plus puissantes imposent leurs

conditions, en écartant les droits et les conditions de travail dont les dockers profitaient jusque-là.

Non seulement les ports espagnols étaient paralysés, mais les dockers d'autres pays comme à Marseille ou à Tanger promettaient également de se mobiliser si leurs camarades n'étaient pas entendus par le gouvernement. Après cinq mois de lutte et de très nombreuses attaques de la presse et du gouvernement, les dockers ont signé la fin du conflit, qui n'a pas pu éviter complètement la libéralisation du secteur mais a arraché certaines garanties.

Cette année encore ont eu lieu les Marches de la dignité, qui ont commencé en 2014, pour manifester une journée de manière unitaire, avec toutes les organisations et partis qui dénoncent le chômage et l'austérité. Ces marches ont réuni jusqu'à deux millions de personnes sous le slogan commun « *Pain, travail et logement* ».

Pour nous, ce jour a une grande importance car la classe ouvrière descend en tant que telle dans la rue, unie et mettant en avant ses propres intérêts de classe. C'est pour cela qu'en mai dernier nous sommes retournés dans les rues de Madrid, malheureusement beaucoup moins nombreux mais tout de même plusieurs milliers.

RÉPRESSION GOUVERNEMENTALE

D'autre part, la répression continue de tomber sur tout ce qui bouge. La liste des poursuites judiciaires, amendes et y compris peines de prison contre des travailleurs, des militants et y compris des artistes, continue de s'allonger.

Le dernier fait en date qui nous a indignés, c'est la demande de deux ans de prison pour un youtubeur qui a interviewé un membre du GRAPO,

une organisation armée d'extrême gauche démantelée il y a des années et dont la plupart d'entre nous ne se souviennent même pas de l'existence. L'objectif du gouvernement est de nous apprendre à avoir peur et que cela, en plus de la précarité, fasse taire la contestation. Il répète en boucle le message: il faut faire respecter strictement la loi, et cela justifie les poursuites en justice contre des syndicalistes simplement pour être intervenus sur un piquet de grève. Le plus savoureux c'est que le PP, un parti dont de nombreux responsables sont en prison et qui compte autour de 900 cas de corruption, exige ce strict respect de la loi! [...]

LA CRISE CATALANE

La crise politique en Catalogne est devenue nationale et déchaîne les passions. Le gouvernement de Catalogne était composé de membres de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), le parti de centre-gauche traditionnellement indépendantiste, et le Parti démocrate européen catalan (PDeCAT), parti de droite, nationaliste et maintenant indépendantiste. Ce gouvernement était appuyé par la Candidature d'unité populaire (CUP), gauche anticapitaliste. Il a décidé de suivre sa feuille de route vers l'indépendance, premièrement en organisant un référendum que l'État central avait interdit, et ensuite, au vu des résultats, en proclamant la République catalane. Le gouvernement catalan s'affrontait directement de ce fait au gouvernement central de Rajoy.

Ce dernier a envoyé en Catalogne des bateaux remplis de policiers et de gardes anti-émeutes, réussissant ainsi à étouffer le désir de larges secteurs de la population de choisir son avenir politique.

Le mécontentement popu-

laire qui existe en Catalogne, du fait de la crise et de l'austérité, existe dans toute l'Espagne. En Catalogne il a été conduit vers le souverainisme par les manœuvres des uns et des autres, aussi bien les politiciens catalanistes que les politiciens dits espagnolistes ou unionistes. Un match entre voleurs, c'est ainsi que nous le résumons.

La conséquence, c'est la polarisation de la société catalane en deux moitiés et un appui généralisé au gouvernement de Rajoy dans le reste du pays. Cela a permis de faire passer au second plan la réalité sociale, la corruption et la politique antiouvrière des uns et des autres. Voilà pour résumer une situation qui a été très mouvante au jour le jour, avec une véritable hystérie d'accusations et de contre-accusations. Le discrédit de Rajoy a disparu; il sort de cette crise renforcé, appuyé en plus par les socialistes et le parti de centre droit Ciudadanos.

Le pire est que l'indépendantisme a renforcé l'extrême droite qui, en raison de notre passé récent, des quarante ans de dictature, n'apparaissait pas ouvertement jusqu'à aujourd'hui, ce qui peut donner une idée de la droitisa-

tion qui s'est produite en Espagne. Pour la première fois depuis la mort de Franco on a vu des drapeaux monarchistes en quantité significative aux balcons des quartiers populaires. Y compris en Catalogne le conflit a permis à la droite espagnoliste et à certaines personnalités socialistes, d'organiser des mobilisations massives pour l'unité de l'Espagne et de créer un état d'esprit d'hostilité active à l'indépendance parmi la population catalane non souverainiste.

Il est certain qu'en dehors des manœuvres politiciennes des uns et des autres pour le pouvoir et le contrôle des institutions, il existe également une mobilisation populaire en faveur de l'indépendance qui répond et s'affronte à la politique antisociale qu'a menée le PP contre la population. Cependant le nationalisme est un piège qui ne peut mener qu'à une impasse les travailleurs et les classes populaires en Catalogne et dans le reste du pays. Les bénéficiaires de cette situation sont la bourgeoisie et ses partis politiques, qui s'affrontent pour le contrôle de secteurs de l'appareil d'État et des bénéfices qu'ils peuvent en retirer au travers des différents budgets. Le problème est que



l'indépendantisme est appuyé en Catalogne par une fraction importante de la population.

Cette situation génère une tension, un antagonisme parmi les classes populaires. À la montée du catalanisme répond celle de l'espagnolisme. On disait souvent que Franco, par sa répression, avait fait plus que n'importe qui pour la montée du catalanisme; c'est vrai aujourd'hui pour Rajoy.

Le capitalisme en Espagne comme en Catalogne a parié sur les sentiments patriotards pour imposer la même politique, la même exploitation au profit de la bourgeoisie. Son outil le plus efficace: dresser les travailleurs et les classes populaires les uns contre les autres et dévier la crise économique et sociale sur son terrain.

C'est précisément cette crise économique et sociale qui a déterminé, en dernière analyse, le virage de la droite catalaniste et de sa base petite-bourgeoise vers l'indépendantisme. Cette fuite en avant leur a permis de se mettre à la tête de la mobilisation et de se poser en victimes du vieil autoritarisme issu du franquisme de l'État espagnol et du gouvernement de Rajoy. Avec Puigdemont en Belgique, dans son exil d'opérette, et une partie de ses ministres en prison ou devant les tribunaux, le climat s'est dégradé. Ils sont déjà tous en campagne électorale, puisque Rajoy a convoqué des élections régionales en Catalogne pour le 21 décembre.

Le processus catalan n'aurait pas eu d'autre répercussion que les manœuvres politiciennes des partis s'il n'y avait pas eu une mobilisation réelle et massive, depuis plusieurs années, en faveur de l'in-

dépendantisme. Cette orientation s'est concrétisée par une lutte pour le droit d'organiser un référendum dont le résultat aurait force de loi, puis par l'organisation du référendum du 1^{er} octobre de cette année, la résistance aux tentatives de Rajoy d'empêcher ce référendum par la force, et l'opposition à l'article 155 de la Constitution, qui a permis de dissoudre le Parlement catalan, de convoquer de nouvelles élections et de mettre en prison une partie du gouvernement catalan.

UNE MOBILISATION SUR LE TERRAIN DE LA BOURGEOISIE

Cette mobilisation populaire pour l'organisation d'un référendum s'est faite au travers de Comités de défense du référendum, les CDR, transformés ensuite en Comités de défense de la République. Dans beaucoup de quartiers populaires, de petites villes et de villages, ces comités ont organisé le référendum, résisté à la police et participé aux grandes manifestations. Cela a donné un caractère populaire à l'organisation du référendum. Au cours de la dernière grève, mercredi 8 novembre, ils ont coupé des routes et des voies ferrées. Mais ces comités citoyens, qui regroupent des gens de sensibilités politiques diverses, ne sont pas allés au-delà des simples revendications démocratiques et indépendantistes, avec une absence totale de perspective de classe.

Le monde du travail est resté à la marge, dans sa grande majorité, en tant que classe. Cela ne signifie pas qu'il n'a pas participé, individuellement, aux

mobilisations. Mais ses intérêts, ses nécessités et ses revendications propres ne sont pas apparus. On peut même dire qu'ils ont été masqués par toute la crise politique et la répression du gouvernement central... et catalan. Pour donner un exemple, dans quelques jours, six participants à un piquet de grève en 2012 seront jugés sur la demande de l'entreprise Starbook et des institutions catalanes, qui demandent six ans de prison. Pendant ce temps, tout ce qui apparaît dans les médias ce sont les prisonniers politiques catalanistes.

Le nationalisme n'est pas seulement une impasse pour le monde du travail, c'est décidément un poison très dangereux, qui n'hésite pas à recourir au mépris envers les autres et qui comprend y compris parfois un certain racisme dans bon nombre de ses arguments.

En tant que groupe politique nous sommes restés pratiquement seuls à défendre les idées communistes et internationalistes. La majorité des groupes d'extrême gauche se sont mis à la remorque des mobilisations indépendantistes en prétendant que la Catalogne est opprimée et que cette mobilisation populaire va affaiblir la droite espagnole, voire la monarchie. Des courants parlent même d'une révolution catalane. [...]

Nous sommes certains que tôt ou tard le monde du travail se manifesterait par ses luttes et mettrait en échec les stratégies de la bourgeoisie avec ses nationalismes, ouvrant ainsi des perspectives de lutte pour le communisme. Bon courage dans votre travail militant, camarades, l'avenir appartient à notre classe, la classe ouvrière.

Lutte ouvrière (La Réunion)

La situation sociale et économique à La Réunion reste toujours marquée par le taux élevé du chômage. Fin octobre,

le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A était de 135 700 sur une population de 851 000 habitants. Ce nombre

a augmenté de 0,4% en trois mois. Toutes catégories confondues, le nombre de chômeurs avoisine les 150 000.

Dans ce contexte de chômage massif, la baisse des contrats aidés décidée par le gouvernement au mois d'août est lourde de conséquences. Le nombre de contrats aidés serait passé au second semestre 2017 de 11 000 à un peu moins de 4 000. Les conséquences ont été immédiates. Par manque de personnel, la rentrée scolaire a été décalée de cinq jours dans la plupart des communes.

Dans les entreprises, les licenciements continuent. À Immobilière Réunion, une entreprise mise en liquidation judiciaire il y a deux mois et demi parce que son propriétaire Apavou, classé 169^e fortune de France par le magazine Challenges, devait 7 millions d'euros à la Sécurité sociale et aux caisses de retraite, 39 salariés se sont retrouvés sur le carreau; chez Mobile Réunion, filiale de SFR, 40 salariés ont subi le même sort à peu près pour les mêmes raisons. Et encore plus récemment, ce sont 40 ouvriers d'Arcelor Mittal qui ont été licenciés, la moitié de l'effectif, sous prétexte que les concurrents cassaient les prix.

La jeunesse, dont 60% est au chômage, paie un lourd tribut à la politique du gouvernement et aux agissements du patronat et n'a pas d'autre perspective que la précarité. Les « carrefours de l'emploi » ou autres job dating sont des exercices humiliants où il faut essayer de se vendre en moins de 10 minutes et dont on sort rarement avec un contrat ou même une promesse d'embauche. Fin novembre, 700 chômeurs sont venus à un job dating tenter de décrocher un des 70 emplois proposés par une entreprise d'intérim dans les secteurs de la grande distribution, de l'entretien des espaces verts ou des services à la personne. Il s'agissait d'emplois d'une ou deux semaines à un mois maximum!

LA « PRÉFÉRENCE RÉGIONALE » ET LE PCR

Un mauvais bruit de fond accompagne la situation dégradée que vivent les travailleurs, les chômeurs, les familles populaires: c'est ce qui se cache sous le terme de la préférence régionale. De droite et de gauche, élus, intellectuels, économistes proclamés relaient l'idée que ce ne sont pas les patrons qui sont responsables du chômage mais ceux qui viennent prendre le travail des Réunionnais. Ce miroir aux alouettes qu'agitent aujourd'hui la plupart des élus a été mis en avant d'abord par le PCR, notamment son fondateur Paul Vergès qui défendait « *un programme pour les Réunionnais* ». Vergès et ses successeurs ont fait de la préférence régionale leur principal cheval de bataille.

LE POISON RÉGIONALISTE TUE L'IDÉE DE LUTTE DE CLASSE DANS LA CLASSE OUVRIÈRE.

Le PCR défend le projet d'« une collectivité unique » dans le cadre de la Constitution de la République. Il justifie cette demande par l'expression « les Réunionnais sont capables ».

Cette idée faussement simple, qui assimile dans un même vocable patrons et ouvriers, range les classes populaires derrière les intérêts des patrons et de la petite bourgeoisie.

Avoir plus d'autonomie pour adapter des lois, voire légiférer pour passer des accords de libre-échange avec les pays voisins en « *repensant au rôle de La Réunion dans la zone océan Indien* » et ses relations avec Paris et l'Europe, voilà l'essentiel de la politique du PCR.

PATRONS, EXPLOITEURS DORMEZ TRANQUILLES!

Aujourd'hui le PCR a perdu beaucoup de son influence mais sa politique a préparé le terrain à d'autres y compris à la droite qui dirige la région. Son président, à son tour, souhaite la mise en place d'un nouveau cadre législatif, d'une loi organique d'expérimentation et d'adaptation spécifique à La Réunion sur les sujets majeurs tels que la fiscalité des entreprises, l'aménagement du territoire ou encore la coopération régionale.

RÉGIONALISME SYNDICAL ET ALIGNEMENT DERRIÈRE LA BOURGEOISIE

Ces orientations déroulent un tapis rouge sous les pieds du patronat qui n'agit bien sûr qu'au nom des intérêts de La Réunion et des Réunionnais.

Les syndicats de travailleurs y compris la CGTR n'ont au fond pas d'autre politique.

Pour exemple, le 5 septembre, à l'initiative des patrons du BTP, organisations patronales et syndicats de salariés de la branche dont la CGTR BTP, se sont réunis au sein d'une interpro et ont appelé les salariés et les « chômeurs qualifiés » à défiler ensemble bras dessus, bras dessous, dans les rues de Saint Denis pour réclamer un « plan Marshall pour sauver la filière à l'agonie ». Pas moins de 3 000 personnes se sont retrouvées derrière la banderole commune, suivant les seuls mots d'ordre du patronat, à savoir la sanctuarisation des charges sociales et du CICE, le gel de la dégressivité des exonérations de charges sociales pour les salaires supérieur à 1,4 SMIC, La Réunion en zone franche globale, etc.

Les chantiers étaient fermés et la journée payée... à ceux qui étaient à la manifestation, durant laquelle les patrons ont



CLICANOO.RE

Réunion patronat et syndicats pour préparer la manifestation commune du BTP du 5 septembre 2017. Au centre, Bernard Siriex, président de l'organisation patronale FRBTP, à sa gauche, Jacky Balmine, secrétaire général de la CGTR-BTP.

fait des pointages des ouvriers présents. Cette pression a d'autant pu s'exercer que le secrétaire général de la CGTR-BTP a déclaré qu'il était disposé à faire grève comme ça tout le temps du moment que les patrons payent !

Un autre exemple : en juin et juillet, durant plusieurs semaines, des planteurs manifestaient et réclamaient aux patrons usiniers, le groupe Tereos, une revalorisation du prix de la tonne de canne. Avec leurs actions et manifestations, les planteurs allaient même retarder l'ouverture de la campagne sucrière.

Dans ce conflit les politiciens de tous bords, PCR inclus, n'ont pas cessé de défendre exclusivement le point de vue des planteurs, la défense de la filière canne. La CGTR de son côté, a à juste titre apporté son soutien à la lutte des planteurs contre les usiniers, mais ses dirigeants n'ont pas voulu appeler les travailleurs du secteur, notamment les ouvriers d'usines et les ouvriers agricoles, à rejoindre le mouvement des planteurs sur la base de leurs propres revendications.

Pour eux, il était seulement question de défendre la filière canne contre Tereos qui dicte sa loi à La Réunion.

LE DÉLIRE DU « GRAND REMPLACEMENT »

Le poids du chômage et les frustrations qu'il engendre amènent une partie de la petite bourgeoisie mais aussi certaines catégories de travailleurs qui aspirent à occuper des postes de responsabilités, d'encadrement à s'exprimer contre les Zoreils – les Français de métropole.

Certains individus en viennent même à considérer qu'il existe un mécanisme mis en place par l'État français depuis de nombreuses années pour vider La Réunion des Réunionnais pour les remplacer par les Zoreils.

Pas plus tard qu'il y a quinze jours, un débat était animé par un enseignant en économie ayant pour titre et pour thème : « Le grand remplacement ? L'accès des Réunionnais aux emplois locaux et les conséquences démographiques sur la société réunionnaise. » C'était, selon le conférencier, sa 57^e intervention en huit mois. Sur cette période il aurait eu au total 2 300 personnes pour venir l'écouter.

Son intervention visait à démontrer que les Réunionnais subissent la préférence métropolitaine (celle des cadres mé-

tropolitains); qu'un « génocide invisible » (expression empruntée à un indépendantiste réunionnais) va se produire si les Créoles ne réagissent pas pour ne pas se retrouver en minorité vers 2070 dans leur propre pays comme ça s'est produit, selon lui, avec les Kanaks, les Guyanais, les habitants de Saint-Martin. Selon lui, ce n'est pas faire du racisme anti-zoreil que de défendre cette position. C'est le rejet d'une politique colonialiste. Ce conférencier, qui se dit de gauche, s'est même permis de citer Marx et Engels pour leur faire dire qu'il « faut savoir mettre la lutte de classe de côté » un moment !

Il y avait une cinquantaine de personnes d'une moyenne d'âge de 55 ans à ce débat. Un public plutôt de gauche : syndicalistes de la CGTR, dirigeants de la FCPE, militants du PS, du PCR, des personnes qui se réclament d'extrême gauche mais sur des positions nationalistes.

Nous sommes intervenus pour défendre un point de vue de classe (nous présentant comme Lutte ouvrière, nous revendiquant de Marx, d'Engels, de Lénine) en disant que nous trouvons légitime que les Réunionnais veuillent travailler et vivre dans leur île mais qu'il ne faut pas se tromper de cible ; qu'il faut désigner les vrais responsables du chômage que sont les patrons, les capitalistes qui licencient avec l'aide des gouvernements. Nous avons affirmé que les travailleurs à La Réunion auraient raison de se battre pour avoir du travail, mais sur un terrain de classe, qu'ils soient noirs, blancs, créoles, zoreils.

La petite bourgeoisie, les familles dont les enfants ont fait des études supérieures mais ne trouvent pas de travail ne se tournent pas vers la lutte de classe. Ils observent que des emplois bien rémunérés sont accaparés selon eux par des réseaux de métropolitains.

On retrouve de plus en plus ce discours chez certains enseignants, des militants politiques de groupuscules nationalistes ou associatifs s'en rapprochant.

Ce sentiment anti-zoreils est moins marqué au sein des classes populaires qui elles ne briguent pas des postes supérieurs. Mais en revanche, au sujet du logement, des aides sociales, les propos sont plus tournés contre les Mahorais, les Comoriens, les Malgaches accusés de prendre la place des Réunionnais.

LES TRAVAILLEURS ONT LEURS PROPRES INTÉRÊTS À DÉFENDRE

Cette période de crise avec le poids du chômage, la dégradation des conditions de travail

et de vie, est un terrain fertile pour de fumeuses théories comme « le grand remplacement » qui ne peuvent qu'alimenter des courants nationalistes ou d'extrême droite. Toutes ces idées contribuent à brouiller la conscience de classe des travailleurs mais ne leur lient heureusement pas les mains. Les travailleurs le montrent régulièrement en menant des luttes dans leurs entreprises et plus généralement en se mobilisant contre les attaques du patronat et du gouvernement.

Il y a eu quelques grèves cette année, notamment les ouvriers du BTP de la nouvelle route du littoral pour des augmentations des salaires et des primes; à La Poste pour de meilleures conditions de travail, au Groupement des personnes handicapées, dans les Finances publiques,

dans les hôpitaux pour dénoncer les suppressions d'emplois.

Dans les écoles de la ville du Tampon, des Atsem se sont mises en grève pendant plusieurs semaines avec le soutien des enseignants et des parents pour dénoncer la baisse des contrats aidés et réclamer des embauches.

À Mayotte, nous restons en permanence attentifs à ce qui s'y passe. La population et les travailleurs ont montré de la combativité à plusieurs reprises en faisant grève et en manifestant, dans certains cas durant plusieurs semaines, au Port de Longoni, au CHM, dans l'Éducation nationale, dans le groupe Colas, etc. pour des augmentations de salaires, de meilleures conditions de travail ou plus généralement contre la vie chère.

Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire)

LA MUTINERIE DES SOLDATS

Cette année a été marquée par plusieurs mutineries de soldats qui revendiquent des rémunérations et des grades supérieurs. Des caches d'armes impliquant des hautes personnalités ont été découvertes à Abidjan et Bouaké, une importante ville dans le centre du pays. Ces mutineries se produisent régulièrement puisque que le président actuel, Ouattara, s'est hissé au pouvoir en s'appuyant sur des hommes en armes qui rappellent périodiquement qu'ils existent et sont prêts à faire parler les armes s'ils n'obtiennent pas satisfaction. C'est un feuilleton à rebondissement qui risque de revenir sur le devant de la scène à l'approche des futures élections présidentielles prévues pour 2020.

L'INSÉCURITÉ À ABIDJAN ET L'INTÉRIEUR DU PAYS

Depuis près de trois ans, les habitants des quartiers populaires d'Abidjan vivent sous la menace permanente des jeunes délinquants appelés « microbes ». Avec leurs machettes, ils agressent impunément les pauvres gens. Le gouvernement, de temps en temps quand il y a des événements comme l'organisation des Jeux de la francophonie, fait semblant de lutter contre cette délinquance. Une fois les rideaux tombés, les opérations de lutte tombent aussi.

LA QUESTION DES DÉGUERPISSEMENTS

L'autre violence que vivent les petites gens des quartiers pauvres vient des autorités elles-mêmes: il s'agit des opéra-

tions dites de déguerpissement qui consistent à chasser les habitants des quartiers précaires ainsi que tous ceux qui essaient de survivre en faisant du petit commerce sur les bords de trottoirs. En fait, les petites gens sont poussés vers les quartiers périphériques de la ville, pour laisser place aux promoteurs immobiliers qui en ont de plus en plus besoin. Ces déguerpissements se font à coups de bulldozers qui rasant à grande vitesse tout un quartier sous la surveillance des soldats armés. Ils détruisent tout sur leur passage, même les biens et les meubles que la famille n'a pas pu emporter à temps. C'est le cas aujourd'hui de plus de mille familles qui habitaient dans l'emplacement actuel du nouveau stade de football en construction. À cela s'ajoute le déguerpissement des trottoirs en vue des grands événements, comme ça été le cas à Abidjan

qui vient d'accueillir le sommet Union européenne-Union africaine (UE-UA).

LE PROBLÈME FONCIER, L'ETHNISME ET LA XÉNOPHOBIE

Dans les campagnes c'est surtout dans l'Ouest que l'on assiste à des violences à caractère ethnique ou xénophobe en lien avec le problème foncier.

Comme on l'a déjà vécu dans le passé, c'est dans cette région forestière de l'Ouest que des populations venues du Nord ainsi que des Baoulé venus du centre ont afflué au fil du temps parce que la terre y est bonne pour la culture du café et du cacao, ce qui n'est pas le cas dans toutes les régions du pays. Cette région est considérée comme un eldorado, comparativement à la sécheresse et la misère qui sévissent dans d'autres régions. Le problème qui se pose aujourd'hui, c'est que les terres se font rares et sont à la fois convoitées par ceux qu'on appelle les natifs ou autochtones et aussi par ceux qui sont arrivés plus tard. Des forêts dites classées, dans lesquelles l'État interdisait toute plantation, ont été phagocytées. Les gens s'y sont installés pour y pratiquer l'agriculture.

Tout cela ne va pas sans créer des tensions. Ainsi, il n'y a pas plus de deux mois, il y a eu des morts dans la région de Guiglo. Des villages ont été brûlés. Plusieurs milliers de Baoulé ont dû partir suite à un conflit avec les populations Guéré natives de cette région. Dans une telle situation il faut s'attendre à la montée de l'ethnisme et de la xénophobie, sans compter que des politiciens n'hésitent pas à souffler sur la braise pour assouvir leurs ambitions personnelles.

Actuellement, plus d'un millier de militaires sont déployés dans cette région pour s'inter-

poser entre les belligérants.

Pour notre part, nous ne manquons aucune occasion de dénoncer le poison de l'ethnisme et de la xénophobie, pour qu'il ne s'installe pas dans les rangs des travailleurs que nous touchons. Ce genre de propagande affaiblit les travailleurs et renforce le camp des exploiters. Il faut donc le dénoncer et lutter sans compromission contre tout ce qui divise et affaiblit le camp des travailleurs et des pauvres.

L'AGGRAVATION DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

Nous vivons tout cela dans un contexte de dégradation continue de la situation des travailleurs. Cette dégradation a commencé il y a de cela plus de trente ans ! Cette année ne fait pas exception. Vivre avec un salaire de 91 euros, qui est le salaire minimum officiel par mois, est difficile, tellement le coût de la vie est cher.

Le secteur privé moderne totalise un peu plus de 500 000 salariés. Seuls 100 000 d'entre eux sont déclarés et cotisent à la caisse de retraite. Tous les autres sont par conséquent des journaliers corvéables à merci.

La pression du chômage aidant, les travailleurs continuent d'en prendre plein la figure. Les conditions de travail se dégradent.

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DANS LES USINES

Quant à la situation des travailleurs dans les usines, elle n'est pas bien meilleure. À l'effort physique s'ajoute le fait que les conditions de travail deviennent de plus en plus difficiles, sans parler de la pression constante des patrons pour augmenter la production.

Par exemple, à Darling, une entreprise d'un millier de travailleurs située dans la zone industrielle de Yopougon, qui fabrique des mèches de cheveux, la plupart des travailleurs sont des journaliers, pour ainsi dire payés à la tâche. À chaque fois qu'un nouveau produit arrive dans la production, cela se traduit par une augmentation considérable du surtravail et de la pression patronale.

C'est le même constat à Filitisac, une entreprise textile. Il y a une trentaine d'années, sur un effectif de près de 2 000 travailleurs, il n'y avait pas de travailleur journalier. Avec la modernisation des machines, mais surtout avec la course au rendement, l'effectif est passé aujourd'hui à moitié. En plus, les anciens sont remplacés par des journaliers encore plus corvéables.

Aujourd'hui, la situation des travailleurs continue de se dégrader gravement. Tôt ou tard, il y aura le coup de trop ou une étincelle qui finira par mettra le feu à la poudre, comme cela a été le cas chez les fonctionnaires.

LA LUTTE DES FONCTIONNAIRES

C'est cette dégradation des conditions d'existence et le coup de trop venant du gouvernement qui a voulu baisser la retraite des fonctionnaires au même niveau que celui du privé tout en montant le niveau de cotisation, qui a fini par déclencher le plus grand mouvement de grève des fonctionnaires jamais vu dans ce pays. Cette grève avait commencé à la fin de l'année 2016. Elle portait notamment sur des revalorisations salariales, sur la retraite et sur des arriérés de salaires non perçus datant de plusieurs années auparavant.

Au final, le mouvement a été victorieux. Le gouvernement a

cédé sur la plupart des revendications, y compris sur les arriérés de salaires dont il ne voulait pas entendre parler.

LA SITUATION DANS LE SECTEUR DU BÂTIMENT

Les grands chantiers d'État

sont arrêtés depuis quelques années. Apparemment, pour cause de problèmes de trésorerie. Du coup, la majorité des travailleurs se débrouillent sur des petits chantiers.

Mais quelques gros chantiers s'annoncent. C'est le cas, notamment, de la construction

d'un complexe sportif, avec un grand stade de football, qui doit accueillir la CAN 2021. Pour l'instant, ils sont près de 700 sur le chantier. Mais en rythme de croisière, ce sont 1 500 travailleurs qui y travailleront. Déjà des grèves et des luttes ont commencé.

Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)

Commençons par rappeler que le président actuel, Jovenel Moïse, issu du parti de l'ancien président Martelly, a été élu en janvier 2017 grâce au large soutien financier des riches du pays et aux magouilles centrales, avec un demi-million de voix environ sur 6 millions d'électeurs. L'abstention massive de plus de 80% de l'électorat donne une petite idée de son impopularité.

Les premiers mois de son mandat sont marqués par des scandales de corruption, de détournements de fonds publics qui éclaboussent son gouvernement. Mais ce n'est pas une surprise quand on connaît son appartenance politique ainsi que la clique de politiciens dont il s'est entouré. Son indifférence et sa complaisance à l'endroit de ces hauts fonctionnaires corrompus contraste avec son discours d'investiture et ses nombreuses déclarations publiques au cours desquelles il promettait que la bataille contre la corruption serait sa priorité.

Il a plutôt livré une bataille acharnée contre les classes pauvres par l'augmentation des prix des produits pétroliers quelques mois après son installation. Le carburant étant un produit stratégique, les prix du transport en commun ont automatiquement doublé, voire triplé dans certains cas et, comme un effet boule de neige, les prix des produits de consommation courante ont suivi la tendance. Le coût de la vie grimpe, ce qui vient aggraver les conditions

de vie des classes pauvres. Les dépenses augmentent et les salaires diminuent. De nombreux travailleurs sont désormais obligés de se rendre au travail à pied, d'autres s'abstiennent d'acheter à manger dans la journée. Des familles avouent ne pouvoir faire à manger qu'une fois par semaine. La plupart des travailleurs de la zone contractent des prêts usuriers pour pouvoir tenir le coup et s'endettent jusqu'au cou avec les intérêts. Des jeunes, dépités et désespérés, fuient le pays par milliers notamment vers le Chili où le visa d'entrée n'est pas nécessaire.

Partout des voix s'élèvent pour dénoncer l'attitude du président, qui tord le cou de la population pauvre tout en faisant des cadeaux aux plus riches.

CONTESTATION DE LA CLASSE LABORIEUSE

Mais le chef de l'État n'en a cure. Au contraire, il a choisi d'en rajouter une couche par la hausse de certaines taxes sur des services largement utilisés par la population pauvre dans le cadre du nouveau budget. Le président ne voulait pas ajuster le salaire minimum mais il ajuste les taxes et en crée même de nouvelles dans le cadre du nouveau budget. C'était la grogne dans les quartiers!

Jouant sur cette colère grandissante, les leaders de l'opposition politique ont appelé à gagner les rues, ce que des mil-

liers d'habitants de quartiers pauvres ont fait pour crier leur ras-le-bol. Et le nombre ne fait qu'augmenter à chaque manifestation. Jamais le budget national n'avait été à ce point au centre des discussions des couches pauvres de la population. Dans les entreprises, les quartiers populaires, dans les transports en commun, on parle de budget criminel, d'un président et des parlementaires qui veulent saigner davantage les classes laborieuses par des taxes. Les manifestations ont contraint le gouvernement à faire marche arrière en éliminant les nouvelles taxes et en supprimant la plupart des ajustements à la hausse.

Le gouvernement est sorti affaibli de ce mouvement de contestation, qui est sans doute loin de toucher à sa fin. Pas plus tard que la semaine dernière, des milliers de jeunes de quartiers ont encore foulé le macadam pour réclamer cette fois le départ du président.

Du point de vue des luttes, les travailleurs des entreprises ont également rendu au gouvernement la monnaie de sa pièce. Ils ont même démarré en premier, donnant ainsi le ton.

Quelques mois après l'installation du gouvernement le 7 février, une importante mobilisation ouvrière qui a duré environ trois mois – de mai à juillet 2017 – allait en finir avec le peu d'illusions qu'on avait sur lui dans la classe ouvrière. Prisonnier des patrons, Jovenel Moïse, petit patron lui-même,

n'avait pas voulu ajouter un centime au salaire minimum, jusqu'à l'intensification des manifestations ouvrières qui l'ont contraint à le faire.

On chiffrait entre 15 000 et 20 000 les travailleurs qui défilaient à chaque manifestation vers le Palais national, le Parlement ou en direction du ministère du Travail pour exiger la revalorisation du salaire minimum.

Ce mouvement social occupe l'actualité pendant tout un trimestre. La presse bourgeoise était obligée d'en parler. Et certains journalistes ont pris fait et cause pour les ouvriers en condamnant publiquement la répression policière contre les manifestants qui travaillent beaucoup et gagnent très peu.

Dès le début de l'année 2017, en février, l'OTR a lancé une campagne sur la zone et dans la presse pour l'augmentation du salaire minimum et l'amélioration des conditions de travail. Cette agitation devait culminer au 1er mai avec une manifestation pour commémorer cette date. La manifestation a eu lieu avec quelque 300 participants et a été relayée par la presse et surtout sur la zone industrielle, où cela alimentait les conversations quotidiennes. Sitôt informés des échos positifs de la manifestation, nous avons prolongé l'agitation via des tracts. Accueil chaleureux par les travailleurs. L'idée de continuer la mobilisation prenait corps progressivement dans la classe ouvrière, ce qui a poussé des syndicats du textile à lancer un appel à la manifestation, toujours pour la revalorisation du salaire minimum. Les ouvriers

s'apprêtaient à répondre massivement à l'appel, quand ces mêmes syndicalistes ont décidé d'annuler leur mot d'ordre et de différer la manifestation à une date ultérieure, arguant qu'ils étaient en négociation avec le gouvernement. Les ouvriers étaient déçus et en colère, traitant les syndicalistes de petits magouilleurs, de sous-fifres des patrons.

Certains de nos camarades d'entreprises nous ont conseillé de ne pas mettre les pieds ce jour-là sur la zone, craignant qu'on ne soit pris à partie par les ouvriers en colère contre les syndicalistes, avec lesquels la majorité nous confond. On a choisi de s'y rendre quand même avec des tracts appelant les ouvriers à ne compter que sur eux-mêmes, à manifester avec ou sans les syndicalistes. Le début des échanges n'a pas été facile mais, au final, ils ont applaudi les camarades et les tracts sont partis comme des petits pains. C'était pour nous une petite victoire de nos idées et de notre tactique.

Les syndicalistes se sont vite ravisés en lançant sans tarder un autre appel pour la semaine suivante. Plusieurs milliers de travailleurs se sont présentés sur les lieux de travail avant de descendre dans les rues pour exiger l'augmentation du salaire minimum. À chaque appel, cela a été ainsi, pendant environ un trimestre, ponctué de manifestations et de grèves. Pas besoin de dire que les patrons étaient furieux mais ils jouaient sur deux tableaux. Dans la presse, ils montraient au créneau pour vanter la gentillesse de leurs ouvriers respectueux et laborieux en

tirant à boulets rouges sur des syndicalistes violents, radicaux et d'autres fauteurs de trouble venant semer la pagaille au sein de leurs entreprises. Tandis que dans les entreprises, ils réagissaient violemment, en appelant la police pour tabasser les ouvriers à l'intérieur même de certaines usines, en révoquant ceux pointés du doigt comme des leaders. Il y a eu donc une vague de révocations mais la majorité des ouvriers licenciés se sont fait embaucher dans d'autres usines parce que les patrons ont aussi besoin de main-d'œuvre expérimentée pour exécuter leurs commandes dans le meilleur délai.

Les représailles des patrons ont certes provoqué une certaine démoralisation chez des travailleurs mais la majorité ont gardé cet état d'esprit combatif pendant toute l'année en débrayant de temps à autre pour protester contre tel abus ou telle injustice. Récemment, des travailleurs d'une entreprise ont observé une semaine de grève pour exiger le retrait d'une taxe prélevée sur leur salaire. Plus d'une douzaine d'autres ont enchaîné et ont obtenu également gain de cause. Cela a été une réaction presque simultanée de milliers de travailleurs d'usines différentes qui se sont soulevés comme un seul homme pour protester contre la perception de cette taxe par la direction des entreprises. Les travailleurs acquièrent progressivement de la conscience. Ils relèvent la tête et ont compris que c'est par la lutte qu'ils arracheront la satisfaction à leurs revendications. C'est un pas qualitatif qui n'est pas passé inaperçu. [...]

Sınıf Mücadelesi (Turquie)

À la suite de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, Erdogan et son gouvernement ont déclaré une guerre ouverte à leurs anciens amis et asso-

ciés de la confrérie de Fetullah Gülen avec lesquels ils avaient pourtant partagé le pouvoir à partir de 2002. Mais dès 2012, des problèmes sont survenus

pour le partage du gâteau, rapidement suivis d'une guerre ouverte. Et effectivement, depuis le coup d'État raté, la liquidation a commencé. Elle ne s'est

pas limitée aux milieux gülenistes, et s'est étendue aux opposants, les Kurdes, les milieux de gauche y compris certains kéralistes.

Depuis lors, licenciements, arrestations et emprisonnements se succèdent. Chaque semaine, particulièrement dans les régions kurdes, plusieurs dizaines de policiers, militaires ou enseignants sont licenciés sans indemnités ou arrêtés, accusés d'être des « Fetocu » (gülenistes), des terroristes du PKK ou des terroristes de gauche.

Devant la dégradation de la situation et craignant un autre coup d'État militaire, Erdogan a décidé de changer la Constitution pour s'attribuer les pleins pouvoirs. C'était le but du référendum du 16 avril dernier. Bien qu'il ne respecte déjà ni lois ni Constitution, Erdogan et son entourage veulent se mettre pour l'avenir à l'abri des poursuites judiciaires. Quand il a décidé le référendum, Erdogan était sûr de l'emporter. Mais son crédit s'use très vite et quelques semaines avant la date fatidique, les sondages donnaient le non gagnant. D'où le large appel aux votes des Turcs d'Europe et notamment d'Allemagne. Le gouvernement allemand n'ayant pas voulu marcher avec lui, Erdogan est devenu fou furieux et a insulté publiquement Angela Merkel. Finalement il a eu la majorité à quelques voix près, grâce à des manipulations, notamment dans les campagnes. Mais dans l'ensemble des grandes villes, il n'y est pas parvenu. La nouvelle Constitution devrait permettre au chef de l'État d'avoir les pleins pouvoirs. Comme on l'entend dire, il serait le nouveau sultan. Mais il doit encore gagner les élections municipales et présidentielle prévues en 2019. Le bruit court maintenant qu'il organiserait des élections anticipées...

La Turquie n'échappe pas à la crise mondiale. De plus,

comme Erdogan joue cavalier seul face aux États-Unis et autres pays impérialistes, ces derniers commencent à diminuer leurs aides sur le plan économique et financier, avec comme conséquence la baisse importante de la livre turque, qui a perdu 25 % en un an. Il s'ensuit une baisse similaire du pouvoir d'achat, notamment des petits commerçants, qui sont avec les paysans la base électorale d'Erdogan.

Le principal parti d'opposition, le CHP, dit social-démocrate, essaie depuis plusieurs années de profiter de l'usure au pouvoir du parti d'Erdogan, l'AKP, pour prendre la place. Cet été, il a organisé une marche dite pour la justice d'Ankara à Istanbul. Son leader, Kılıçdağlı, a lui-même fait la route, 450 kilomètres à pied, entouré de militants. À la fin du parcours s'est tenu à Istanbul un meeting enchaînant les généralités et la démagogie à l'égard des milieux islamistes, au nom d'un bon islam. Enfin, récemment, un nouveau parti, le « Bon Parti », est apparu sous la direction d'une ancienne dirigeante d'extrême droite, M^{me} Akşener, qui a déjà fait ses preuves en tant que ministre de l'Intérieur et présidente du Parlement. Des sondages lui donnent entre 15 % et 20 % des voix. Certains médias y voient une chance de possible coalition avec le CHP. Usé par son passé au gouvernement contre les masses pauvres des villes et des campagnes, ce dernier ne peut constituer seul une alternative à l'AKP au pouvoir.

L'état d'exception étant toujours en vigueur, les grèves et mouvements sociaux sont interdits. Malgré cela, des mouvements se produisent. Dans l'industrie de la chaussure, notamment, où 50 000 travailleurs sont employés dans diverses villes, presque toujours dans de petites usines. Leur lutte porte sur les conditions de travail

mais aussi sur les salaires qui n'ont pas été augmentés depuis presque dix ans. Ils ont réussi à se coordonner et à mener des actions plusieurs semaines durant, entraînant des travailleurs immigrés syriens. Après plusieurs semaines de lutte, ils ont obtenu en moyenne 50 % d'augmentation.

Dans les mines de charbon de Zonguldak, sur la côte de la mer Noire, les 4 000 travailleurs sont entrés en mouvement début novembre malgré l'opposition de la direction de leur syndicat et les menaces du gouvernement. Celui-ci veut privatiser ces mines comme il l'a déjà fait pour d'autres, mais les mineurs s'y opposent car ils prévoient les conséquences, notamment les accidents comme, en 2014, à la mine de Soma, où 301 mineurs sont morts.

À Zonguldak l'équipe de nuit n'est pas remontée et a occupé la mine, l'équipe de jour restant en surface et entrant à son tour dans le mouvement. Ce mouvement était illégal, mais le gouvernement s'est bien gardé d'intervenir de crainte de déclencher un mouvement général. Il a renoncé à la privatisation après seulement deux jours de grève.

Dans l'industrie d'État du verre, à Lüleburgaz, dans la partie européenne de la Turquie, la direction avait décidé de limiter la production et a licencié 90 travailleurs. Mais au bout de vingt jours de mobilisation, la direction générale a été obligée de les réintégrer dans une autre usine, à Eskişehir. Là aussi les travailleurs ont mené leur lutte eux-mêmes, sans le soutien de la direction de leur syndicat.

Enfin, dans la métallurgie, les conventions collectives auraient déjà dû être renouvelées depuis septembre, entre les patrons et la direction syndicale, mais à ce jour rien n'est encore en discussion. Le patronat voudrait imposer des augmenta-

tions très inférieures au coût de la vie. Les syndicats, notamment le plus puissant, Türk-İş, ont déjà eu des problèmes au printemps 2015 lors du renouvellement de la convention, notamment chez Renault à Bursa. Lors de réunions préparatoires avant l'été, les travailleurs les ont prévenus que, s'ils signaient des conventions collectives sans leur consentement, ils ne les accepteraient pas.

Visiblement, malgré l'atmosphère répressive, le gouvernement et le patronat craignent toujours les réactions de la classe ouvrière. Et après le référendum d'avril, lorsque le gouvernement a tenté de diminuer les indemnités de licenciement, le patronat lui-même a réagi en



Les mineurs de Zonguldak occupant la mine (novembre 2017).

expliquant que ce n'était vraiment pas le moment.

L'état d'exception n'a pas paralysé la classe ouvrière. Quant

aux gesticulations d'Erdogan, face au mécontentement général, il n'est pas sûr qu'elles fassent impression encore longtemps.

L'Internazionale (Italie)

En Italie aussi, dans les milieux de la bourgeoisie, parmi les journalistes et un certain nombre d'intellectuels, il y a un courant d'optimisme quant à la marche de l'économie. Partout, on entend parler de reprise, partout sauf parmi les travailleurs, qui continuent à vivre une crise faite de chômage, de précarité et de bas salaires.

Mais cette «reprise», d'après les représentants du gouvernement et ses soutiens, devrait s'établir autour de 1,5% et elle est au centre des polémiques politiques dans cette période qui précède les élections générales qui auront lieu au printemps.

En fait, le gouvernement s'attribue le mérite de cette reprise. En revanche, l'opposition accuse le gouvernement, ou plutôt les deux gouvernements qui se sont succédé, d'être responsables de l'écart entre la reprise en Italie et celles des autres pays d'Europe.

Dans un climat politique de plus en plus conflictuel, marqué par l'approche des élections, la Confindustria (le

Medef italien) a précisé son orientation. D'après ses représentants, il s'agit de faire bloc autour des réformes déjà réalisées par le gouvernement Renzi et poursuivies par celui de Gentiloni. C'est en particulier le Jobs Act, une espèce de loi travail dont l'application transforme en pratique tout le monde du travail en une vaste mer de précarité.

Mais le patronat en même temps dicte la ligne du gouvernement à venir qui, quelle que soit sa couleur, devra continuer à soutenir les patrons et les banquiers en leur destinant des parts toujours plus grandes du budget de l'État sous forme de dégrèvements fiscaux, de subventions à l'investissement, etc.

Dans l'ensemble, la grande bourgeoisie est satisfaite de la politique de Renzi d'abord, de Gentiloni ensuite. Mais le consensus électoral suit ses propres dynamiques et aujourd'hui, selon tous les sondages, le PD, le parti de Renzi, est en forte chute. Renzi a eu l'idée de faire le tour de l'Italie dans un train spécial, pour «parler avec le cœur du pays»,

avec le «pays réel», la «société civile», etc. Mais les résultats ne sont pas flatteurs et souvent il s'est trouvé face à des contestations très dures.

Renzi voudrait donner du PD une image différente de celle du gouvernement qui est pourtant son émanation. Par exemple, il a mené une bataille contre le gouverneur de la Banque d'Italie, Ignazio Visco, pour ôter à son parti l'image de parti des banquiers, une image qui lui a énormément nuï après la faillite ou la quasi-faillite des banques Monte Paschi di Siena, Banque de l'Étrurie, Banque populaire de Vicenza, etc. Des milliers de petits épargnants ont été trompés ou dépouillés et cela représente des centaines de milliers de voix aux élections. Alors, il lui faut essayer de se montrer de l'autre côté de la barricade par rapport aux banquiers, en rejetant la responsabilité sur le manque de vigilance d'institutions telles que la Banque d'Italie ou la Commission des opérations de Bourse.

De son côté Gentiloni s'est révélé un peu plus que le simple clone que Renzi aurait souhaité.

Le succès le plus grand qui lui est attribué est probablement l'action de son ministre de l'Intérieur, Minniti, pour stopper en Libye les migrants provenant du reste de l'Afrique. Tous les camarades savent de quoi il s'agit. Le traitement réservé aux migrants dans les camps libyens inclut le commerce d'esclaves. Malheureusement, pour l'opinion publique Minniti est celui qui a « arrêté l'invasion » et cela contraint même les représentants du centre-droit à se féliciter, sur ce point, de l'action du gouvernement.

À gauche du PD, il y a eu cette année une scission qui a regroupé de vieux dirigeants, dont les ex-secrétaires d'Alma et Bersani, et qui voudrait réunir, au moins sur le plan électoral, d'autres morceaux de la gauche. Pour aider à mesurer de quelle gauche il s'agit, signalons que, dans la polémique sur la reconduction du gouverneur de la Banque d'Italie, elle s'est rangée de son côté contre Renzi. La raison avancée était qu'il faudrait défendre la stabilité du système bancaire!

Le centre-droit semble avoir de bonnes chances de se rétablir. Berlusconi, qui est encore inéligible du fait de ses condamnations, voudrait regrouper les diverses sensibilités du centre-droit. Salvini, le leader de la Ligue (l'ex-Ligue du Nord), frétille car il croit pouvoir être le chef du centre-droit de demain. Mais du côté de Forza Italia, le parti de Berlusconi, personne n'est enthousiasmé par cette perspective.

Le mouvement Cinq Étoiles de Beppe Grillo, selon les sondages, serait aujourd'hui le premier parti du pays. Pour le moment, il dit qu'il refusera toute alliance politique. La nouvelle loi électorale a été faite sur mesure par le PD et Forza Italia pour interdire au mouvement Cinq Étoiles d'arriver au gouvernement, et il y a des chances



Manifestation des ouvriers de l'aciérie Ilva de Tarente, où des sureffectifs sont annoncés.

qu'elle y réussisse.

Du point de vue électoral en tout cas, le problème principal qu'auront tous les partis sera de convaincre les électeurs d'aller voter. Aux récentes élections régionales en Sicile, moins d'un électeur sur deux a voté, et à celles pour la municipalité d'Ostie, un sur trois.

L'abstention est souvent l'expression d'un détachement rageur vis-à-vis de la politique, des politiciens, des puissants, mais aussi des immigrants « qui nous prennent le travail », « à qui on donne 35 euros par jour » ou « qui nous passent devant pour l'attribution des logements HLM ». Il y a eu une multiplication des épisodes d'agressions physiques ou de menaces verbales à l'égard des immigrants.

Lors de ces épisodes, comme lors de la récente irruption d'un groupe de skinheads dans un local de l'association Save the children, à Côme, des militants fascistes et néonazis étaient activement présents.

La classe ouvrière, les salariés en général, n'ont rien vu de la fameuse reprise. Les embauches de travailleurs sont à 70 % des contrats à durée déterminée. Le revenu des jeunes travailleurs serait de 36 % inférieur à celui de leurs parents.

Au cours de l'année, il y a eu, comme l'année précédente, des luttes et des mobilisations ouvrières. La plus importante a peut-être été celle des travailleurs de l'acier, à Tarente et à Gênes. Mais à chaque fois, il s'est agi de luttes défensives, dans le cadre de la crise du secteur et des suppressions d'emplois. Ces luttes ne sont d'ailleurs pas terminées.

La grève des travailleurs d'Amazon a représenté quelque chose de différent, avec des caractéristiques dont le mouvement ouvrier devrait s'inspirer. On y a vu des jeunes travailleurs se tourner à nouveau vers la lutte collective, dire qu'il faut faire passer les besoins des travailleurs d'abord, avant les nécessités du patron, en choisissant de faire grève justement le jour du Black Friday. Il y a eu la référence explicite aux profits du groupe, non plus vus comme intouchables, mais comme une réserve à laquelle il est juste et normal de prétendre, puisqu'elle est constituée par la sueur des travailleurs. On peut y voir aussi la nécessité de l'internationalisme, car la grève a également éclaté en Allemagne. Les mouvements de grève développent des embryons précieux de conscience politique de classe.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- Plus de 50 ans après les indépendances, l'Afrique sous le joug de l'impérialisme français (n° 149, 27 janvier 2017)



- États-Unis : les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)

IDÉES/HISTOIRE

- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales » ? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance : faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,73 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe* ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons²

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozoobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



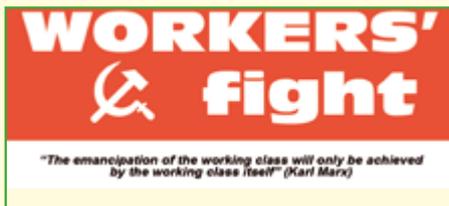
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugeé
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>